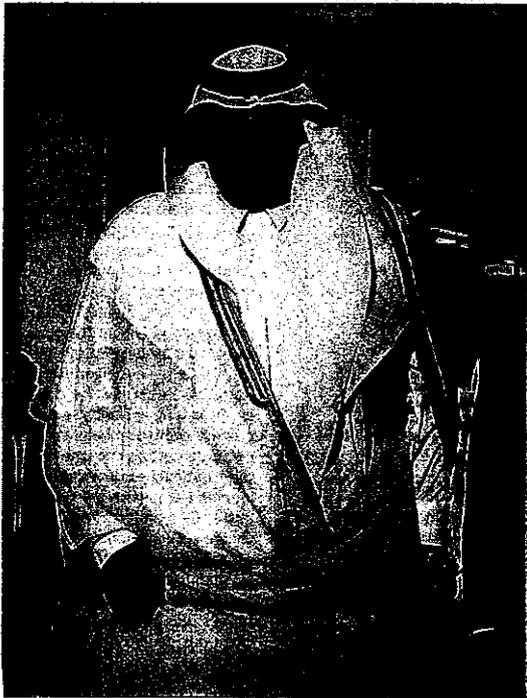


## **ARTICLES**

QATAR

# Investir dans l'islamisme

Un fonds d'investissement vient d'être créé à l'intention plus particulière des banlieues. Il est abondé pour moitié par le Qatar dont la politique ambiguë à l'égard de l'islamisme inspire la circonspection.



Le cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani  
émir du Qatar depuis 1995

Le ministère français du Redressement productif a récemment approuvé la création d'un fonds franco-qatari pour financer les banlieues dont le montant, révélé par le quotidien *Libération*, est de 100 millions d'euros, la moitié provenant du Qatar. Une association française d'élus locaux (l'Aneld, Association nationale des élus locaux pour la diversité) aurait approché l'émir du Qatar en personne, depuis plusieurs mois, afin d'obtenir ce financement.

## Du PSG au Carlton

Depuis quelques années, le Qatar multiplie les investissements dans notre pays : rachat du PSG, acquisition d'une partie importante des droits de Ligue 1, participation à hauteur de 5,6 % au sein de BTP Vinci, de 5 % au sein de Veolia, de 10 % au sein de Lagardère, de 2 % au sein de Total, achat du Centre des conférences internationales et de quatre grands hôtels français, dont le Royal Monceau à Paris et le Carlton à Cannes... Des mesures d'allègements fiscaux, prises en 2008 et entrées en vigueur en février 2009, exonèrent l'État du Qatar ou ses entités publiques, y compris la famille de l'émir, entre autres, de l'impôt sur les plus-values immobilières, et ont créé un statut particulier concernant les bénéficiaires des sociétés qataries établies en France ainsi que l'assujettissement

des Qataris à l'ISF. Certains se jouissent de ces mesures et de ces investissements d'un point de vue strictement économique et financier. D'autres craignent leurs répercussions politiques, notamment en ce qui concerne ce fonds, qui non seulement démontre l'échec des politiques gouvernementales, de droite comme de gauche, à l'égard des banlieues, mais permettent à un pays soupçonné d'avoir un rôle dans la radicalisation des musulmans de s'ingérer dans nos affaires nationales. En effet, les bénéficiaires de ce fonds seront en majorité de confession musulmane. Une emprise radicalisante sur eux amplifiera les tensions sous-jacentes provenant de la montée du communautarisme en France, notamment du fait des courants et des mouvements islamistes.

## Lutte d'influence

À l'instar des wahhabites de l'Arabie saoudite, le Qatar a contribué ces dernières années à l'émergence de ces courants dans les pays à majorité musulmane du monde arabe, sous bénédiction américano-occidentale. Cet émirat du Golfe, dont la production de pétrole a principalement contribué à sa richesse, essaie de concurrencer l'Arabie saoudite dans son influence sur les musulmans sunnites arabophones. En 1996, il a lancé une chaîne de télévision moderne inspirée de

CNN, *Al Jazeera*, qui a acquis très vite une réputation et une influence importante sur l'opinion publique arabe. Depuis lors, cette chaîne se radicalise progressivement et s'instrumentalise tant pour propager les courants religieux islamiques radicaux que pour inciter la rue à la révolte dans les pays arabes, à l'instar d'une autre chaîne similaire, lancée en 2003 par les Saoudiens, *Al Arabiya*. En s'appuyant sur ces supports de propagande, aussi bien l'Arabie saoudite que le Qatar financent parallèlement les mouvements politico-religieux d'obédience radicale.

## Canal subversif

Le renversement du régime libyen aurait été en partie aidé et financé par le Qatar : en procurant une aide, d'une part, aux pays qui ont déclenché l'offensive contre le régime libyen, y compris la France et, d'autre part, aux rebelles principalement islamistes. Le parti islamiste tunisien, Ennahda, a profité des largesses qataries durant sa campagne électorale, lesquelles ont contribué à sa victoire. Les activistes des Frères musulmans égyptiens, à l'instar de Yousséf Qaradawi qui est devenu la vedette d'une émission sur la *charia* à la télévision *Al Jazeera*, étaient hébergés à Doha, la capitale du Qatar. Les rebelles syriens, notamment les Frères musulmans, sont en partie financés par le Qatar. Dans un article paru la semaine dernière dans *L'Humanité*, qui semble commencer à comprendre la réalité de la situation en Syrie, le Qatar est pointé du doigt : « Le Qatar profite de l'absence d'opposition unie en Syrie pour tenter de se poser en protecteur des groupes rebelles sunnites largement financés à renfort de pétrodollars, qu'il veut présenter comme la seule force légitime anti-Assad. »

Placés sous l'emprise américaine, le Qatar, comme l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe, favorisent les courants islamistes radicaux soutenus ouvertement par les États-Unis. À l'instar du communisme, le phénomène de l'islamisme radical trouve écho dans les couches populaires défavorisées et auprès des ultra-intellectuels. Son expansion conduit à une situation conflictuelle "civilisationnelle" selon la théorie du "choc des civilisations" prônée par une partie de l'intelligentsia américaine. Il est donc légitime de craindre, en contrepartie des largesses qataries accordées à nos banlieues, l'accroissement d'une poussée fondamentaliste islamiste dangereuse dans notre pays, facilitée par la laïcité républicaine. ■

Élie Hatem

## Au fil de la presse



Où l'on s'aperçoit que la gauche conquiert, semaine après semaine, des parts de marché idéologiques. Occupant tous les pouvoirs régaliens, elle est efficacement soutenue par des relais médiatiques qui sont autant de courroies de transmission de son magistère moral. Plus décomplexée que naguère, plus sectaire aussi, elle étend son emprise totalitaire.

□ C'est au *Nouvel Observateur* qu'il revient d'administrer la preuve de son avancée "courageuse" dans le monde des idées. Son dossier du 19 septembre est un ramassis de sophismes de jugements à l'emporte-pièce. Renaud Dély, le bien nommé, prend un plaisir facile à déverser son fiel sur « une poignée d'écrivains maudits », voire « de seconde zone », tous « reflet du mal-être d'un petit morceau de France plongé dans la mondialisation ». Les Richard Millet, Renaud Camus, Robert Ménard, Éric Zemmour et autres Élisabeth Lévy ou Ivan Rioufol, sont soit des « poujadistes », soit des « maurrassiens » (donc des antisémites, donc des suppôts des collaborationnistes), en tout cas tous des « arquoisés », des « obsédés », des « racistes », membres d'une improbable « amicale brune ». Même Philippe Muray est convoqué post mortem, sommé de s'expliquer sur la néfaste influence qu'il exercerait sur les précitées.

□ Tout à sa délicate et sous-jacente entreprise, Renaud Dély cloue *Valeurs actuelles* au pilori. L'hebdomadaire conservateur est accusé d'avoir consacré un dossier aux « lyncheurs » (dont Dély et ses compains font partie) « pour assumer une vibrante défense des dissidents » Millet, Camus, Finkielkraut, Lévy et Éric Zemmour ». Ce qui le place d'emblée parmi les « officine[s] de blanchiment d'idées sales enfouies sous une somme d'articles parfaitement respectables », dont le magazine *Causeur*, dirigé par Élisabeth Lévy, est le principal laboratoire. Bref, tous des zéloteurs d'Hitler, Pétain et consorts.

□ La mauvaise foi va même parfois si loin, qu'elle fait dire de grossières âneries. Ainsi Anne Hidalgo, le premier adjoint au maire de Paris, a-t-elle pu très doctement proférer sur *I-télé* (24 septembre), que le Front national, pourtant fondé en 1972, « n'est pas un parti qui s'est constitué dans le cadre républicain » mais « un parti qui a lutté contre la Résistance publique, qui a soutenu pendant la guerre la collaboration avec les nazis ».

□ Le politiquement correct est si répandu qu'il a gommé depuis longtemps la différence entre la droite et la gauche. Combien, à l'UMP, ainsi que le souligne Denis Tillinac (*Valeurs actuelles*, 27 septembre), sou-

tiennent le « mariage homosexuel », à l'instar de Chantal Jouanno, sénateur de Paris qui « craint que son parti, s'il s'y oppose, soit perçu comme "ringard" » ? « L'argument semble insignifiant. En réalité, il évacue les antinomies fondatrices de notre civilisation judéo-chrétienne et gréco-latine (le bien contre le mal, le juste contre l'inique, le beau contre le laid, le vrai contre le faux) au profit du couple "branché-ringard". Un seul critère : l'air du temps. Une seule boussole : l'opinion. Une seule idole : cette "modernité" qui tient lieu d'idéologie aux enfants paumés de Mai 68. Se définissant comme une "bobo écolo", M<sup>me</sup> Jouanno cautionne une approche absolutiste des droits de l'individu qui abolit l'essentiel de notre culture, occulte le sens de la transmission et minore à l'extrême les attendus de l'altérité des genres. »

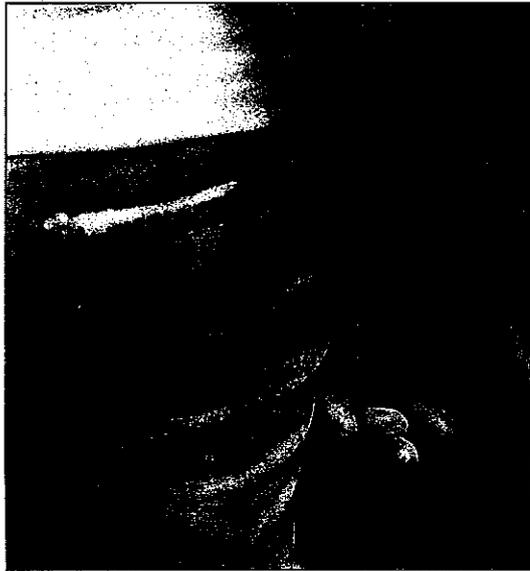
□ Ces concessions à l'air du temps le rendent particulièrement irrespirable. Elles sont les caractéristiques mentales d'une dégénérescence civilisationnelle dont, note Richard Millet, le paradoxe est de se faire « parallèlement à son assumption qu'est l'humanité. L'humanité est la forme mystique de la démocratie universelle, qui est américaine. À l'origine, la démocratie athénienne n'était pas pensée comme un phénomène de masse. Comment articuler la masse à la démocratie ? Comment relier le nombre, j'allais dire l'innombrable, sinon l'exponentiel, à quelque chose qui relève, originellement, de l'agora ? » (*Le Spectacle du Monde*, septembre 2012).

□ Même l'Église, malgré le pontificat intellectuellement vigoureux de Benoît XVI, semble gagner par cette bouillie contemporaine de la pensée euphémistique. Olivier Delacretaz écrit très justement que « le monde repousse l'Église à la périphérie du village. Alors, pour éviter la rupture et mieux se faire entendre, l'Église se met à parler le langage de celui qui la repousse, recourant notamment aux procédés modernes de la communication, de la "com". » Or, poursuit-il, « on ne peut par exemple exprimer sa foi dans un langage qui, comme celui du marxisme [est] aussi, sciemment, superficiel, souvent désinvolte [alors que] tout l'essentiel de la foi porte sur le fondamental, le permanent, le vrai » (*La Nation-Journal vaudois*, 21 septembre).

## MŒURS

## Les êtres humains sacrifiés

Parmi les réformes annoncées par le gouvernement socialiste figurent l'institution du mariage homosexuel et l'adoption d'un cadre légal pour l'euthanasie...



« Ce ne sont pas les homosexuels qui sont critiquables, mais c'est la normalisation de l'homosexualité qui est condamnable »

La famille est le socle de la nation. Sur elle repose la construction sociale avec des principes et des valeurs qui découlent principalement de la loi naturelle, une inclination inhérente à notre espèce à agir conformément à la raison et selon la vertu. L'élaboration progressive des normes devra émaner de ces principes. La décomposition de la famille entraîne celle de la société, avec la déconstruction de ses valeurs et, par là même, la dévalorisation et la destruction de l'être humain. Défendre la nation commence par la préservation de la famille et de l'être dans sa dimension anthropologique. L'évolution de la législation, par l'artifice démocratique, en faisant adopter des textes contraires à la vertu et dégradant les valeurs morales et sociales, par exemple sur le mariage homosexuel, l'homoparentalité, la banalisation de l'avortement et de l'euthanasie, illustre la démagogie de la République, pour qui plus rien ne semble avoir de sens. Cela conduit la nation à la dérive par la perte des repères naturels et la perturbation de l'ordre moral et social.

## Le divorce facilité

Au lieu de préserver les liens familiaux et de renforcer, de ce fait, la cohésion sociale, une loi du 26 mai 2004 est venue faciliter les désunions en banalisant le divorce. Désormais, une mésentente passagère dans les couples peut conduire à la rupture du mariage par le truchement d'une procédure judiciaire expéditive. D'où la multiplication des désunions

entraînant chez les enfants des troubles psychologiques traumatiques, découlant des problèmes de garde, de l'absence de foyer stable, de déchirement d'appartenance familiale et de filiation, avec des "recompositions" artificielles de familles désunies ou encore la "monoparentalité" qui provoque l'absence de l'autorité parentale. Cela se traduit, hélas, par le recours des jeunes à la drogue ou leur plongée dans la délinquance...

## La famille bouleversée

Parallèlement à l'effondrement du mariage, la destruction de l'institution familiale sera-t-elle consacrée par la célébration de mariages homosexuels et l'instauration de l'homoparentalité ? Le ministre socialiste "délégué à la famille", Dominique Bertinotti, a annoncé la présentation d'un projet de loi relatif à cette dérive, non seulement signe d'une décadence, mais portant aussi atteinte à l'ordre public qui se transformera désormais en "désordre". L'ensemble du droit de la famille, de la filiation, des successions et des libéralités pourraient faire l'objet d'une réforme, voire d'une série de réformes aberrantes, affectant les principes fondamentaux du droit civil. La nature fait que la procréation ne peut découler que de l'union de deux sexes opposés. En instituant le mariage homosexuel, le palliatif à la procréation naturelle dans le cadre de l'homoparentalité sera le recours à une filiation adoptive artificielle, dans laquelle les enfants,

se trouveront partagés entre trois ou quatre parents : parents biologiques naturels, parents adoptifs, avec des liens de sang et des liens d'adoption compliqués qui infecteront l'ensemble du tissu social et familial et perturberont l'ordonnement juridique. Où en est l'intérêt de l'enfant, hautement protégé et sacré, dont l'équilibre psychique sera atteint ? La banalisation de l'homosexualité, qui est une perversité de l'esprit ou la traduction d'un déséquilibre biologique, ouvre la voie à toutes les permissivités et les exagérations en faisant de l'exception la norme. Dans le même ordre d'idées, la légalisation de l'avortement a encouragé beaucoup de femmes à avoir recours à ce procédé, par voie de facilité, provoquant des millions de pertes de vie. Ce ne sont pas les homosexuels ou les femmes avorteuses qui sont critiquables, surtout si ces phénomènes restent marginaux ou exceptionnels, mais c'est la normalisation de l'homosexualité et de l'avortement qui est condamnable.

## La banalisation du crime

La loi sur l'interruption volontaire de grossesse (dite la loi Veil du nom du ministre Simone Veil qui l'avait fait adopter en 1975) a provoqué une déconsidération de la vie humaine qui peut désormais être interrompue, pour n'importe quel motif, voire sans aucun motif. N'est-ce pas un crime d'ôter la vie ? Le débat sur l'euthanasie lancé par le président François Hollande et la tendance à vouloir normaliser cette pratique traduite, de la même manière, la banalisation du crime, l'irrespect de la vie et de l'être humain. Sous prétexte d'alléger la souffrance de certains malades, peut-on mettre fin à leur vie ? Non seulement la normalisation de l'euthanasie ferme la porte à l'espoir de rémission, mais elle facilite et camoufle, dans certains cas, l'homicide volontaire. Sans encourager l'acharnement thérapeutique, qui est d'ailleurs condamné par le code de déontologie médicale, il convient de garder l'exception d'euthanasie pour les cas les plus extrêmes et exceptionnels, avec une procédure très contrôlée, et d'éviter sa légalisation qui ouvrirait la porte aux abus et à la systématisation du procédé. La légalisation des phénomènes marginaux et décadents, par souci démagogique de plaire aux groupes de pression, traduit le gage démocratique de la République au mépris de la morale, de la loi naturelle, de la doctrine sociale de l'Église et de l'intérêt supérieur de la nation qui en paie le prix. ■

Élie Hatem

## Au fil de la presse



Où, suivant les paroles de l'Écclésiaste, l'on se dit qu'il y a un temps pour tout. Après le temps de l'action, vient à présent le temps du repos, de la réflexion, de la méditation. Cette revue de presse se propose d'ouvrir quelques pistes.

□ Une interrogation sur nos origines peut paraître salubre, en ces époques folles, livrées au consumérisme de masse et à l'instantanéisme hédoniste. *Spectacle du monde* (juillet-août) nous résume le dernier état de la recherche historique et archéologique sur « nos ancêtres les Gaulois ». Il en ressort, notamment, « une civilisation brillante et bien plus raffinée qu'on ne le pensait. Une civilisation qui ne se limite pas à la seule Gaule et aux seuls Gaulois, mais s'inscrit dans le grand espace européen des peuples celtes », dont participent également les Germains.

□ Une occasion de lire et relire Jacques Bainville, dont la revue révolutionnaire-identitaire, *Réfléchir et Agir* (été 2012), nous livre une actualité, sous la plume de Robert Massis. L'auteur s'attache à montrer que si « la postérité retint Maurras par l'opprobre que les "libérateurs" et autres épurauteurs lui jetèrent sur les épaules, [elle] occulte Bainville ». Et le journaliste de nous faire découvrir un Bainville économiste, critique avisé du capitalisme, décroissant avant l'heure, « précurseur de Jacques Ellul ». Un Bainville si contemporain par sa présence de la post-modernité, notamment lorsqu'il met à jour « les liens nécessaires unissant machinisme et capitalisme ».

□ Le dernier numéro de la revue d'Alain de Benoist, *Éléments* (juillet-septembre), permet de poursuivre dans cette veine. Ainsi, un article d'Olivier François sur *La Formation de la classe ouvrière anglaise* d'Edward P. Thompson, historien britannique qui s'est attaché, à rebours de toutes les études parues sur l'histoire du mouvement ouvrier, à « souligner l'immense divorce économique, social et moral, qui existait alors entre le monde des classes populaires, dont les valeurs fondamentales restaient ancrées dans les logiques du don et les vertus de l'entraide communautaire, et une "élite" aristocratique, et grande-bourgeoise convertie majoritairement à l'utilitarisme et à la logique du profit sans entrave ». Pour tout militant d'Action Française, un tant soit peu intéressé, par les questions économiques et sociales, cet ouvrage (paru au Seuil dans la collection Points Histoire) est à recommander, ainsi que d'autres auteurs comme Christopher Lasch ou Jean-Claude Michéa. Posséder

des réponses a priori ne vaut rien sans un solide et nécessaire diagnostic préalable.

□ Dans un tout autre domaine, pour revenir aux "heures sombres de notre histoire", on renverra nos lecteurs à l'ultime numéro du magazine *Médias* (été 2012), fondé par Robert Ménard et Emmanuelle Duverger, son épouse. Ce trente-troisième numéro sera en effet le dernier, avec un bouquet final d'entretiens aussi divers et passionnants que ceux de Ivan Rioufol, Élisabeth Lévy, Alain de Benoist, François de l'Yvonnet ou encore Reynald Secher. Ce dernier revient sur son dernier ouvrage, *Vendée - Du génocide au mémoricide*, ainsi que sur la mort sociale dont il se dit frappé depuis, précisément, qu'il tente de réviser l'histoire particulièrement hémiplogique et idéologiquement orientée (à gauche, voire très à gauche...) de ce que l'on peut bien appeler le premier génocide de l'histoire du monde. L'historien se décrit volontiers comme « empêcheur de commémorer-en-ronde ». Il relate même que, quelques jours avant sa soutenance de thèse (les autorités françaises étaient alors en pleine préparation du bicentenaire), son appartement avait été cambriolé : « Seule ma thèse avait disparu. Et, comme par hasard, quelques heures plus tard, un pseudo-représentant du ministre de l'Éducation nationale m'a proposé une somme d'argent et un poste à l'université pour que je renonce à ma soutenance... » Siderant !

□ Dans un registre peu ou prou similaire, on relèvera également le coup de gueule de Paul-Marie Coûteaux dans *Minute* (25 juillet). Celui-ci revient sur les déclarations mensongères, carrément anti-françaises et méa-culpances proférées par François Hollande à l'occasion de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv du 17 juillet 1942. Il affirme que « le président de la République contrevient à la vérité historique que pourtant il invoque : si ce crime fut commis sur le territoire national, comme tant d'autres le furent sous l'Occupation, et si la police parisienne a dû y prêter la main parce qu'elle était soumise à la botte de l'occupant, la responsabilité de ce crime n'est nullement imputable à la France ». On invitera nos lecteurs à prendre connaissance de la suite de ce roboratif communiqué sur le site du SIEL, que préside M. Coûteaux.

Aristide Leucate

## » NOSTALGIE

Les enfants de François Hollande n'auraient pas souhaité assisté à l'investiture de leur père, si l'on en croit le témoignage de leur mère, Ségolène Royal. « C'est François Hollande qui a été élu président de la République, ce n'est pas une famille », a-t-elle déclaré sur Canal+. Peut-être nos compatriotes le regrettent-ils, plus ou moins consciemment ? Michel Rocard l'a suggéré sur Radio Classique et Public Sénat. Selon lui, « il reste quelque chose de monarchiste ou de royaliste chez les Français », aux yeux desquels Nicolas Sarkozy serait coupable d'avoir « affiché beaucoup de familiarité, beaucoup de simplicité et parfois même de vulgarité ».

## » LÉGISLATIVES

Les expatriés sont appelés à élire des députés à l'occasion des élections législatives des 10 et 17 juin, en application de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008. SAR le prince Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou, sera candidat dans la cinquième circonscription des Français de l'étranger, regroupant Andorre, l'Espagne, Monaco et le Portugal. Il promet l'aide à la scolarité, le rôle renforcé des parents d'élèves, l'harmonisation de la protection sociale, mais aussi la binationalité. « Français de naissance, j'ai vécu vingt ans en Espagne et, marié à une franco-portugaise, j'habite depuis cinq ans au Portugal », souligne le Prince, qui entend poursuivre son engagement « au service de l'intérêt général », après avoir passé neuf ans dans l'armée et deux ans aux Nations Unies.

## » CONFÉRENCE

La prochaine conférence-débat de l'association Catholiques pour les libertés économiques (CLE) se tiendra le jeudi 7 juin à 18 h 30. Elle sera animée par Philippe Nemo, qui évoquera « la France aveuglée par le socialisme ». Dans une salle de l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7<sup>e</sup>. Participation : 15 euros.

## » DÉCÈS

Nous avons appris avec tristesse le décès, le 15 mars 2012, de notre fidèle ami et abonné d'Ostende, M. Jan Olsen, dans sa 88<sup>e</sup> année. Né le 25 mars 1924, il a exercé sa profession dans les Assurances maritimes. Nous présentons nos condoléances émues à sa famille : ses neuf enfants, ses vingt-six petits-enfants et ses sept arrière-petits-enfants, et l'assurance de nos prières pour leur chef défunt.

## □ RELIGION

## Faut-il avoir peur de la charia ?

Que désigne, au juste, la "charia" ? Bien que son application suscite une inquiétude légitime, sa réalité ne doit pas être caricaturée. D'autant qu'en agitant sa menace, on masque le reniement par la France de son passé chrétien.

L'islam provoque la peur dans les esprits, non seulement à cause du courant politique qu'il a engendré ces dernières années, avec l'émergence et l'expansion des "islamistes", mais également en raison du modèle culturel et social qu'il projette à travers la charia. Les médias attisent cette peur en faisant des amalgames, des raccourcis, et en semant la confusion à ce sujet. Il convient donc, de prime abord, de distinguer la religion musulmane de l'"islamisme", à l'instar du judaïsme et du "sionisme".

## Islam politique

On entend par "islamisme" les différents courants politiques qui exploitent certains préceptes de l'islam, les interprètent subjectivement, afin de développer une idéologie politique fondée sur un facteur religieux, pour attirer la masse par les sentiments. C'est la raison pour laquelle il n'existe pas un seul mais une pléthore de mouvements islamistes. Certains d'entre eux sont violents et constituent une menace pour ceux qui ne partagent pas leur idéologie, qu'ils soient musulmans ou non. La manipulation politique des islamistes conduit ces derniers à des positions et des agissements parfois très contradictoires avec l'islam, provoquant la réaction des dignitaires classiques des différentes communautés musulmanes qui les condamnent et rappellent leurs croyants à la charia.

Par étymologie, la charia désigne l'ensemble des règles d'inspiration religieuse qui régissent la vie et les rapports sociaux. Les juridictions qui veillent à leur application sont appelées en arabe *mahakem chariya*. Ainsi, la charia n'est pas propre à l'islam. Il convient de préciser la charia musulmane (*al charia al islamiya*), pour la distinguer des autres règles d'inspiration religieuse et éviter tout amalgame. Dans les pays arabes qui adoptent des règles religieuses, notamment pour le statut des personnes, les chrétiens disposent de leur réglementation et de leurs tribunaux propres, qui appliquent le droit canon. Ces juridictions sont



Par étymologie, la charia désigne l'ensemble des règles d'inspiration religieuse qui régissent la vie et les rapports sociaux.

appelées *mahakem chariya* (tribunaux ecclésiastiques) et appliquent un droit religieux, édicté et codifié par leurs Églises. À l'instar des chrétiens, qui sont composés de plusieurs communautés disposant de différents rites (catholiques, orthodoxes, melkites, protestants, maronites, etc.), les musulmans sont divisés en communautés dans lesquelles il existe divers rites (sunnites, chiites, ismaélites, hanafites, chérites, hanbalites, etc.). Par conséquent, la charia musulmane n'est pas unanime. Elle varie en fonction des communautés et des pays dans lesquels elle est appliquée : la charia appliquée en Arabie saoudite est distincte de celle appliquée en Iran, de celles qui sont appliquées au Liban, dans chaque communauté, ou encore

de celle appliquée au Maroc. Enfin, faut-il rappeler que la charia musulmane n'est pas appliquée dans beaucoup de pays à majorité musulmane, telles la Turquie, la Syrie, la Tunisie, la Jordanie, etc., alors qu'elle vient d'être abolie en France en 2011, à l'occasion de la départementalisation de Mayotte ? Il est évident que certaines règles de la charia musulmane sont absurdes et que l'islam, qui ne re-

## Ciment culturel

La religion est un ciment culturel fondamental à la nation. Nos voisins d'outre-Manche, croyants, agnostiques ou athées, affirment avec fierté leur appartenance à l'Église anglicane, majoritaire, ou à l'Église catholique. En Grèce, État laïc pourtant, les manifestations sociales ou publiques sont précédées d'une cérémonie rappelant l'identité orthodoxe de la société. Il en est de même en Russie, un pays brimé pendant des décennies par un régime révolutionnaire prônant l'athéisme. La France, chrétienne depuis le baptême de Clovis, renouera-t-elle avec ses valeurs millénaires pour faire face à tous les dangers qui menacent son identité catholique immuable ? ■

Élie Hatem

CONFÉRENCE  
Sombres nuages  
sur la France

LA RÉUNION de printemps de France royaliste-Nice Provence s'est déroulée cette année le 29 avril, entre les deux tours de l'élection présidentielle. À ce titre, elle n'a pas échappé à une certaine connotation politique. Philippe Ploncard d'Assac, le conférencier de ce jour, avait choisi un sujet d'une brûlante actualité : "Évolution de la société ou complot contre la société ?". Son exposé a été émaillé, entre autres, de nombreuses citations émanant d'hommes politiques pour le moins hostiles à Dieu et à l'Église catholique. Par

exemple Clemenceau, le Tigre, qui appelait à la révolte contre l'autorité divine et approuvait le coup porté à la royauté le 21 janvier 1793. Cette intéressante conférence, très appréciée à en juger par le grand nombre de livres vendus par le conférencier, permettra à ses auditeurs de méditer utilement sur l'avenir de la France qui apparaît plutôt sombre, à moins d'un nécessaire sursaut national. À en juger par le triste état de notre société, ce ne sont pas les "valeurs" tant vantées de la République qui pourront rétablir son bon fonctionnement et d'harmonieuses relations entre les citoyens, mais les plus belles vertus chrétiennes d'amour et de générosité. □

Joseph GUILLEMAIN

NOTRE JOURNAL  
VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre  
de vivre,  
abonnez-vous,  
faites des abonnés !



□ PARTIS

# La France gouvernée aux extrêmes

Moult commentateurs dénoncent l'influence des extrêmes sur la campagne électorale en cours. Mais ceux-ci ne tiennent-ils pas déjà les rênes du pouvoir ? Droite et gauche ont renoncé aux valeurs qui les distinguaient à l'origine... Redistribuons les étiquettes !

Qui croit encore que la droite parlementaire est toujours "de", sinon "à" droite ? La question, telle une antienne, est connue et répétée depuis des années. A bien y regarder, on observe même qu'elle est passée à l'extrême. On peut dresser un constat similaire concernant la gauche. Celle-ci s'est extrémitisée à mesure qu'elle s'écartait de son noyau dur originel. Analyse.

## L'extrémisme UMPS

D'emblée, une précision terminologique s'impose : Que désigne-t-on par "extrémisme" ? « *Hydre de Lerne des sciences politiques* », selon Christophe Bourseiller (*L'Extrémisme, une grande peur contemporaine*, CNRS Éditions, 2011), la notion serait, selon cet auteur, caractérisée par trois éléments, sans pour autant qu'elle se ramène à eux seuls : la violence, la transgression et la hiérarchisation. Appliquée de manière sui generis aux partis de gouvernement, la définition colle assez bien à l'UMP et au PS. Tous deux sont des partis structurés au sein desquels règne une certaine discipline, ne dédaignant pas (sur tout à gauche) recourir à la violence (qu'ils délèguent à la périphérie) et pratiquant perpétuellement la transgression de leurs idées originelles.

Un peu rapide, objectera-t-on. Certes, et c'est pourquoi il convient d'aller plus loin. L'extrémisation des partis établis tient, en définitive, dans leur déplacement progressif à l'extérieur de l'échiquier politique traditionnel et, partant, du schéma type droite-gauche. Attendu, en effet, que cette dualité classique, qui structure le paysage politique français depuis la Révolution, doit théoriquement coïncider avec un ensemble de valeurs et d'idéaux portés et véhiculés par chacun des deux camps, force est de constater, depuis plus de trente ans,



« Il n'est pas abusif de décrire l'UMP comme un parti d'extrême droite »

la droite dite modérée et la gauche du même tabac ont totalement déserté leurs champs respectifs. Le ralliement de la gauche au capitalisme libéral libéraliste l'a complètement coupée du peuple, du vrai, et de ses préoccupations. La droite ayant suivi la même pente (à fin par se rapprocher de la gauche, fait point qu'il paraît honnêtement malaisé de les différencier) fondamentalement. D'où ce raccourci facile mais tellement révélateur contenu dans le sigle "UMPS".

## Le piège tendu par François Mitterrand

Plus ou moins consciente de cette asymétrie entre la position qu'elle continue à revendiquer d'occuper sur l'échiquier politique et ses pratiques idéologiques, la classe politique (ou l'Établissement) tente de se sauver, d'une part, en accentuant la bipolarisation de la vie politique (fortement aidée, en cela, par les médias), et, d'autre part, en agitant, tel un épouvantail, le spectre de l'extrémisme, de droite de préférence. Ainsi

prospéra le Front national, ce piège créé de toute pièce par François Mitterrand qui a contribué à accélérer l'expérimentation idéologique de la droite orléano-bonapartiste traditionnelle. Ce piège fonctionna en deux temps. D'abord, par le biais de SOS Racisme, mouvement raciste stérile et télévisé qui suscita une démonologie fantasmagorique basée sur une mythologie anti-fasciste et antiraciste éculée mais efficace. Ensuite, en introduisant une dose de proportionnelle qui eut pour effet d'affaiblir le RPR et ses satellites de l'époque, tout en lui interdisant, au nom du prétendu mythe fâcapacitant précité, de conclure des alliances électorales avec le F.Haine. Ramassées par pelletées entières par Le Pen et ses amis, les valeurs fondatrices de la droite étaient logiquement destinées à la *reductio ad hitlerum* (selon la formule de Leo Strauss) : *Exeunt* la souveraineté et la nation pour que vivent désormais les totems et tabous de l'immigration, de l'antiracisme et des phobies en tout genre. La droite, rejoignant

la gauche sur ses combats, força celle-ci à se déporter un peu plus vers un néo-électorat citadin, bobo, immigré et féminisé. N'étant plus "de" droite, cette dernière ne peut non plus se dire "à" droite, les altérations substantielles qu'elle dut consentir l'ayant mise hors de l'infrastructure (au sens marxien du terme) du jeu politique. En conséquence, il n'est pas abusif de décrire l'UMP (et ses alliés) comme un parti d'extrême droite, la droite s'étant, quant à elle, éparpillée entre le Front national et diverses chapelles peu ou prou affilées, plus ou moins confidentielles. *Idem* pour la gauche dont les idéaux du socialisme originel (ce lui que La Tour du Pin appelait le « socialisme éternel ») peinent à séduire. Mélenchon et ses thuriféraires, leur immigrationnisme intrinsèque faisant le jeu du capitalisme libre-échangiste qu'ils prétendent abattre.

## Explication possible

Une explication possible (si non probable) à cette convergence aux marges : le ralliement inconditionnel de la droite et de la gauche au libéralisme adossé à ses deux inséparables piliers, le droit et le marché : « *La droite moderne (celle qui a définitivement renoncé, depuis la Libération, à rétablir l'alliance du trône et de l'autel) représente le mode d'entrée privilégié par le marché et son extension perpétuelle. La gauche moderne (celle qui a définitivement renoncé, depuis le Mai 68 étudiant, au compromis historique passé avec le mouvement ouvrier socialiste lors de l'affaire Dreyfus) représente le mode d'entrée privilégié par le droit et sa culture transgressive.* » (Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal*, Climax, 2007) ■

Aristide Leucate  
aleucate@yahoo.fr

## DÉCÈS Fr. Brigneau

LE DÉCÈS à quatre-vingt-deux ans, le 8 avril dernier, de François Brigneau est un deuil pour tous les journalistes qui honorent encore de tenir leur plume dans l'ignorance des oukases des grands prêtres de la pensée unique. Emmanuel Allot, alias Julien Guémec, alias François Brigneau, venait pourtant de loin : puisque, fils d'un instituteur socialiste, il s'engagea pendant la guerre dans la Col-laboration et dans la Milice. Détenu à la prison de Fresnes, il y côtoya Robert Brasillach, qu'il n'oubliera jamais. Ami d'Antoine Blondin, il entreprit ensuite une carrière de journaliste et de romancier. On a dû mal à le suivre dans ses participations à de multiples journaux : *L'Intransigeant*, *Rivaroli Paris Presse*, *Télé Magazine*, *L'Aurore* et sur tout Minute dont il fut dans les années quatre-vingt le pugnace et simplifiable éditorialiste. Il contribua auprès de Jean-Marie Le Pen au lancement du Front national, ainsi qu'avec Jean Madiran, du quotidien *Presen*. Dans ces années, il utilisait chaque jour une page de Mairras et il fréquentait l'Action française prenant la parole dans plusieurs de nos banquets ainsi qu'à l'instinct de l'Action française. En même temps, il publia un ton-truque *Jules l'imposteur* révélant bien des vérités sur Jules Ferry. Ce mécréant fut à nos côtés, en 1989, un des plus grands pourfendeurs du bicentenaire de la Révolution avec les abbés Louis Coache et Paul Aubagner. Il écrivit dans *L'Ami 169* des articles féroces et lumineux contre cette entreprise néfaste. S'il est mort, et a été enterré le 13 avril, sans les secours de la religion, prions pour cet homme qui ne s'est jamais soumis à la loi des puissants du jour. ■

Michel Fromentoux

## DÉMOCRATIE Les Français n'y croient plus

Le régime est en crise... Il est temps d'en changer !

À L'OCCASION des élections à venir, des voix s'élèvent pour parler ouvertement de la crise de la démocratie. Les réactions des Français témoignent de leur prise de conscience des méfaits du système électoral et de l'idéal démocratique. Dans notre précédent numéro, Aristide Leucate a fait état du coût exorbitant des campagnes électorales... Déçus par leur système politique, trahis par leurs dirigeants qui font passer leurs intérêts personnels et celui de leurs partis devant l'intérêt national,

les Français semblent vouloir exprimer leur révolte par l'abstention. Celle-ci n'est pas une manière de rejeter les candidats mais de sanctionner tout un système qui affaiblit la nation, la disloque, et dilue le pouvoir jusqu'à l'anéantir. Plusieurs ouvrages, études et articles publiés récemment en font état : la proximité des scrutins, la répétitivité des campagnes et le sentiment d'une sclérose socio-politique renforcent l'abstentionnisme. On est appelé à voter pour la présidentielle, les législatives, les municipales, les cantonales, les européennes, nonobstant les référendums dont M. Sarkozy préconise l'organisation plus fréquente...

Chacun de ces scrutins immobilise la nation. En période de campagne, la surenchère médiatique des candidats, encouragée par la multiplicité des moyens de communication, amplifie le caractère

démagogique des propos. Le souci des candidats est donc de plaire pour séduire le maximum d'électeurs, ou de "clients", compte tenu de la transformation de la chose publique en "produit" appelé à satisfaire le plus de "consommateurs"... Cela conduit au recul des idéologies, à l'appauvrissement du discours politique, privé de sa substance, et à l'émergence de slogans soumis à l'arbitraire d'une opinion publique fluctuante, dont les réactions sont éphémères, et qui varie en fonction des événements relayés par les médias. Les programmes politiques reflètent ce déclin : les partis politiques empruntent les idées des uns et des autres avec des vérités et des contre-vérités contradictoires et déconcertantes.

Enfermés dans ce cercle vicieux, les Français sont perdus. Ils n'ont plus le sens ni le goût de la recherche de la vérité. Ils

sont déçus par les promesses non tenues de leurs dirigeants. Ces derniers, même s'ils sont de bonne foi, sont incapables de réaliser leurs programmes compte tenu de l'existence des mandats républicains et de la nécessité pour eux de se préparer aux prochaines échéances électorales. Face à cette crise qui traduit l'échec de la démocratie et dont les Français sont conscients, il convient de conduire ces derniers à retrouver leurs institutions monarchiques, garantes de la stabilité de la nation et permettant son évolution naturelle et sociologique, dans le respect de nos spécificités régionales. Cela nous permettrait également de réaffirmer nos valeurs et notre identité millénaire immuable, française, chrétienne, catholique que la République a tenté, depuis la Révolution, de faire disparaître. ■

Élie Hatem

tence (qu'ils aveuglent à la périphérie) et pratiquent perpétuellement la transgression de leurs idées originelles.

Un peu rapide, objectera-t-on. Certes, et c'est pourquoi il convient d'aller plus loin. L'extrémisation des partis établis tient, en définitive, dans leur déplacement progressif à l'extérieur de l'échiquier politique traditionnel et, partant, du schéma type droite-gauche. Attendu, en effet, que cette dualité classique, qui structure le paysage politique français depuis la Révolution, doit théoriquement coïncider avec un ensemble de valeurs et d'idéaux portés et véhiculés par chacun des deux camps, force est de constater que, depuis plus de trente ans,

les différencier, fondamentalement. D'où ce raccourci facile mais tellement révélateur contenu dans le sigle "UMPS".

## Le piège tendu par François Mitterrand

Plus ou moins consciente de cette asymétrie entre la position qu'elle continue à revendiquer d'occuper sur l'échiquier politique et ses pratiques idéologiques, la classe politique (ou l'établissement) tente de se sauver, d'une part, en accentuant la bipolarisation de la vie politique (fortement aidée, en cela, par les médias), et, d'autre part, en agitant, tel un épouvantail, le spectre de l'extrémisme, de droite de préférence. Ainsi

basee sur une mynologie antifasciste et antiraciste éculée mais efficace. Ensuite, en introduisant une dose de proportionnelle qui eut pour effet d'affaiblir le RPR et ses satellites de l'époque, tout en lui interdisant, au nom du pré-tendu mythe incapacitant précité, de conclure des alliances électorales avec le "F-Haine".

Ramassées par pelletées entières par Le Pen et ses amis, les valeurs fondatrices de la droite étaient logiquement destinées à la *reductio ad hitlerum* (selon la formule de Leo Strauss). Exeunt la souveraineté et la nation pour que vivent désormais les totems et tabous de l'immigration, de l'antiracisme et des phobies en tout genre. La droite, rejoignant

inseparables pitiers, le droit et le marché : « La droite moderne (celle qui a définitivement renoncé, depuis la Libération, à rétablir l'alliance du trône et de l'autel) représente le mode d'entree privilégié par le marché et son extension perpétuelle. La gauche moderne (celle qui a définitivement renoncé, depuis le Mai '68 étudiant, au compromis historique passé avec le mouvement ouvrier socialiste lors de l'affaire Dreyfus) représente le mode d'entree privilégié par le droit et sa culture transgressive. » (Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal*, Climats, 2007) ■

Aristide Leucate  
aleucate@yahoo.fr

Michel Fromentoux

l'école libre il publia un tonitruant *Jules l'imposteur*, révélant bien des vérités sur Jules Ferry... Ce mécréant fut à nos côtés, en 1989, un des plus grands pourfendeurs du bicentenaire de la Révolution. Avec les abbés Louis Coache et Paul Aulagnier, il écrivit dans *L'Anti 89* des articles féroces et lumineux contre cette entreprisse néfaste. S'il est mort, et a été enterré le 13 avril, sans les secours de la religion, prisons pour cet homme qui ne s'est jamais soumis à la loi des puissants du jour. □

## DÉMOCRATIE



## Les Français n'y croient plus

**Le régime est en crise... Il est temps d'en changer !**

À L'OCCASION des élections à venir, des voix s'élèvent pour parler ouvertement de la crise de la démocratie. Les réactions des Français témoignent de leur prise de conscience des méfaits du système électoral et de l'idéal démocratique. Dans notre précédent numéro, Aristide Lecate a fait état du coût exorbitant des campagnes électorales... Déçus par leur système politique, trahis par leurs dirigeants qui font passer leurs intérêts personnels et celui de leurs partis devant l'intérêt national,

démagogique des propos. Le souci des candidats est donc de plaire pour séduire le maximum d'électeurs, ou de "clients", compte tenu de la transformation de la chose publique en "produit" appelé à satisfaire le plus de "consommateurs"... Cela conduit au recul des idéologies, à l'appauvrissement du discours politique, privé de sa substance, et à l'émergence de slogans soumis à l'arbitraire d'une opinion publique fluctuante, dont les réactions sont éphémères, et qui varie en fonction des événements relayés par les médias. Les programmes politiques reflètent ce déclin : les partis politiques empruntent les idées des uns et des autres avec des vérités et des contre-vérités contradictoires et déconcertantes.

Enfermés dans ce cercle vicieux, les Français sont perdus. Ils n'ont plus le sens ni le goût de la recherche de la vérité. Ils

sont déçus par les promesses non tenues de leurs dirigeants. Ces derniers, même s'ils sont de bonne foi, sont incapables de réaliser leurs programmes compte tenu de l'exiguïté des mandats républicains et de la nécessité pour eux de se préparer aux prochaines échéances électorales. Face à cette crise qui traduit l'échec de la démocratie et dont les Français sont conscients, il convient de conduire ces derniers à retrouver leurs institutions monarchiques, garantes de la stabilité de la nation et permettant son évolution naturelle et sociologique, dans le respect de nos spécificités régionales. Cela nous permettrait également de réaffirmer nos valeurs et notre identité millénaire immuable, française, chrétienne, catholique que la République a tenté, depuis la Révolution, de faire disparaître. ■

Élie Hatem

□ PRÉSIDENTIELLE

# Albert Lebrun ressuscité

Des mois durant, les candidats à l'élection présidentielle ont multiplié les réunions publiques. Plongée dans l'ambiance des derniers meetings de François Hollande et Nicolas Sarkozy.



extérieur cette fois, façon Chirac années quatre-vingt au Parc des Princes. Ce qu'il y a de bien avec la démocratie, c'est qu'on n'est jamais vraiment fini et que l'on peut asséner des énormités sans que nul ne sursaute, pris dans l'enthousiasme contagieux de la foule. Quibléis, le traité de Lisbonne, le "retour" dans l'Otan, l'échec de l'Union méditerranéenne. Il y avait du monde. L'UMP avait proposé à ses militants de province une monnaie sur Paris en TGV au prix de 10 euros.

Combien répondraient à l'appel ? 60 000 ? C'est possible. L'en-semble avait plus d'allure qu'à Bercy. Ciel bleu mais pas trop, exclusivité pour le drapeau tricolore, bel effet. Les drapeaux régionaux étaient strictement interdits mais quelques bretons faisaient de la résistance. Nadine Morano se déclara Lorraine et l'on comprit avec effroi qu'il fallait y voir notre nouvelle Jeanne d'Arc ! Copé joua les chars de combat T34, grosse artillerie qui nettoya la place avant que n'arrive Nicolas Sarkozy, seul, tout seul, sans Christian Clavier ni Jean Reno, ni même Doc Gynéco ! De la droite, il ne reste que la portion congrue, le travail... Pour le reste, la patrie comme l'héritage national sont livrés à qui veut les prendre. C'est à peine si les catholiques ont droit à deux minutes d'attention. Où sont la grandeur et l'indépendance, les grands projets fédérateurs, l'amour de la terre et des morts ?

## Bouillie pour chat

Que le Bon Dieu me patafole si je médis, mais d'euphorie, aucune, d'enthousiasme aucun. Certes, quelques you you communistes résonnent pleins d'espérance lorsque François Hollande se présente comme le candidat de la laïcité. Quelques bourgeois décontractés, comme Jean-Marc Ayrault, frémissent un peu. Ce qu'il faut consentir en démocratie tout de même ! De cette bouillie pour chat, on tire la promesse mille fois répétée de plus d'emplois et celle que tout le monde sera lire en 6<sup>e</sup>. Priorité à l'enseignement et à l'élevage d'escargots. Percutés par l'enfer de la désespérance, on s'occupe en imaginant des scènes avec, entre autres, Guy Bedos et

Le Trocadéro envahi par les partisans de Nicolas Sarkozy

Le dimanche 22 avril, Nicolas Sarkozy a jeté son dernier point d'insignifiance. Bientôt, une voix d'outre-tombe, grave et ca-veuse, sort d'un caveau de Jarcac. Le coude sans façon, appuyé sur la tribune... C'est l'heure des confidences, du "qu'est-ce qu'on est bien entre nous". François Hollande, refusant d'entrer sur le pré avec la complicité, un ton tout socialiste.

## DÉMOCRATIE Les partis déchirent la nation

La foire d'empoigne et les calculs politiques accompagnant chaque élection illustrent la perversité d'institutions reléguant le bien commun au second plan.



LES PARTIS POLITIQUES sont indissociables de l'exercice démocratique. Ils constituent l'un des vecteurs sur lesquels s'appuient l'opinion publique, dans le cercle vicieux du pouvoir dilué et invivable, notamment en république. Ils propagent ainsi leurs "idéologies", ou plutôt leurs programmes fondés sur des slogans démagogiques, car nous assistons, depuis l'explosion des moyens de communication, à une faillite des idéologies politiques.

### Lutte sans merci

Hantés par la conquête et l'exercice du pouvoir, les partis cherchent à recueillir l'adhésion des électeurs par le biais du scrutin. Ces institutions micro-sociales pratiquent entre elles une compétition permanente. Parfois, elles forment des coalitions pour atteindre leurs objectifs, au détriment de l'intérêt général et national. Ce faisant, les partis politiques déchirent la nation et disloquent son corps social, dans une guerre interne continue. Chaque parti cherche, en effet, son propre intérêt, celui de ses membres, dans sa quête du pouvoir. Cela compromet et dénature la volonté populaire et l'intérêt supérieur de la nation. L'actualité électorale le démontre. À l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, durant lequel la multiplicité des partis politiques divisait déjà les Français derrière une dizaine de candidats, le duel entre Nicolas Sarkozy et François Hollande, représentant respectivement deux partis politiques, l'UMP et le PS, met en exergue la compromission des autres partis qui cherchent, chacun selon ses calculs, leur propre intérêt. Par ailleurs, chacun de ces candidats attaque et traillle son adversaire au nom et au profit du clan qu'il représente : François Hollande,

celui de la gauche qui s'est ralliée à lui après le résultat du premier tour, et Nicolas Sarkozy, pourtant chef de l'État en fonction et donc supposé fédérer l'ensemble des Français, celui d'une partie de la droite... Quant aux électeurs du MoDem et du Front national, ils font l'objet de manœuvres de séduction de part et d'autre pour faire basculer le résultat du scrutin du 6 mai.

Les dirigeants de ces deux partis, qui ont obtenu un bon résultat au premier tour (18 % pour la candidate du Front national et 9 % pour celui du MoDem) auront-ils donné des consignes de vote pour le second tour ? Dans quel sens et dans quel intérêt ? François Bayrou, à la tête du parti du centre, a intérêt à participer au gouvernement du futur président : il est déjà courtisé par les deux candidats du second tour. Quant au Front national, sans donner de consignes claires, il a intérêt à voir Nicolas Sarkozy battu à la présidentielle. Il espère que ce résultat se répercutera sur les élections législatives de juin prochain. Il mise donc sur un mauvais résultat de l'UMP provoquant un éclatement de cette formation politique, ce qui lui permettrait de la remplacer et de devenir le principal parti de la droite française. Ces calculs électoraux faisant prévaloir les intérêts des partis politiques sur l'intérêt national sont compréhensibles, car c'est le système démocratique qui y conduit. La démocratie est donc le seul responsable du déclin de la nation. L'institution monarchique, inhérente aux traditions millénaires françaises, est le remède à ce déclinement. □

Élie Hatem

□ FRANÇOIS HOLLANDE

# Je suis (pas) timide mais je me soigne

Après avoir lancé des attaques hésitantes contre le quotient familial, François Hollande a pris pour cible la finance sans nom ni visage. Ce faisant, bien qu'il se drapait dans ses habits socialistes, le candidat ne verse pas vraiment dans l'originalité.



Préparation d'un meeting de François Hollande au Bourget le samedi 21 janvier

Contrairement à ce que son statut de favori pouvait laisser supposer et à ce que les médias nous ont rabâché, François Hollande est entré bien maladroitement dans sa campagne, en tout cas en ce qui concerne la question économique et sociale. Et même s'il a mieux réussi l'exercice du meeting de lancement de campagne - il faut dire qu'entre Jospin et Royal, le PS nous a habitués à tellement pire qu'on a bien pu s'étonner un instant de la performance du Bourget -, le candidat socialiste a encore fait preuve d'une nonchalance politique digne de ses prédécesseurs à la course présidentielle.

## Redistribution

Nous ne reviendrons brièvement que sur deux propositions symboliques du candidat en matière économique. La première s'est voulue audacieuse et ultra-sociale : début janvier, après plusieurs imprécisions et revirements partiels, il annonçait vouloir moduler le quotient familial en ins-

taurant un mécanisme de redistribution interne en faveur des familles les moins aisées.

## Classe moyenne

En plus de nier le principe même de l'avantage fiscal consenti aux familles, élément d'une politique nataliste, cette mesure ne ferait qu'accroître la pression sur la classe moyenne, peu dangereuse politiquement, mais éternelle vache à lait des gouvernants sociaux de satisfaire. Les bruyants "prolétaires", ou de ne pas brusquer les indispensables mécènes. Selon les calculs du Trésor, le seuil pénalisant s'établirait en effet à environ trois Smic (à peine plus de 3 000 euros nets mensuels par foyer), ce qui contribuerait à éroder un peu plus la frontière déjà mince entre les classes moyennes inférieures et les ménages dits assistés.

De cette proposition, pas un mot en revanche dans le discours du Bourget. Et pour cause : entendus dans plusieurs versions et même contredite par le porte-

parole de François Hollande lui-même, elle n'a suscité que peu d'enthousiasme et pas mal d'inquiétudes. L'enthousiasme, ce fut pour dénoncer l'adversaire « sans nom » et « sans visage » de François Hollande : la finance. Comme quoi, de Robin des Bois à Don Quichotte, il n'y a qu'un pas. Ce fut le point d'orgue de ce discours fleuve, qui nous apparait aussi irréaliste que surréaliste.

## Modèles bancaires

Irréaliste car, sans parler de l'interdiction des produits toxiques (il fallait y penser !), la principale mesure avancée concerne la séparation de la banque de détail et de la banque d'investissement. Amusant, quand on sait que c'est précisément le modèle de banque anglo-saxon, alors que le modèle français de banque universelle, quoi qu'on en dise, a plutôt tenu bon... à une exception notable : Natixis, qui se trouve être le seul exemple français de banque d'investissement non appuyée sur un réseau bancaire classique.

Surréaliste, car la charge est osée venant d'un socialiste ayant voté l'ensemble des traités européens et sans doute la plupart des dispositions présentées au Parlement de Strasbourg. Ce pilier de la campagne socialiste se révèle donc bien fragile et l'attaque très commode. Le clivage droite-gauche va-t-il se cristalliser autour d'une opposition virtuelle entre défenseurs et promoteurs de l'ultralibéralisme financier ? Trop facile : à part quelques marginaux de luxe, une immense majorité de Français s'accorde sur la critique du système financier, y compris la nébuleuse sarkozyste.

## Feu sur l'Europe

Pourtant, l'un comme l'autre des candidats n'y pourront pas grand-chose : le préalable au retour du politique face aux puissances de l'argent - qui, en tout état de cause, financeront la campagne de Hollande comme celle de Sarkozy -, c'est de rompre radicalement avec la politique européenne et l'euro. Car l'UE n'est pas du genre à laisser ses principaux disciples s'opposer à ses principes fondamentaux (libre circulation des biens, des capitaux et des personnes).

Mais le surréaliste le dispute au ridicule lorsque François Hollande se prend à rêver : « Le rêve, c'est la confiance dans l'avenir, la démocratie qui sera plus forte que les marchés, que l'argent, que les croyances, que les religions. » Et c'est finalement bien du rêve que François Hollande nous a vendu. Dans son discours, il aura prononcé plus de vingt fois « je veux », le tout sans avancer la moindre remise en cause de la construction européenne et de la monnaie unique. Portées par une telle vacuité, les injonctions du candidat Hollande sont bel et bien condamnées à rester des « je veux » pieux. ■

Pierre Marchand

## OPINION

### Sondages et démocratie

EN CETTE PÉRIODE de campagnes électorales, il n'est pas inintéressant d'examiner les moyens sur lesquels se fonde la démocratie pour asseoir le pouvoir politique. Ce dernier est tributaire, dans ce système, de l'opinion publique, qui est subjective, aléatoire et versatile. Le choix des gouvernants s'opère-t-il réellement par le peuple ? N'est-il pas dangereux de sacrifier l'intérêt national au profit des calculs électoraux ? Pour atteindre les électeurs, un jeu de séduction fondé sur les croyances, les jugements éphémères et les préjugés s'opère par l'intermédiaire des médias qui exercent une véritable emprise sur la liberté de pensée et de choix des individus. C'est ainsi que se forge l'opinion publique, ce qui explique sa versatilité dans une société submergée par les moyens de communication, avec un déclin des idéologies politiques. Le terrain devient propice au développement de la mercatique politique qui profite de la faiblesse de l'opinion, dont les convictions se forment et se déforment en permanence, en fonction des messages qu'elle perçoit.

Le sondage de cette opinion a un effet réversible sur elle, quelles que soient les méthodes utilisées (sondages par quotas, enquêtes...) et les analyses recueillies à l'issue des opérations d'investigation. En effet, un sondage qui désignerait clairement un gagnant pourrait déclencher un mouvement de ralliement par contagion de la victoire ou, inversement, conduire d'autres votants à se rallier à un candidat en difficulté. Ce retournement de sympathie est fort remarqué notamment dans le sport : on commence par applaudir le champion en titre dont on sait qu'il gagnera mais on admire la force que le perdant met à la tâche, tout en sachant pertinemment qu'il n'a aucune chance de s'en tirer gagnant. À ce moment, l'admiration du public est telle qu'il ne peut que l'encourager, lui souhaitant secrètement victoire.

De même, les sondages peuvent conduire à une abstention chez ceux qui constatent que le candidat pour lequel ils désirent voter est donné perdant. Ils peuvent aussi provoquer une volonté de voter utile chez ceux qui ne sont pas uniquement animés par le désir de faire élire leur candidat, voire une démotivation (surtout au second tour) de ceux qui sont certains que leur candidat va gagner. Dans quelle mesure peut-on alors justifier la légitimité du pouvoir ? □

Élie Hatem

## PRÉSIDENTIELLE Création du... SIEL

SOUVERAINETÉ, Indépendance et Libertés, libertés au pluriel, comme pour rappeler que les libertés concrètes, les seules qui importent, exigent la souveraineté de l'État national et l'indépendance de la patrie : tel est le nom, au fond assez maurassien, du nouveau mouvement politique fondé par les souverainistes Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh, en vue de fédérer tous ceux qui soutiennent la dynamique lancée par Marine Le Pen sans souhaiter pour autant adhérer au Front national.

Comme l'annonce son manifeste, diffusé le 25 janvier auprès de la presse dans un grand hôtel parisien, le SIEL « entend réunir les patriotes, républicains trahis, gaullistes orphelins, souverainistes dispersés qui sou-

tiennent la candidature de Marine Le Pen et sont prêts à conclure avec le Front national, comme avec les autres forces nationales qui voudront s'y joindre, un pacte de gouvernement de salut public ».

## Là où Chevènement avait échoué

Favorables à la fois à la libre entreprise et à l'État stratège, Paul-Marie Coûteaux, porte-parole de Marine Le Pen, et Karim Ouchikh, conseiller de la candidate à la liberté d'expression - il a fort à faire avec l'accumulation des lois liberticides - observent, non sans raison, que « les causes de la décadence des nations européennes sont d'abord culturelles, c'est-à-dire intellectuelles, morales et spirituelles : c'est pourquoi nous insistons sur la transmission des héritages, la restauration de l'École, des enseignements classiques, des codes, des traditions, du patrimoine, en un

mot d'une civilisation française qui se propose au monde comme une voie différente au milieu de l'uniformisation générale ».

C'est pourquoi le SIEL « se veut la matrice d'un mouvement patriotique à vocation majoritaire, nécessairement divers, dégagé des exclusives et des logiques partisans que notre peuple réclame ». La balle est désormais dans le camp du Front national : à lui de montrer qu'il a définitivement rompu avec la logique protestataire et de prouver sa maturité en sachant, sans arrière-pensée, passer des alliances dans l'intérêt de la France, de la France seule. Et de réussir là où le Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement avait échoué. L'Action française, tout en étant naturellement prévenue contre les vices inhérents au régime républicain, ne peut que regarder avec sympathie la constitution d'un tel rassemblement national. □

François Marcilhac

□ ÉTATS-UNIS

# Républicains en quête d'un candidat

L'adversaire de Barack Obama n'est pas encore trouvé. En effet, les Républicains semblent embourbés dans des primaires atypiques, dont l'issue demeure incertaine. Six semaines après l'ouverture de la compétition, quatre candidats demeurent en lice.



Des quatre rivaux restant en piste, seul Ron Paul n'a pas remporté aucune primaire, mais il a frôlé à deux reprises la place de premier

**P**rimaires atypiques. Mieux : du jamais vu depuis la Deuxième Guerre mondiale. La course d'obstacles des républicains destinée à choisir l'adversaire d'Obama commença le 3 janvier dans l'Iowa, état du Midwest où se trouve la traditionnelle ligne de départ. Et six semaines après, toujours rien : aucun nom ne se détache, aucun concurrent ne s'impose pour l'élection présidentielle de novembre prochain. Neuf États ont voté et les pronostiqueurs s'avouent incapables de s'entendre sur un gagnant probable. C'est le flou le plus complet. Dans les rangs républicains, on est passé de la surprise à l'inquiétude. On en est maintenant à la perplexité.

## Quatre, c'est trop

Des quatre rivaux restant en piste, seul le franc-tireur constitutionnaliste Ron Paul, député du Texas, n'a (officiellement) remporté aucune primaire. En réalité, il a frôlé à deux reprises la place de premier : dans l'Iowa et dans le Maine (extrême Nord-Est). Les trois autres ont déjà inscrit leur nom au palmarès. Mitt Romney, ancien gouverneur, a gagné quatre fois ; Rick Santorum, ancien sénateur, quatre fois aussi ; et Newt Gingrich, ancien président de la Chambre, une fois. Chacun des quatre peut se dire que ses chances de vaincre restent entières. C'est justement ce qui trouble les stratèges. Quatre, c'est trop. Il n'en faudrait qu'un.

Un seul dont on sente déjà l'étoffe d'un champion. Pendant plus de soixante-dix ans, ce fut le scénario. Un scénario comme une habitude, presque un rite. Et puis, brusquement, cette rupture, ces cartes brouillées. Primaires déroutantes, sauvages, caractérisées par six facettes.

## Un vrai marathon

Première facette : un vrai marathon. « *Le pire des cas* », selon Brian O'Connor, analyste au National Research Center. « *Avant la course, tout le monde y pensait comme à un cauchemar possible, mais sans vraiment y croire. Maintenant, nous y sommes.* » Un marathon, c'est usant : pour le moral, pour les nerfs, pour les finances. Un marathon, c'est une course qui s'effiloche, imprévisible donc dangereuse. L'idéal, c'est le sprint, un concurrent qui émerge à l'issue de la deuxième ou troisième semaine et qui fonce en solitaire en remportant presque toutes les primaires jusqu'à la convention du parti. Les stratèges républicains pensaient que cet homme serait Romney. Il a remporté - parfois de justesse - le New Hampshire, la Floride, le Nevada et le Maine. Mais il s'est affaibli ailleurs : trop modéré, trop ambigu sur l'assurance santé et la lutte contre l'avortement. Maladroît dans la publication de ses déclarations d'impôts. Finalement, trop proche d'Obama pour plaire à une droite qui cherche à se durcir.

Deuxième facette : le manque d'enthousiasme. Tous les sondages réalisés avant le début des primaires indiquaient que le camp républicain était beaucoup plus motivé que le camp démocrate. Normal : après plus de trois ans d'une gestion chaotique débouchant sur des résultats décevants, la volonté d'en découdre habite en général l'opposition. Souvent, on cherche le changement pour le changement. Ce qui est moins normal, c'est l'érosion relativement rapide de cette précieuse motivation. Dans quatre récentes primaires (Floride, Nevada, Colorado, Minnesota), il y eut une augmentation de 15 % en moyenne des abstentions par rapport à 2008. Raison : absence de tonus conservateur chez les candidats.

## Obama s'alarme

Troisième facette : Obama s'alarme. Étonnant pour un président sortant de se troubler ainsi, alors qu'il profite de trois avantages inestimables : un avion pour sillonner le pays, le micro de la Maison-Blanche et des dollars à profusion. Justement, des dollars, il s'aperçoit que ses adversaires peuvent en avoir presque autant qu'ils en veulent. Et cela grâce à un récent verdict de la Cour suprême dont les effets ont inoculé un supplément d'aventurisme dans un jeu démocratique qui en était déjà saturé. Les neuf juges ont confirmé le plafonnement à 5 000 dollars des chèques de particuliers aux candidats. Mais, en com-

pensation, ceux-ci reçurent la possibilité de puiser dans leur Political Action Committee - sorte de caisse gérée par un parti - des sommes illimitées venues de tous les horizons. Et surtout de puissants lobbies. Ceux de droite arrosent, bien sûr, les républicains. Du coup, Obama, sentant le danger, est revenu sur sa promesse de refuser l'argent des lobbies de gauche - une promesse de sa campagne de 2008. Les temps ont changé ; les idéaux aussi. Quatrième facette : le retour des valeurs. Depuis plus de trois ans, les Américains apparaissent noyés sous une dette de 15 trillions de dollars, un taux de chômage de 8,5 % et des millions d'expulsions de domicile pour défaut de paiement. La crise les a traumatisés. S'appuyant sur ce choc toujours douloureux, les stratèges politiques ont cru que les primaires allaient être dominées exclusivement par l'économie. Erreur. L'économie compte, bien sûr, mais elle laisse tout de même sa place au conservatisme moral. La preuve par les quatre victoires du catholique Rick Santorum, champion de la lutte contre l'avortement et le "mariage" gay.

## Calendrier inédit

Cinquième facette : des règles dangereuses. Les organisateurs des primaires républicaines ont cru judicieux d'en modifier le déroulement. Jusqu'en 2008, elles étaient groupées en hiver (trente en janvier et février), si bien que, début mars, on avait généralement une idée assez précise du vainqueur. Cette année, il faudra peut-être attendre jusqu'en juin. Et que risque-t-il de se passer pendant ces quatre mois ? Ce qui se passe depuis le début : une guérilla. Au lieu d'attaquer Obama, l'adversaire commun, les concurrents s'autodétruisent. Romney accuse Gingrich de démagogie ; Gingrich traite Romney de menteur ; Santorum peint Romney en opportuniste et Ron Paul le voit en girouette. Le public est déçu et les démocrates jubilent. Sixième facette : des repères obsolètes. Pendant des générations, celui qui remportait, tout au début de la course, l'Iowa et le New Hampshire était censé porter les couleurs républicaines. Or, c'est Santorum qui a eu l'Iowa et Romney le New Hampshire. On disait aussi que le vainqueur en Caroline du Sud était assuré de monter sur le podium de la convention. Dans ce cas, c'est Gingrich qui aura cette chance. Gingrich le mal-aimé de l'establishment, le roi des contre-performances. On tourne en rond. ■

De notre correspondant aux États-Unis  
Philippe Maine

## ELIZABETH II Soixante ans de règne

LA REINE Elizabeth II célèbre ses soixante ans d'accession au trône d'Angleterre. Nous la saluons et lui souhaitons longue vie. Malgré nos réserves fondamentales portant sur le système britannique, nous profitons de cette occasion pour rappeler l'importance de l'institution monarchique pour l'affirmation et la préservation de l'identité nationale, même si le roi n'est doté que d'un pouvoir symbolique.

Les Britanniques de toutes tendances politiques s'unissent en clamant « *longue vie à la reine* » (« *God save the Queen* »), leitmotiv de leur hymne national... Chef suprême de l'Église anglicane, le monarque incarne la religion prépondérante d'Angleterre malgré l'intensification des conversions au catholicisme ces dernières années. Pour n'en citer qu'un exemple marquant, rappelons la conversion à la foi catholique de l'ancien Premier ministre Tony Blair, à l'issue de son mandat en 2007. La monarchie préserve donc la chrétienté de la société et des institutions anglaises. Même les agnostiques ou les athées affirment leur appartenance culturelle à l'anglicanisme, religion d'État et maillon central de l'identité nationale anglaise. Le Premier ministre, ainsi que les membres du gouvernement, sont obligatoirement anglicans, même s'ils n'ont pas nécessairement la foi. La religion demeure ainsi un élément sociologique et culturel fondamental de la construction nationale.

Par ailleurs, la monarchie anglaise a le mérite de conserver les traditions institutionnelles et sociales nécessaires à la confirmation de l'identité nationale. Le monarque, même démuné du pouvoir politique, dispose d'une aura morale et sociologique. Il incarne la continuité de la nation et demeure un arbitre naturel au-dessus de la mêlée politicienne.

Loïn de l'image donnée par les médias d'une reine superficielle, avec une tenue vestimentaire unique et une panoplie de chapeaux, Elizabeth II a su préserver le sens et l'utilité de la monarchie. Concernée par les affaires politiques et par la vie quotidienne des Anglais, en dépit de son pouvoir constitutionnel limité, elle n'hésite pas à faire prévaloir son opinion auprès du Premier ministre, à l'occasion de son entretien hebdomadaire avec lui. Telles sont les spécificités de l'édifice monarchique que nos voisins d'outre-Manche ont conservé. □

Élie Hatem

## □ MUSSET

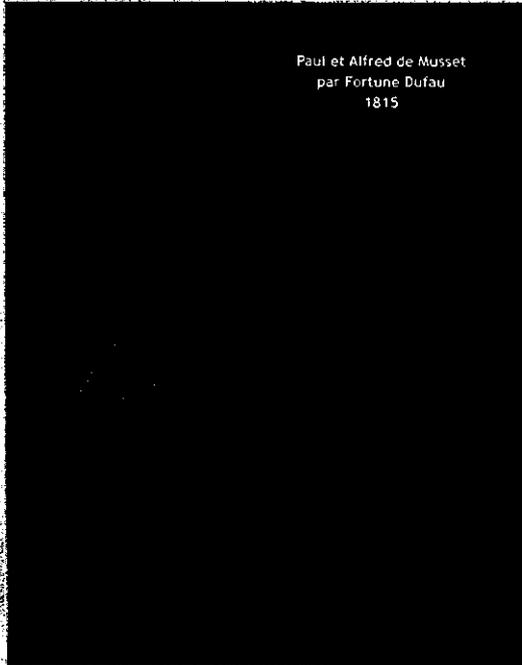
## Un poète sans héritier

Il y a deux cents naissait Alfred de Musset. Alexandre, son héritier, évoque sa mémoire avec admiration, mais aussi mélancolie, car il juge révolu le temps où des écrivains talentueux embrassaient l'héritage culturel national.

IL Y A DEUX SIÈCLES, le 11 décembre 1810, naquit à Paris le poète et dramaturge Alfred de Musset dont l'œuvre et la vie tumultueuses n'ont été véritablement connues et étudiées que longtemps après sa mort, au XX<sup>e</sup> siècle. Chantre du drame romantique, sa pièce *Lorenzaccio* est un chef-d'œuvre de ce nouveau genre littéraire qui a marqué le XIX<sup>e</sup> siècle. Derrière ses écrits dont les plus célèbres *On ne badine pas avec l'amour*, *la Confession d'un enfant du siècle* ainsi que ses recueils de poèmes parmi lesquels on cite *Nuit de mai*, *Nuit de décembre*, *Nuit d'août*, et *Nuit d'octobre*, se cache un être sensible, sentimental qui se réfugia derrière l'alcool et succomba à ses excès.

À l'occasion du bicentenaire de sa naissance, Gonzague Saint-Bris a écrit une biographie retraçant la vie et les mystères de cet auteur dont l'œuvre immortelle reflète l'esprit d'une époque littéraire révolue. Gonzague Saint-Bris joint à sa plume de grand écrivain la rigueur de l'historien, l'analyse littéraire et l'étude psychologique de ce personnage. *Alfred de Musset demeure une énigme. Car si son œuvre poétique est célèbre, sa vie reste inconnue. Enfant terrible et précoce, prince du paradoxe perpétuel déchiré entre angélisme et débauche, entre fêtes et larmes, il est l'incarnation par sa jeunesse, sa beauté et son immense talent, du romantisme le plus absolu. Pourtant, cet écrivain génial fut, malgré le succès, un incompris, magnifique et fragile.* écrit-il. « Ses amours, toujours récompensées, le renvoient à son insupportable solitude et au lent dégoût de lui-même. Préfigurant l'image du poète maudit, âme insaisissable, il refusa de faire carrière et de fonder une famille; ne vécut au fond que pour son œuvre. Il y trouva non seulement une manière d'exister, mais encore le prolongement de son intimité, douloureuse. C'est sans doute ce qui lui donne, à l'heure de son bicentenaire, cet aspect et sa saisissante modernité. » Cet ouvrage intitulé *Alfred de Musset* est dédié par Saint-Bris à son héritier, Alexandre qui, comme le poète, est né un 11 décembre et qui s'est entrete nu avec nous à ce sujet. □

✓ Gonzague Saint-Bris : *Alfred de Musset*; Grasset, 311 p., 20 €.



Paul et Alfred de Musset par Fortune Dufau 1815

**L'Action Française 2000** - Vous portez le nom d'Alfred de Musset, et pourtant il n'était pas marié et n'avait pas fondé de famille. Son frère, Paul, n'avait pas non plus de progéniture... Alexandre de Mussset - En effet, je descends de la sœur d'Alfred de Musset, Hermine Lardín, qui avait épousé un conseiller à la cour d'appel d'Angers. Afin d'éviter que le nom de Musset ne tombe en désuétude; ses enfants ont pris son patronyme.

**Que vous inspire la vie d'Alfred de Musset ?**

Pour beaucoup, Musset est une énigme et un mystère. J'en fais peut-être partie... Le hasard a fait que je naisse comme lui un 11 décembre, quelques jours avant l'hiver. Je pense que la mélancolie exprimée dans son œuvre reflète son regard sur la société et celui de la société sur lui. Peu de gens l'ont véritablement connu et compris de son vivant, à l'exception de son frère Paul qui lui voua une grande admiration. On lui doit d'ailleurs la première biographie d'Alfred, écrite vingt ans après sa mort, où il raconte la vie du poète dans le détail, grâce à ses souvenirs personnels. Paul était non seulement le frère d'Alfred mais également son ami et confident le plus intime. Cette biographie que j'ai lue et relue fut une grande source d'informations. Néanmoins, Paul de Musset s'est montré très discret dans cette œuvre, parodie du récit autobiographique *Elle et Lui* où Alfred évoquait sa relation avec George Sand. Il a fallu attendre les recherches et la pu-

blication de l'ouvrage de Gonzague Saint-Bris pour dévoiler des aspects méconnus voire inconnus de mon ancêtre et de ma famille. Cela m'a permis de me projeter dans l'histoire et d'entreprendre l'introspection d'un passé dont je suis mélancolique. Je suis triste et révolté de constater que la "moderité" fait table rase du passé sans construire un nouveau modèle. Certes, le romantisme du XIX<sup>e</sup> siècle fut un changement par rapport au classicisme, mais il a su se nouer à l'héritage de la France. Aujourd'hui, nos valeurs ancestrales sont en totale perte de vue. Nous avons besoin de faire renaître nos traditions, de rappeler nos racines, de les incruster dans l'enseignement. Pourriez-vous me citer un poète contemporain de la même stature que ceux du XIX<sup>e</sup> siècle ?

**La vraie valeur s'affirme avec le temps**

Vous reprochez à la société de ne plus produire des hommes de lettres à l'instar du passé, mais ne pensez-vous pas que ces derniers en sont responsables ? C'est un cercle vicieux. Le matérialisme nous dissocie de nos sentiments et de nos rêves. La consommation rapide affecte la littérature et éloigne aussi bien les auteurs que les lecteurs de la sensibilité artistique. La floraison des œuvres est devenue éphémère et manque de substance. Mais je crois en la providence. J'espère une renaissance profonde, avec de nouveaux talents qui s'émanciperont des contraintes actuelles

en produisant des œuvres qui, même si elles ne connaissent pas un succès médiatique immédiat, révéleront leur vraie valeur avec le temps, à l'instar de celles d'Alfred de Musset.

**Quels étaient les liens d'Alfred de Musset avec les Orléans ?** Alfred de Musset a passé une partie de sa scolarité au collège Henri IV avec le duc de Chartres, le fils du duc d'Orléans. C'est d'ailleurs grâce à cette amitié qu'il a été nommé plus tard, en 1838, bibliothécaire au ministère de l'Intérieur, après avoir refusé un poste d'attaché d'ambassade à Madrid. En 1830, le chef de la maison d'Orléans était monté sur le trône sous le nom de Louis-Philippe, avec pour héritier Ferdinand-Philippe, l'ancien camarade de classe d'Alfred. Mais les relations entre Orléans et Musset remontent au XVIII<sup>e</sup> siècle. En effet, notre famille (à l'origine Mussey) est originaire du duché de Bar. Notre aïeul, Simon de Musset, fils d'Étienne, y exerçait la fonction de conseiller et maître de la Chambre des comptes du duc d'Orléans. Probablement grâce à cette fonction, il fut anobli, reçut ses armoiries, et devint seigneur de la Maisonfort, de l'Étang. Ensuite, par son mariage avec Jeanne de Bonnas de Courtoisie, cette dernière terre donna à notre famille sa jolte devise : « Courtoisie, bonne aventure aux preux. »

**Cousin de Jeanne d'Arc**

**Dans son livre, Gonzague Saint-Bris rappelle que vous cousinez avec Jeanne d'Arc.**

En effet, Simon de Musset eut pour fils Denis, qui s'est marié à la fille d'un maître d'hôtel de la princesse Marie de Clèves, la mère de Louis XII. C'est par cette dernière, parente de Catherine du Lys, nièce de Jeanne d'Arc, que notre famille cousine avec la fameuse héroïne du règne de Charles VII, comme Alfred de Musset ne manqua pas de le rappeler : « *Bornez-vous à savoir qu'il avait la pucelle / D'Orléans pour aïeule en lignie maternelle.* »

**Parmi tous les amours d'Alfred de Musset, lequel était le plus profond ?**

Je pense que sa liaison avec George Sand fut la plus forte et la plus influente sur sa vie. George Sand avait du caractère et complétait son inspiration. Leur rupture fut dure. Pour comprendre Alfred de Musset et mesurer ses sentiments, je répète l'un de ses fameux poèmes :

*J'ai perdu ma force et ma vie  
Et mes amis et ma gaieté ;  
J'ai perdu jusqu'à la fertilité  
Qui faisait croire à mon génie.  
Quand j'ai connu la Vérité,  
J'ai cru que c'était une amie ;  
Quand je l'ai comprise et sentie,  
J'en était déjà dégoûté.  
Et pourtant elle est éternelle,  
Et ceux qui se sont passés d'elle  
Ici-bas ont tout ignoré.  
Dieu parle, il faut qu'on lui réponde.  
Le seul bien qui me reste au monde  
Est d'avoir quelquefois pleuré.*

Propos recueillis par Elie Hatem

## EXPOSITIONS

## Entre Ardèche et Bretagne

EN CETTE FIN novembre début décembre, c'est en chaîne que les galeries annoncent accrochages et vernissages. Les bouchons n'en finissent pas de sauter, canapés et petits fours paradent en rangs serrés. L'amateur n'a que le choix.

□ Au fond de sa calme impasse du 18<sup>e</sup>, l'atelier de Jean Prévost<sup>1</sup> est une bien plaisante halte, on est sûr d'y trouver bonhomme et accueil amical ; cette année, l'artiste nous présente des *Souvenirs de vacances*, de printemps sur les côtes bretonnes à la sauvage beauté, et d'été en Ardèche verte et ombreuse. Qualité des sujets, allégresse des couleurs, malgré les jours si courts et le plus souvent gris, la vie est là, vibrante, sur la toile.

□ Autre quartier, autre accrochage. À la galerie Les Montparnos<sup>2</sup>, à nouveau la Bretagne de nos cœurs à travers l'œuvre multiforme de Maurice Le Scouëzec, artiste polynésien, disparu en 1940, ne vendit aucune œuvre de son vivant. Caractère difficile sans doute, refus de prendre un agent, défiance envers les galeristes... peut-être ? C'est pourquoi l'occasion est rare d'admirer ses paysages, ses portraits, marins au travail, amuseuses de goémon, femmes au labeur, toute une vie rurale et simple. C'est son côté école de Pont-Aven. Mais il est aussi un "Montparnos" dans les années 1912 et jusqu'à la guerre ; il excelle dans le portrait de femmes, les scènes de genre et dans l'autoportrait. Il voyagea sur le continent africain, à Madagascar et trouva ses marques dans les teintes beige, sable ou jaune comme dans *Pirogue à Tombalou* ; il tentera toute forme d'expression, dessin, aquarelle avec un même succès. Un beau livre<sup>3</sup> présente la vie et l'œuvre de cet artiste méconnu. On aime les poèmes d'Henry Le Bal accompagnant certains tableaux, légendes subtiles de l'œuvre du peintre. □

Monique Beaumont

<sup>1</sup> Atelier Jean Prévost, 10 Impasse Millard, Paris 18<sup>e</sup> ; site internet : [www.jeanprevost.com](http://www.jeanprevost.com) ; tél. : 01 42 29 29 47.

<sup>2</sup> Exposition Maurice Le Scouëzec, jusqu'au 23 décembre à la galerie Les Montparnos, 5 rue Stanislas, Paris 7<sup>e</sup> ; du lundi au samedi de 10 h à 19 h ; Internet : [galerielesmontparnos.over-blog.com](http://galerielesmontparnos.over-blog.com) ; 06 33 38 95 25.

<sup>3</sup> Gwenéhan Le Scouëzec et Henry Le Bal : *Maurice Le Scouëzec, l'aventure de peindre* ; éditions Beltan, 88 pages.

**et les délits les plus graves ; la généralisation des peines de substitution pour les primo-petits délinquants ; la séparation de la petite délinquance du grand banditisme et le retour à des prisons de proximité pour les petits délinquants.**  
**Lisez et faites passer le message !** □

✓ Nos "dix axes de salut national" sont présentés sur internet à l'adresse suivante : <http://www.actionfrancaise.net/craf/>  
 POUR-REDRESSER-LA-FRANCE-LES

moyens engagés, enfin dans les budgets alloués. Tout se tient ! Et ce qui tient l'ensemble, c'est le courage ! En effet, en politique, il faut du courage, de la volonté et un sens aigu des responsabilités. Cela s'impose, en république autant qu'en monarchie. Mais seule la monarchie donne un cadre qui permet de voir une politique ambitieuse éclore réellement. Elle possède, en effet, intrinsèquement, les atouts requis : l'ordre, le temps long et le courage politique.

**Politique d'abord**

Avec sa primauté que nous revendiquons, nous retrouvons l'essence du "politique d'abord" cher à Charles Maurras définissant des priorités dans l'ordre des actions à entreprendre. L'ordre qui défend la vérité, l'ordre qui ne s'agenouille pas devant un parterre de moutons. Cet ordre permet et conditionne une réflexion posée, non contrainte par la pression de l'événement

oblige de surfer sur la vague de l'actualité, à grand renfort de sentimentisme et de démagogie. On aura beau dire, la sécurité étant un enjeu électoral d'importance à juste titre -, son utilisation impulsive et nécessairement démagogique sera au mieux un coup d'épée dans l'eau, au pire un us-

tensile déployé pour acheter la paix sociale. Le petit jeu qu'a ins-tauré le ministre de l'Intérieur Sarkozy, qui consistait à convoquer chaque mois les "mauvais élèves" directeurs départementaux de la sécurité publique et commandants de groupements de gendarmerie pour leurs mauvaises statistiques d'un mois sur l'autre est criminel. Il casse toute construction locale d'un plan de lutte qui demande le

à la nécessité de préserver un volume de gardiens de la sécurité dont on sait combien leur présence est importante dans le domaine de la prévention, de la répression, de la lutte contre les fléaux, de la protection...

Avoir le courage, aussi, de ne pas tout dire, paraît essentiel pour satisfaire l'intérêt national : les statistiques mensuelles de la délinquance ou encore, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales d'Alain Bauer (dont le compte-rendu annuel vient d'être diffusé) est en ce sens dangereux. Il pousse à mener une action de court terme en oubliant d'avoir une vision politique et stratégique posée de la lutte contre l'insécurité.

Seule la monarchie offre un véritable cadre qui pose les bases propres à la lutte contre l'insécurité. Le système démocratique et républicain, même avec la meilleure volonté du monde, ne peut agir efficacement face à la chientit du pilotage à vue, tous jours dans l'urgence. Le système mafieux de copinage inhérent aux systèmes ne pourra jamais promouvoir l'indépendance du choix du souverain et le courage qui doit aller avec... Quant à la recherche de l'ordre... La notion même, elle-même, est incompatible avec le système démocratique où rien n'est figé et où tout est relativisé. Tout repose sur le sort des élections, le sens du vent et la courbe de température du président ... Alors la différence entre l'ordre et le désordre ? ■

Axel Buis

diatement fin à ces notions vagues et fausses d'ordre "républicain", "démocratique" ou encore "politico-responsable certifié ISO 2012". L'ordre est l'ordre, il s'appuie sur des éléments objectifs.

taines infractions graves qui pouvaient être stoppées par une action ferme et rapide des enquêteurs peuvent ainsi perdurer. Par ailleurs, le rôle de l'avocat durant la garde à vue se cantonne à vérifier la régularité de la procédure de la garde à vue et les conditions dans lesquelles elle se déroule. Cette présence formelle est désormais nécessaire car cette nouvelle réforme a permis d'annuler toute condamnation par un tribunal faite sur des déclarations d'une personne lors de sa garde à vue en l'absence d'un avocat.

en détention des personnes qui disposent désormais du droit d'être assistées, dès la première heure de leur garde à vue, par un avocat. Cette réforme, loin de garantir la protection des personnes détenues d'éventuels abus, semble désuète et coûteuse. Elle peut même ralentir les enquêtes, voire les rendre plus difficiles.

**Avocats indisponibles**

En effet, la plupart des avocats sollicités par leurs clients placés en garde à vue ne sont pas toujours disponibles pour se rendre illico au poste de police ou de gendarmerie du lieu de détention de ces derniers. Un certain temps s'écoule donc afin que l'avocat choisi arrive au poste ou, le cas échéant, qu'un avocat de permanence ou commis d'office parvienne à assister son client. De ce fait, les auditions sont retardées et les enquêtes bloquées. Cer-

**ENQUÊTES**

**Une réforme désuète de la garde à vue ?**

LA GARDE À VUE est une procédure qui permet aux policiers ou aux gendarmes chargés d'une enquête judiciaire de déténir au poste de police ou de gendarmerie les personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction, d'y avoir participé ou d'avoir tenté d'en commettre une. Cette détention a pour objectif de faciliter l'enquête, notamment effectuer des perquisitions, interroger ces personnes, obtenir leurs aveux et, le cas échéant, prévenir la poursuite de l'infraction. Cette procédure a fait l'objet de plusieurs réformes, dont la dernière date d'avril dernier, donnant une définition encore plus précise des motivations et des modalités du maintien

en détention des personnes qui disposent désormais du droit d'être assistées, dès la première heure de leur garde à vue, par un avocat. Cette réforme, loin de garantir la protection des personnes détenues d'éventuels abus, semble désuète et coûteuse. Elle peut même ralentir les enquêtes, voire les rendre plus difficiles.

**Avocats indisponibles**

En effet, la plupart des avocats sollicités par leurs clients placés en garde à vue ne sont pas toujours disponibles pour se rendre illico au poste de police ou de gendarmerie du lieu de détention de ces derniers. Un certain temps s'écoule donc afin que l'avocat choisi arrive au poste ou, le cas échéant, qu'un avocat de permanence ou commis d'office parvienne à assister son client. De ce fait, les auditions sont retardées et les enquêtes bloquées. Cer-

Élie Hatem

LIBYE

# De la dictature à l'anarchie

La chute du colonel Kadhafi n'aura pas suffi à pacifier la Libye, loin s'en faut. Privé de gouvernement, le pays semble plus que jamais livré aux passions tribales.

Ce qui se passe actuellement en Libye, à quelques encablures de l'Europe, dans un pays situé entre l'Égypte et la Tunisie, sur le point de passer sous le contrôle des islamistes, est réellement inquiétant, et ce n'est là qu'un euphémisme. On aurait pu penser que le sujet, en raison du rôle déterminant joué par la France dans le renversement du colonel Kadhafi, serait abordé au cours de la campagne électorale. Il n'est rien. Personne n'en parle, et pour cause : tout le monde, ou presque, a applaudi l'intervention franco-britannique sous couvert d'une interprétation très flexible de la résolution onusienne. Et, probablement, personne ne voudra en assumer les conséquences. Pas même BHL, disparu des écrans et des ondes !



Des rebelles libyens en octobre 2011 après la prise de Beni Oualid

## Messianisme illusoire

L'objectif était de préserver la population civile libyenne, surtout les habitants de Benghazi, de la répression des forces du dictateur et d'instaurer la démocratie dans le pays. On oubliait que la "démocratie" n'était, ne pouvait jamais être, l'aboutissement d'une révolution sanglante, surtout imposée par des forces étrangères. On ignorait le passé et les structures sociales du pays. Les forces d'intervention occidentales se sont, heureusement dégageées et ne sont plus présentes. Le chaos a remplacé la guerre et le sang coule partout. On évalue à plus de 30 000 le nombre de victimes des règlements de comptes entre factions rivales depuis la chute de la dictature. Les prisons sont pleines, on ne sait exactement plus de qui, et la torture y est la règle. Human Rights Watch, une ONG humanitaire américaine à l'indignation un peu moins sélective qu'Amnesty International, a dénoncé avec force, tout comme Médecins sans frontières, qui a décidé de suspendre ses activités dans le pays. À Benghazi, "capitale" de la révolution, la foule a envahi et dévasté le siège du CNT, gouvernement théorique du pays. Son vice-

président a été contraint à démissionner et aurait pris la fuite. L'insécurité est totale. À Tripoli, capitale supposée de la Libye, les milices se battent entre elles. Les quartiers changent de main d'un jour à l'autre. Ailleurs dans le pays, un dangereux morcellement tribal s'installe. Les services publics cessent de fonctionner. L'émigration massive vers l'Europe ne va pas tarder à reprendre. On a même observé, ici ou là, la réapparition de slogans en faveur de Kadhafi, dont les partisans auraient pris, au moins pendant quelques heures, le contrôle d'une cité d'importance, Beni Oualid, située à 170 kilomètres de la capitale. Les "autorités" ont déclaré qu'il s'agissait d'un différend tribal. Rien n'est moins sûr.

## Réserve occidentale

Que peut-il se passer désormais ? Une nouvelle intervention de forces internationales pour rétablir l'ordre et l'autorité est totalement exclue. Elle serait d'ailleurs aussi désastreuse que celle des forces des "coalitions" en Irak et en Afghanistan. Dans le climat économique et politique actuel, tout

le monde préfère, à Paris, à Londres, à Washington comme à Rome, que l'on parle le moins possible de la situation libyenne.

## Un CNT fantôme

Les élections promises et la mise en œuvre d'une constitution "démocratique" viennent d'être officiellement ajournées. Personne n'a protesté à Paris ni ailleurs. Au-delà de qui protesterait-on ? Il n'y a pratiquement plus d'autorité et le CNT est de plus en plus une fiction. La Libye risque donc de se tribaliser, de retourner un siècle en arrière, de devenir une seconde Somalie, terreau de l'islamisme radical et de tous les excès. Une centaine de tribus et de nombreux clans pourraient se partager le territoire et se disputer ses richesses. À une dictature certes exécutable, mais qui maintenait la sécurité et l'unité du pays, assurait les services publics et était même susceptible d'évoluer, pourrait succéder une anarchie tribale sanglante, exportatrice du terrorisme islamiste et menaçante pour l'Europe. Quel immense gâchis !

Pascal Nari

## CONGO Roman noir gare du Nord

LE CONGO VA MAL - celui qui a pour capitale Kinshasa. C'est un fait divers qui s'est produit à Paris qui l'atteste. À la sortie de la gare du Nord, alors qu'il se dirigeait vers une voiture qui l'attendait, un homme âgé, un Africain, se voit pris à partie par un groupe de jeunes noirs. Il est ta-

bassé, roué de coups. Les agresseurs s'éparpillent. On appelle les secours. Le blessé est transporté à Lariboisière. Là, on découvre son identité : il s'agit de Léon Kengo wa Dondo, âgé de soixante-seize ans ; dans son pays, la République démocratique du Congo, il est, en sa qualité de président du Sénat, le deuxième personnage de l'État. À la dernière élection présidentielle, il s'était présenté contre Joseph Kabila en ne recueillant que 4 % des suffrages. Au premier

stade de l'enquête, on tend à attribuer l'agression à des jeunes de l'UDPS, le parti de Tshisekedi dont on sait qu'il s'est auto-proclamé président de la République. Pourquoi des membres de l'opposition se seraient-ils attaqués à un autre opposant ? Sans doute parce que Léon Kengo a assisté à la prestation de serment de Joseph Kabila. Dans ce geste, on a pu voir un rapprochement entre les deux hommes. C'est en tout cas une hypothèse. Kengo a dit « pardonner à ses agresseurs ». ■ Ch.H.B.

## INTERVENTIONNISME

### La diplomatie française en péril ?

Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye... La France multiplie les entorses au respect de la souveraineté des États.

LES PRINCIPES et les fondements de notre politique étrangère ont été bouleversés ces dernières années. Quelles sont les nouvelles données de cette politique et quelles en seraient les conséquences ? Depuis fort longtemps, la diplomatie française était caractérisée par une forme de légalisme : elle observait un strict respect des normes et des principes du droit international public, impliquant le respect des spécificités nationales et identitaires des pays et celui de la souveraineté des États.

## Non-ingérence

Cela avait comme corollaire la non-ingérence dans leurs affaires internes et la sauvegarde des relations historiques de notre pays avec les entités auxquelles nous sommes liés par une amitié traditionnelle, voire naturelle. La France jouissait ainsi d'une respectabilité et devenait le garant de l'équité et de la stabilité politique au niveau international. De ce fait, la plupart des traités étaient établis en français, lequel fut la langue d'usage en diplomatie. Cela nous a permis de bénéficier d'un rayonnement qui s'est notamment manifesté par l'émergence d'un monde francophone, voire francophile. L'ancien secrétaire général des Nations Unies et de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Boutros Boutros-Ghali, prônait ce "monde" en soulignant que la francophonie n'est pas uniquement un phénomène linguistique mais un mouvement socio-politique regroupant les pays et les entités qui partagent les valeurs millénaires françaises, ceux qui y aspirent et ceux qui retrouvent en la France une puissance de recours en vue de sauvegarder l'équilibre international.

Ainsi, on retrouve l'influence culturelle, politique et idéologique de la France en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, etc. Pour ne citer qu'un exemple, rappelons que le nationalisme de l'Action française a influencé divers mouvements nationalistes en Amérique (de l'Argentine jusqu'au Canada, en passant par le Mexique), en Europe et au Moyen-Orient (notamment le mouvement du Baath). Malheureusement, cette influence s'est progressivement épuisée avec le mondialisme et l'émergence de l'Union européenne qui ont affaibli la nation. À cela s'ajoutent les faiblesses et les hésitations internes dues aux différentes alternances du pouvoir républicain et le manque de volonté des politiques de maintenir le flambeau au niveau internatio-

nal mais aussi dans l'Outre-Mer. Le problème de la Nouvelle-Calédonie ou encore la situation aux Comores en sont l'illustration : Pierre Pujol a mené un long combat pour la préservation de Mayotte dans le giron de la France et a ardemment œuvré pour le retour d'Anjouan à la France... Avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir, on assiste à un retournement de situation : les fondements de notre diplomatie connaissent un bouleversement dont les conséquences seront connues dans les prochaines années, voire dans quelques mois. L'atlantisme de Nicolas Sarkozy a aligné notre politique étrangère sur celle des États-Unis qui est sous l'influence de groupes de pression inhérents à la diplomatie américaine. Après avoir regretté, en septembre 2006, la non-intervention française en Irak, qui avait pourtant fait la quasi-unanimité dans la classe politique, il n'a pas hésité à avoir recours à ce moyen en Libye, sous l'impulsion de M. Lévy.

## Libyens en colère

La France commence à récolter les fruits de cette intervention dans un pays avec lequel elle n'a pas de liens naturels ou historiques : non seulement elle perd de sa crédibilité en intervenant dans un conflit interne, mais elle attire la haine chez bon nombre de Libyens. Les récentes manifestations à Tripoli, avec des slogans hostiles à la France, et l'assassinat d'un ancien soldat en témoignent. Les pays voisins de la Libye se détournent de la France malgré leur passé francophone, comme la Tunisie qui multiplie des contrats commerciaux avec les États-Unis, et l'Algérie qui fait de même avec la Chine. Cette dernière récupère également des marchés en Afrique subsaharienne, où notre présence et notre influence sont en recul considérable. Au Moyen-Orient, les prises de position contre le régime syrien de Bachar El Assad allaient porter les mêmes fruits. Elles sont devenues plus modérées et réfléchies depuis la mort du journaliste Gilles Jacquier, dans des circonstances obscures bien décrites dans *Le Figaro* du 20 janvier par Georges Malbrunot, qui accuse clairement les rebelles de son assassinat. Il a fallu attendre la mort de quatre de nos soldats en Afghanistan pour conduire Nicolas Sarkozy à annoncer qu'il ne reviendrait sur cette politique interventionniste, contraire aux principes traditionnels de notre diplomatie, à l'approche de l'élection présidentielle. □

Élie Hatem

□ GABEGIE

# Main basse sur l'Élysée

La République dilapide l'argent public à un rythme accéléré par le quinquennat. Il y a cinq ans, au cours de la campagne présidentielle, 205 millions d'euros avaient été dépensés, dont 44 millions remboursés aux candidats.



« Après des mois de campagne *ad nauseam*, le miroir aux alouettes revient cher »

Comme en 1788, la France est un État pauvre dans un pays riche. Dans le contexte actuel de crise mondialisée, cette richesse peut, notamment, s'approprier à l'aune des dépenses exposées par les candidats à l'élection présidentielle, étant entendu que l'État en rembourse une bonne moitié si ces derniers obtiennent plus de 5 % des suffrages (1/20<sup>e</sup> du plafond des dépenses du premier tour étant remboursés aux candidats ayant recueilli moins de 5 %). Autant dire que l'élection présidentielle, élection "reine" de la V<sup>e</sup> République est, à elle seule, un véritable service public dans l'intérêt d'un seul !

### Plus cher que le roi

Parmi les mythes savamment entretenus dans l'inconscient collectif par une République toujours en quête de légitimité, le faste des monarchies serait assurément plus coûteux que l'entretien de nos ministres, présidents et palais "démocratiques". D'après le quotidien *20 Minutes* (16 mars), « l'élection de 2007 avait coûté 205 millions d'euros, dont 44 millions reversés aux douze candidats au titre d'un remboursement de campagne ». Ce chiffre correspond, *grasso modo*, à l'effort demandé cette année par l'État aux collectivités locales de réduire leurs dépenses publiques. Selon l'Observatoire des subventions, le budget 2008-2009 des Restos du Cœur s'élevait à "seulement" 142,8 millions euros. Si comparaison n'est pas raison, il n'est pas inutile de souligner que le président de la République française coûte près de trois fois plus cher que la reine d'Angleterre et environ cinq fois plus que le roi d'Espagne. Le président de la République perçoit un traitement net annuel de près de 240 000 eu-

ros. Certes, celui du roi des Belges s'élève à plus de 10 millions d'euros, mais 70 % de sa dotation sont consacrés à la rémunération de son personnel, quand le seul budget élyséen est de 90 millions d'euros pour 963 salariés (dont 6,9 millions d'euros de primes discrétionnaires consacrés aux collaborateurs du président). Selon le député socialiste, René Dosière, « à partir de 1995, date de l'arrivée à l'Élysée de Jacques Chirac, le budget "officiel" [général de fonctionnement] de l'Élysée a été multiplié par cinq », bien que le budget réel de la présidence serait en réalité trois fois supérieur aux chiffres annoncés. Tout cela sans compter les innombrables avantages en nature qui viennent s'ajouter à une confortable rémunération : logement et véhicules de fonction, transport aérien, résidences secondaires, etc. L'appareil monarchique britannique coûte à chaque sujet de la reine 5 centimes par an quand il en coûterait ici un peu plus de cinq euros annuels pour chaque contribuable s'acquittant de l'impôt sur le revenu.

## ALAIN JUPPÉ La laïcité républicaine en question

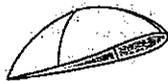
LA DÉMAGOGIE conduit les démocrates à des contradictions absurdes. Quoique défenseur d'une laïcité outrancière, Alain Juppé portait la "kippa", le 21 mars dernier, lors de son déplacement en Israël. Il y représentait officiellement la "République" aux obsèques des enfants victimes de la bouquinerie de Toulouse, perpétrée par un salafiste qui a outragé toute la France. Notre ministre des Affaires

Querelle de chiffres, querelle stérile, argueront certains, en objectant, à la façon d'Audiard, que « le langage des chiffres a ceci de commun avec le langage des fleurs : on lui fait dire ce que l'on veut. Les chiffres parlent, mais ne crient jamais ». Soit. Reconnaissons, toutefois, qu'ils reflètent une réalité à laquelle on ne peut échapper, sauf par mauvaise foi. Or, au prix où chaque électeur paie de sa personne pour aller voter, après des mois de campagne *ad nauseam*, le miroir aux alouettes revient cher.

### L'argent domine

L'instauration du quinquennat a considérablement renforcé ce qu'il faut bien appeler l'arnaque républicaine par excellence. Les « charlatans de la démocratie », comme les brocardait Maurras, se trouvent systématiquement pris en flagrant délit de publicité mensongère, d'esroquerie et de kidnapping de l'opinion publique. Plus la capacité financière du candidat s'accroît, plus celui-ci est assuré d'être élu. C'est moins le suffrage prétendument universel qui fait l'élection que l'argent d'une oligarchie endogame. Notre pays est devenu une vaste salle des ventes où l'emportera celui qui surenchérira sur son voisin. « C'est l'Argent qui fait le pouvoir en démocratie. Il le choisit, le crée et l'engendre. Il est l'arbitre du pouvoir démocratique parce que sans lui ce pouvoir retombe dans le néant ou le chaos. Pas d'argent, pas de journaux. Pas d'argent, pas d'électeurs. Pas d'argent, pas d'opinion exprimée. L'Argent est le géniteur et le père de tout pouvoir démocratique, de tout pouvoir élu, de tout pouvoir tenu dans la dépendance de l'opinion. » Une fois encore, Maurras avait tout dit et il est exaspérant d'observer que rien n'a changé depuis. La République ne vaut rien moins qu'on la pendre par les pieds ! ■

Aristide Leucate  
aleucate@yahoo.fr



étrangères, qui a eu récemment une prise de bec avec notre ambassadeur à Damas, Éric Chevalier, sur la situation en Syrie, est-il en mesure de comprendre les raisons qui conduisent les autorités syriennes à lutter contre les milliers de salafistes, stipendiés par l'étranger, qui déstabilisent leur pays en semant la terreur et en commettant les pires massacres ? ■ E.H.

### TÉMOIGNAGE

## Le vrai Jean-Marie Le Pen

Le garde du corps de Jean-Marie Le Pen brosse un portrait inédit du président fondateur du Front national.

THIERRY LÉGIER, ancien camelot du Roi, a assuré la sécurité de Jean-Marie Le Pen pendant vingt ans. Il a été le témoin d'événements, d'incidents, d'anecdotes révélateurs d'une vie menée au pas de charge, comme si Le Pen montait toujours au front, en première ligne, sous le feu ». Avec la collaboration de Raphaël Stainville, il a signé un ouvrage passionnant, dévoilant une facette méconnue du président-fondateur du Front national.



### Éloge d'un insoumis

On découvre Jean-Marie Le Pen plaçant l'intérêt national au-dessus de toute considération personnelle, quitte à sacrifier sa carrière. Thierry Légiér souligne son insoumission aux groupes de pression lors d'un déjeuner au Fouquet's. Il est approché par quatre interlocuteurs influents qui lui proposent une proposition politique. L'un d'eux lui demande : « Feriez-vous un geste envers Israël ? ». Le Pen marque un temps. Son interlocuteur insiste : « Faites un geste envers Israël et je m'engage à vous ouvrir la porte de tous les médias ». Jean-Marie Le Pen se montre perplexe : « Qu'attendez-vous de moi ou juste ? ». À l'autre bout de la table, un convive répond : « C'est à vous de voir ». La discussion en restera là. L'insoumission également à toutes les intimidations. Thierry Légiér rapporte quelques attaques physiques dont son patron a été victime. Il revient sur son agression à Mantès-la-Jolie, travestie par les médias : « C'est alors que nous avons croisé Mme Annette Peulvast-Bergéol ». Cette dernière accrocha Le Pen par la manche de sa chemise. Privée de son œil gauche et dans le tumulte qui régnait, le président était bien incapable de savoir qui le retenait. En se retournant de quelques degrés pour se dégager, ce ne fut qu'à cet instant qu'il découvrit l'écharpe tricolore que portait Mme Peulvast. Le face-à-face ne dura que quelques secondes. À aucun moment Le Pen ne toucha l'élu qui manifestait avec les opposants à notre venue. À aucun moment il ne porta la main sur elle. Cet ouvrage révèle des rencontres insoupçonnées, improbables et inattendues de Jean-Marie Le Pen avec des personnalités telles que l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, Bernard Tapie, François de Grossouvre, Alexandre de Marenches, avec Jean-Edern Hallier, qui s'invitait à déjeuner ou à dîner à Montretout », l'occasion de refaire le monde avec Le Pen et d' évo-

quer les petits et les grands secrets de la République » ; avec Roland Dumas, Charles Pasqua, Robert Pandraud, Michel Poniatowski, Saddam Hussein, etc. Thierry Légiér rend compte de quelques voyages à l'étranger. Dans un avant-propos touchant, Raphaël Stainville, rédacteur au *Figaro Magazine*, rappelle les origines modestes de Jean-Marie Le Pen qui est fier de les évoquer à chaque fois où l'occasion se présente avec des amis ou des journalistes. Ainsi décrivait-il la ferme de sa grand-mère : « Il y a trois pièces, la plus grande étant le curieusement la salle de bains qui faisait office de cuisine, de salon, de salle à manger, avec aussi les deux lits des parents, puis la dernière, la chambre à coucher dans laquelle dormaient sept enfants [...] Je suis né dans une maison où le sol était en terre battue, où il n'y avait ni l'eau ni l'électricité. J'ai vu arriver pieusement dans la cuisine, puis s'écrouler dans la chambre de mes parents, puis le plancher dans ma chambre. J'ai vu l'électricité quand il n'y avait auparavant que la lampe à pétrole. [...] Puis on a eu la radio que le grand-père avait offerte, autour de laquelle se rassemblaient toutes les copines de manière qui venaient tricoter pour écouter les feuilletons. [...] J'ai été mineur de charbon... J'ai été marin pêcheur de chalutier... J'ai été officier parachutiste dans la Légion... Droiture et patriotisme sans concession, mais surtout un grand cœur, une modestie, une joie de vie, un caractère facétieux et une humanité exemplaire : telles sont les traits de caractère de Jean-Marie Le Pen dépeints dans cet ouvrage, les qualités d'un homme que je côtoie depuis des décennies. Pour lui, à quatre-vingt-deux ans, le combat nationaliste continue, en dépit de toutes les difficultés qu'il rencontre pour faire entendre la voix du pays réel. □

Élie Hatem

✓ Thierry Légiér, *Mission Le Pen*, éd. du Tucan, 190 p., 15 euros.



La première guerre du Golfe, en 1990, a légitimé ce rôle en donnant une image légaliste à cet État qui s'est érigé de plus en plus en puissance dominante et hégémonique. Les attentats du 11 septembre 2001 qui ont justifié l'intervention américaine et de leurs alliés en Afghanistan sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme, en particulier d'origine islamiste, ont constitué le cheval de troie de cette politique à laquelle l'Union européenne est inféodée. La Deuxième guerre du Golfe (ou l'intervention américaine en Irak en 2003) en est la preuve : un bon nombre de pays de l'Union ont avalisé l'opération américaine qui, bien qu'elle revêtît l'aspect d'une agression conformément à la définition donnée par le droit international public à cet égard, a démontré l'impunité de Washington et la prépondérance du rôle américain sur l'échiquier mondial. L'arrivée au pouvoir de Monsieur Obama par le processus démocratique fondé sur la démagogie et la force de enivrante la propagande médiatique sur l'opinion publique n'a pas changé la donne.

En effet, la politique étrangère américaine est d'une part constante et, d'autre part, soumise à la pression des lobbies qui agissent aussi bien sur les forces décisionnaires américaines, de l'intérieur, que sur celles qui s'érigent dans le monde notamment les organisations non gouvernementales et les multinationales. L'interférence de l'économique, de la finance et de la politique est un constat affirmé par un grand nombre d'analystes.

Ainsi, derrière la face apparente de la politique internationale existe des forces occultes embarrassantes voire écrasantes des bonnes volontés. Les intérêts économiques des individus et des groupes et la recherche constante du pouvoir par le biais du fléau démocratique vassalise les pouvoirs à ces forces avec lesquelles elles sont obligées de composer. C'est la raison de la faillite des idéologies, de la vertu politique et l'émergence d'un état de marasme chez les populations qui sont en perte des valeurs et de

# La France et le nouvel ordre mondial

par Élie Hatem

Depuis la chute du communisme et l'effritement du bloc de l'Est, le monde est à la recherche de nouveaux équilibres. Cette situation a renforcé la position dominante des États Unis sur la scène internationale, profitant de la survie du bloc de l'Ouest et de leur « leadership » sur le « monde libre » notamment à l'OTAN et à la tête du G7, devenu le G8 puis le G20.

leurs identités. Cette crise identitaire est renforcée par le mondialisme (ou la « globalisation ») qui étouffe les aspirations légitimes des nations et pousse, dans certains cas,

à l'extrémisme voire la violence qui, condamnés par les voies médiatiques prédominantes, renforcent paradoxalement les auteurs cachés de la scène internationale.



Victime de cette situation renforcée par l'adoption et l'adhésion au système démocratique téléguidé par la puissance médiatique et des groupes de pression, la France perd de plus en plus sa place sur la scène internationale et se replie de plus en plus sur l'hexagone qui est également menacé par les atteintes aux spécificités nationales et identitaires. La Francophonie se résout de plus en plus à un mouvement culturel et linguistique, démuné de toute puissance politique. La politique étrangère française est absorbée par l'Union européenne et par les groupes de pression politico-économiques qui agissent aussi bien à l'intérieur de notre pays que de l'extérieur.

Dans quelle mesure la France pourra-t-elle reconquérir cette place et rivaliser avec celle des États-Unis?

Elle devra dans un premier temps se renforcer à l'intérieur de ses frontières en retrouvant son identité nationale et culturelle millénaire, en se récon-

◀ Saddam Hussein, victime expiatoire de la création du nouvel ordre yankee.

ciant avec son histoire et sa civilisation et en rompant avec les aspects dévastateurs du mondialisme.

Retrouver ses couleurs et affirmer son identité et son attachement à ses valeurs ancestrales n'est pas le reniement des identités des autres nations mais le renforcement des courants patriotiques qui sont en cours de vitesse face au mondialisme et la poussée du fondamentalisme religieux.

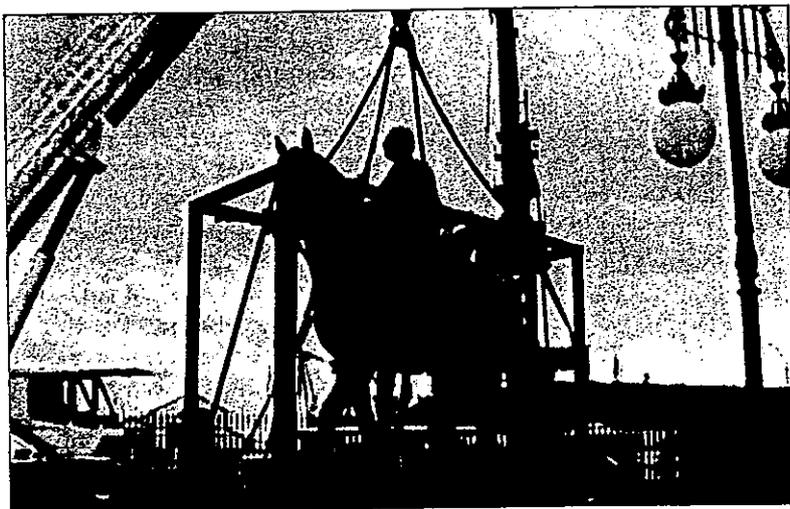
La conception de l'Union européenne par la France et les Français doit correspondre à la réalité, en admettant l'échec du concept fédéraliste de l'Union face à l'affirmation du nationalisme latent des membres de cette dernière, notamment les nouveaux, et la considération de l'Union comme une organisation régionale.

Cette émancipation devra permettre une prise de conscience

de l'importance du monde francophone et du rôle que pourra jouer la France, par cet intermédiaire, sur la scène internationale. De l'Outre-Mer, à l'Afrique, au Moyen-Orient, le monde francophone placé sous l'égide de la France constitue une véritable puissance économique, culturelle et politique incontournable dont la décision dépendra de Paris et des orientations prises dans l'intérêt de ces membres qui partagent les mêmes valeurs.

L'inféodation de notre pays à la puissance américaine et ses satellites tant au sein de l'Union européenne, de l'OTAN que du G20 est une politique suicidaire tandis que notre émancipation et l'affirmation de notre puissance internationale indépendante à la recherche de nouveaux partenaires à un pied d'égalité marquera une nouvelle page des relations internationales et sera à la hauteur de l'aspiration des pays avec lesquels la France partage des pages d'histoire. ■

## En Espagne, le déboulonnage continue



Nouvelle atteinte à la mémoire du général Franco jusque dans sa ville natale, El Ferrol (Galice), par le déboulonnage d'une statue équestre du Caudillo le 18 mars 2010.

Le 24 janvier 1960, le Front national français organisait une manifestation en Alger après le rappel du général Massu, qui semblait être alors, le dernier garant de l'Algérie française. Cette manifestation du peuple d'Alger se transforma en une pseudo-insurrection, qui devait tenir la France et le monde entier en haleine pendant huit jours avant d'échouer lamentablement, tout en ayant laissé 27 morts et 150 blessés sur le terrain. Complots, manifestations, soulèvements, sont autant de mots qui ont jalonné l'histoire du combat de l'Algérie française mais le mot « Révolution » n'a jamais vraiment eu sa place dans l'esprit des résistants à l'abandon et c'est ainsi que peuvent s'expliquer tous les échecs et notamment celui du 24 janvier 1960. Cinquante ans après il est toujours utile d'évoquer ces événements non pour cultiver des souvenirs tragiques mais pour en tirer des enseignements indispensables aux combats de demain.



# La nation française va-t-elle se réveiller ?

ment leur volonté d'adhérer à la communauté française ?

## Redécouvrir nos racines

A contrario, cette communauté nationale est en cours de dislocation au profit de l'émergence d'un communautarisme renforcé qui présente des microphénomènes d'exacerbations internes se manifestant par des crises et des heurts. Au lieu d'intégrer et d'assimiler les immigrés à la communauté nationale, la France est en train de se désintégrer et de s'assimiler à un système communautariste auquel elle est étrangère par tradition. Cela explique également cette crise identitaire et sociale qui va vers l'explosion.

Pour pallier cette situation et faire revivre la France, il faut renouer avec nos valeurs ancestrales, indo-européennes et chrétiennes, redonner à notre pays son âme et son héritage politique, religieux, culturel et social, autrement dit faire ressusciter la nation qui n'est, comme nous le savons, ni une réalité physique (sauf lorsqu'elle s'incarne dans le roi), ni institutionnelle, mais "un vouloir vivre ensemble" autour de valeurs millénaires. Pour cela, la France a besoin d'hommes courageux, capables de rappeler ces valeurs et d'œuvrer pour leur renouveau et leur application dans la société et les institutions.

Il est certain que l'environnement politique régional et international rend la tâche difficile avec les brimades et les atteintes à notre souveraineté, notamment par notre appartenance à l'Union européenne et notre adhésion à une pléthore de traités internationaux. Cependant, il est un principe internationalement reconnu : celui de la légitimité des Français à s'autodéterminer librement à l'instar des autres pays à qui ce principe est applicable. Cette tâche de reconquête de la nation est moins dure que celle des peuples qui, à la fois, ont été appelés à reconquérir leur territoire et à faire ressusciter leur nation.

Les dernières élections présidentielles et législatives ont démontré une perte de repères chez les Français et une absence totale de débat politique. On a pu le constater lors des campagnes électorales mais aussi dans le résultat des scrutins. Il est évident que cette vacuité politique

**Il faut renouer avec nos valeurs ancestrales, redonner à notre pays son âme et son héritage politique, religieux, culturel et social.**

est le produit du système démocratique qui conduit les politiques vers la démagogie : le souci de plaire et de séduire un électeur les pousse à mettre la charrue avant les bœufs, autrement dit à négliger voire à trahir une idée au profit d'un succès électoral.

## L'identité nationale menacée

La multiplication et le développement des moyens de communication et l'inféodation des esprits au pouvoir médiatique renforcent la propagande, appelée de nos jours et dans un langage politiquement correct "la communication politique". La séduction du grand nombre (de la masse) se fait donc en fonction des besoins et des demandes des électeurs, consommateurs de clichés, qui mêlent jusqu'à la plus extrême confusion la vie politique à leur vie quotidienne et leurs besoins vitaux mais aussi à la vie des "peuples". Cela explique les basculements électoraux entre une "droite" et une

"gauche" dont les programmes se ressemblent et se plagient.

Conscient de cette réalité, Nicolas Sarkozy a ratissé le plus large possible pour séduire le plus grand nombre de Français, en reprenant les slogans du Front national et les thèmes des autres courants politiques lors de la campagne présidentielle, en allant jusqu'à faire participer à son gouvernement, issu d'une élection plutôt à droite, des personnalités de gauche. François Bayrou avait lui aussi fondé sa propagande sur ce principe.

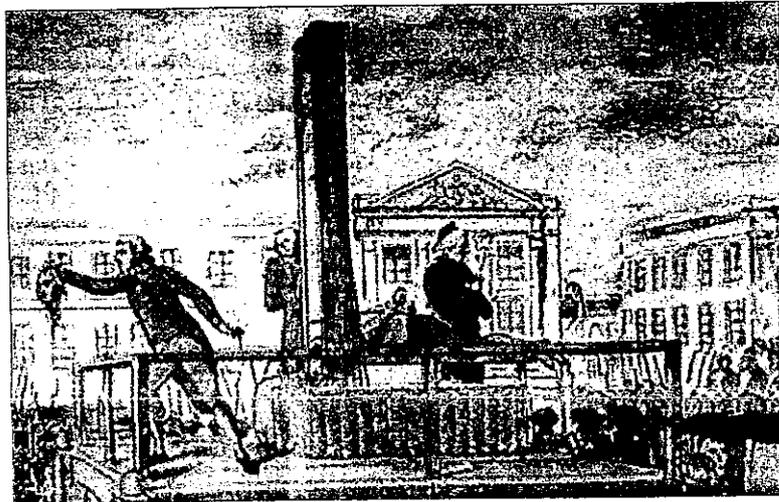
par  
**Élie HATEM**  
avocat international

le terrain serait aujourd'hui propice à la relance d'un débat politique fondé sur des constantes telles que la nation ou l'identité nationale. Il est d'ailleurs regrettable que le débat sur l'identité française lancé par le candidat Nicolas Sarkozy soit tombé aux oubliettes.

Malgré les apparences, l'identité nationale est en crise et la nation française est menacée. Cela résulte des manœuvres inces-

çais. Cette situation n'a fait qu'empirer avec nos tâtonnements institutionnels, depuis la Révolution. À cela s'ajoutent d'autres facteurs qui empêchent les Français de renouer avec leur identité et leurs origines, notamment la culpabilisation des esprits depuis la Seconde Guerre mondiale et l'émergence d'un communautarisme engendré par une immigration massive et exponentielle.

Ainsi, toute allusion à la nation, aux valeurs identitaires nationales millénaires françaises est proscrite du langage politique, lequel fait



L'exécution du roi Louis XVI, symbole de la nation, a provoqué la perte des repères nationaux chez les Français.

La déconfiture du Parti socialiste, la genèse de partis politiques issus de mélanges de programmes électoraux de droite et de gauche, la participation de personnalités de gauche à un gouvernement de droite illustrent le malaise de la vie politique française et la crise voire l'absence des idées. Ainsi donc,

santes des détracteurs de notre pays depuis la Révolution et la mise en place d'une succession de régimes qui ont renié progressivement le passé ou tout simplement la France. L'exécution du roi Louis XVI, symbole de la nation, a provoqué la perte des repères nationaux chez les Fran-

abstraction du nationalisme et du sentiment national qui pourtant est une donnée naturelle, inhérente aux sociétés humaines. Faut-il rappeler que le nationalisme français n'est pas de nature exacerbée ni conquérante et qu'il est uniquement l'affirmation d'une identité commune à tous ceux qui expri-

DANS NOTRE  
PROCHAIN NUMÉRO  
(4 Octobre)  
suite de notre dossier

## NATION ET SOUVERAINETÉ

Articles  
de Pierre HILLARD  
et Michel FROMENTOUX  
Entretien avec  
Paul-Marie COÛTEAUX

Retenez ce numéro  
des aujourd'hui  
chez votre dépositaire.  
Ou mieux,  
abonnez-vous !

Suite de l'entretien

manque en revanche à notre pays un pouvoir politique pour l'appliquer.

**AF 2000** - Le recul des scores du FN aux dernières élections présidentielles et législatives (sans parler des faibles résultats électoraux de Philippe de Villiers) signifie-t-il que les idées souverainistes n'ont aucune chance de prospérer en France ?

J.M.L.P. - La victoire électorale de M. Sarkozy est le résultat, non pas d'une adhésion des Français aux idées supranationales, mais du fait qu'ils ont cru que le candidat de l'UMP était le plus apte à défendre l'identité et la souveraineté de la France. Relayés par des médias complaisants, les propos de campagne de M. Sarkozy sur "l'identité nationale", "les 2000 ans de Chré-

tienté", "la grandeur de la France"... ont trompé des millions d'électeurs.

L'utilisation de ces termes par un politicien qui suit de fort près les évolutions de l'opinion montre que les idées souverainistes, loin de désempirer, progressent en France. Le fait que M. Sarkozy refuse de soumettre son "mini-traité européen" au verdict du peuple français en est la preuve.

L'illusion sarkozyste ne tardera pas à se défaire. Les défenseurs authentiques de la souveraineté et de l'identité française devront alors présenter aux déçus du sarkozysme une alternative politique crédible.

**AF 2000** - Croyez-vous en une sorte de "sens de l'histoire" qui consacrerait la fin des souverainetés nationales ?

J.M.L.P. - Pendant près de quarante ans, le "sens de l'histoire" devait amener le triomphe définitif du com-

munisme dans le monde entier. Après la chute du mur de Berlin en 1989, il a laissé place dans les mêmes milieux de la pensée unique à un autre "sens de l'histoire" qui conduirait à la destruction des souverainetés nationales. L'Union soviétique s'est écroulée, l'Union européenne s'écroulera de la même façon que se sont écroulés les ensembles supranationaux.

La renaissance de plusieurs nations en Europe de l'Est (la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie notamment) et dans les Balkans, la progression électorale dans beaucoup de pays européens des mouvements patriotiques, le rejet en 2005 de la Constitution européenne par les Néerlandais et par les Français, montrent que la souveraineté nationale est un concept politique tout à fait adapté aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Son développement en Europe entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle

a coïncidé avec le triomphe de la civilisation européenne. Il peut en être de même dans les prochaines décennies.

La France notamment, contrairement à ce que prétendent les esprits frileux au pouvoir, n'est pas condamnée à finir dans l'hospice euro-bruxellois. Membre du Conseil de sécurité des Nations unies, disposant de l'arme nucléaire, possédant le troisième domaine maritime mondial, notre pays peut jouer de nouveau un rôle de premier plan dans le monde, constituer ainsi en Occident un contrepoids à la puissance anglo-saxonne et dans le reste du monde répondre à la menace de l'expansionnisme islamiste et aux puissances émergentes comme la Chine.

Propos recueillis  
par Aristide LEUCATE  
et Élie HATEM



## L'A.F. REÇOIT

## Jean-Marie Le Pen

Président du Front national

Nous avons souhaité interroger les représentants "officiels" du mouvement souverainiste en France afin de mettre en évidence, conformément au "compromis nationaliste" maurrassien, ce qui nous rapproche (l'amour indéfectible de la France) tout en tenant éloigné ce qui nous divise (la nature républicaine du régime).

Le chemin à parcourir reste assez long et "l'union sacrée souverainiste", par-delà les officines particulières (qui ont leur raison d'être et dont nous saluons régulièrement le combat dans ces colonnes) n'est pas encore pour demain. Nous ne devons pas désespérer, sauf à commettre une erreur politique absolue, ainsi que nous l'enseignait le fils de l'Étang de Berre. Aussi sommes-nous reconnaissants, à Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat aux dernières élections présidentielles, ainsi qu'à Paul-Marie Coûteaux, député au Parlement européen, de s'être prêtés au débat.

Sans plus amples commentaires, nous signalerons que Philippe de Villiers a décliné purement et simplement notre invitation à venir discuter d'un thème majeur, la souveraineté de la France, tandis que Jean-Pierre Chevènement, via son Mouvement républicain et citoyen, ne nous a pas répondu. Nous le regrettons pour nos lecteurs mais aussi et surtout... pour la France.

**ACTION FRANÇAISE 2000** - Quelle est votre définition du souverainisme et pensez-vous que ce concept importé d'outre-Atlantique soit particulièrement adapté à la réalité politique française ?

**JEAN-MARIE LE PEN.** - Le "souverainisme" désigne au Canada les Québécois opposés au système fédéral canadien et donc partisans d'un Québec souverain. Ce néologisme a été importé dans le vocabulaire politique français pour désigner les Français opposés à un autre système fédéral : celui de l'Europe de Bruxelles.

Il a cependant une portée différente. Le Québec, province française perdue en 1763 à l'issue de la guerre de Sept ans, jusqu'à présent n'a jamais constitué un État indépendant. En revanche, la France est avec la Chine le plus ancien État du monde. Les Québécois ont leur souveraineté à conquérir, les Français ont à la reconquérir.

**AF 2000** - Le clivage "droite-gauche" ayant fait long feu, celui opposant les souverainistes aux euro-pémondialistes vous paraît-il pertinent comme grille de lecture de la vie politique française ?

**J.M.L.P.** - L'idéologie euro-mondialiste consiste à détruire les deux fondements de notre nation : son peuple et son État.

Le peuple français est en train de disparaître, victime d'un double phénomène : les politiques antifamiliales l'empêchant de renouveler ses générations et le recours à une immigration de plus en plus massive et de plus en plus étrangère, voire hostile à notre civilisation.

Quant à notre État, l'Europe de Bruxelles lui enlève progressivement les attributs de sa souveraineté : ses frontières, sa monnaie, la maîtrise de sa politique fiscale, économique, étrangère, militaire...

M. Sarkozy, obligé d'aller à Bruxelles soumettre la politique budgétaire de notre pays, a moins de pouvoirs que n'en a à l'égard de l'administration de Washington le gouverneur du Nebraska.



Jean-Marie Le Pen

Le clivage politique oppose donc les partis au pouvoir depuis trente ans qui appliquent cette idéologie aux patriotes attachés à l'identité et à la souveraineté de la France.

**AF 2000** - Ne serait-il pas opportun d'établir un "compromis nationaliste" qui permettrait au mouvement souverainiste, tout en sortant d'une relative marginalité, de peser efficacement sur les politiques gouvernementales, en France et en Europe ?

**J.M.L.P.** - La distinction faite par Charles Maurras entre "le pays réel" et "le pays légal" est plus que jamais d'actualité. Le mouvement souverainiste marginal dans "le pays réel", celui des milieux dirigeants, ne l'est pas dans "le pays réel". Le résultat du référendum le 29 mai 2005 sur la Constitution européenne en est une illustration éclatante puisque 54 % des électeurs ont rejeté un texte approuvé par 90 % des sénateurs et des députés.

En revanche, il ne pèse guère sur les politiques gouvernementales. Le "mini-traité" européen de M. Sarkozy qui reprend les principales dispositions de la Constitution européenne rejetée par les Français en est une preuve supplémentaire.

Il est donc nécessaire d'amener au pouvoir les idées aujourd'hui majoritaires dans le peuple français. Tel est mon objectif. Pour cela j'applique la stratégie du "compromis nationaliste" définie par le maître de Martigues en rassemblant dans le Front national des Français fort différents. Ouvriers, entrepreneurs, cadres, paysans, commerçants, artisans, fonctionnaires, étudiants... les uns sont royalistes, les autres sont républicains, certains sont bonapartistes. Mais tous sont unis dans la même volonté de transmettre à leurs enfants le bien inestimable que nous ont transmis nos ancêtres : la France.

Cette stratégie ne nous a pas encore conduits au pouvoir. Elle a cependant déjà porté ses fruits puisque notre famille politique est

dans le domaine électoral sortie de la marginalité, dans laquelle elle avait végété pendant plusieurs décennies.

**AF 2000** - Ne manque-t-il pas une véritable "doctrine" souverainiste en France ?

**J.M.L.P.** - "Le roi de France est empereur en son royaume." Cet adage utilisé par les légistes de Philippe le Bel résume la doctrine "souverainiste" mise en œuvre en France par les Capétiens mille ans avant l'apparition du terme "souverainiste". Hugues Capet et ses descendants ont progressivement construit la nation française en affirmant leur souveraineté, c'est-à-dire leur autorité, à l'extérieur contre l'Empire germanique et contre le projet Plantagenêt d'un royaume s'étendant de part et d'autre de la Manche, à l'intérieur contre les féodaux.

Cette doctrine élaborée en France s'est imposée à partir du XVI<sup>e</sup> siècle dans toute l'Europe, qui a pris pour modèle l'État royal français. Aujourd'hui, il nous faut affirmer la souveraineté de l'État, à l'extérieur contre l'Europe de Bruxelles supranationale et à l'intérieur contre les nouveaux féodaux que sont les potentats locaux (notamment les présidents de régions) qui, ainsi que le faisaient les féodaux du Moyen Âge avec l'empereur, s'allient avec les euro-bruxellois pour démanteler la France.

Il ne manque donc pas une véritable "doctrine souverainiste" à la France. Celle-ci lui est presque consubstantielle. Il

Suite de la page 8

porations, jurandes, congrégations ou autres langues provinciales. L'Europe se bâtit directement sur les abstractions de la philosophie des "Lumières". Aussi n'est-ce que par antiphrase que les institutions européennes ont pu pour un temps, être nommées "communauté".

**Toute l'existence de la France suppose un travail systématique de lutte sourde ou ouverte contre la mise en place d'une hégémonie impériale en Europe.**

Bien sûr, on peut s'interroger sur la stabilité et la continuité de ce zombie de la politique fondée sur une utopie aussi décharnée. On comprend que l'on puisse mourir pour sa foi, pour son roi, sa patrie, sa famille ou son honneur ; on a même pu mourir pour un drapeau. Mais qui accepterait de se sacrifier pour le traité de Maëstricht ou pour la défense des institutions bruxelloises ? Tant que ça n'est pas éprouvé, ça va, mais à la première tempête, que restera-t-il du château de cartes laborieuse-

ment construit par tant d'érudits constitutionnalistes ?

Il en est de cette Europe comme du volapuck, de l'espéranto et des deux-cents langues artificielles inventées depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle "pour que les hommes se comprennent enfin"... Pour que la langue qui abolira la malédiction de Babel soit la langue de tous, il importe qu'elle soit d'abord la langue de personne. D'où le caractère arbitraire, sous couvert de rationalité, de la fixation des racines du lexique ou des règles de la syntaxe. Mais on constate que, très vite, les disciples entrent dans une relation oedipienne avec le fondateur. À un usage arbitraire, on peut toujours substituer un autre usage que la faiblesse humaine trouvera toujours meilleur puisqu'il est susceptible d'illustrer celui qui le propose. C'est ainsi qu'au volapuck succède un volapuck-bis et un volapuck-ter et que la langue qui était faite pour communiquer avec tout le monde a pour destin de ne communiquer avec personne.

## Quel mythe fondateur ?

Pourtant il serait possible de sortir le projet européen de ces utopies fantomatiques de la philosophie française des Lumières. L'histoire de l'Europe ne manque pas d'événements qui pourraient servir de mythe fondateur. Mais ils présentent de sérieuses in-

convénients, surtout pour nous autres Français, et sont susceptibles de diviser autant que d'unir.

On pourrait par exemple s'appuyer sur le thème de la vieille culture indo-européenne (au risque de chagriner les Basques, Étrusques, Hongrois et autres Finnois), mais au-delà de quelques érudits comme Dumézil, l'idée a trop été marquée par les nazis.

L'Empire romain ? Cela ravirait les héritiers des Gibelins, en Italie ou ailleurs. Mais cela concerne tout le monde méditerranéen et en rien l'Europe du Nord.

## Politique capétienne

Il y aurait bien des raisons d'enraciner l'Europe dans la Chrétienté : la structure épiscopale a maintenu un semblant d'administration lors de l'effondrement de l'Empire romain, les ordres monastiques, les bénédictins au premier rang, ont établi une certaine unité spirituelle et intellectuelle dans l'anarchie et les replis locaux du haut Moyen Âge, les pèlerinages (Saint-Jacques-de-Compostelle, Jérusalem) ont relancé la circulation des personnes, et la papauté a longtemps joué un rôle d'autorité spirituelle commune. L'aventure des Croisades, celles du Proche-Orient, celles de la Reconquista fondatrice de l'Espagne et du Portugal, celles des chevaliers teutoniques au Nord, pourraient donner ce supplément d'héroïsme qui manque tant à notre construction marchande

et technocratique. Mais la Chrétienté s'est brisée lors de la Réforme, et dans nos sociétés "séculières", on voit mal comment ce thème pourrait servir de mythe fondateur ; sans compter l'opposition résolue de tous les adeptes d'une laïcité de combat.

La politique capétienne s'est toujours exercée contre les tentatives d'instauration d'empire européen que ce soit celle du Saint-Empire othonien ou celles de la Maison de Habsbourg.

Qui en France connaît la date où les Turcs furent repoussés de Vienne ? Comment fêter avec les autres peuples d'Europe la grande victoire de Lépante ? L'histoire scolaire ne nous a pas transmis ces références pour la bonne raison qu'à l'époque Charles IX était l'allié des Turcs, comme plus tard Richelieu fut l'allié des princes protestants contre la Maison d'Autriche.

Toute l'existence de la France suppose un travail systématique de lutte sourde ou ouverte contre la mise en place d'une hégémonie impériale en Europe. C'est pourquoi l'Europe que prétendent promouvoir les gouvernements français est si ectoplasmique. Le contraire amènerait à révéler la contradiction entre deux traditions antagonistes en Europe, celle de l'empire et celle du royaume.

On peut vouloir la constitution d'une Europe supranationale, on peut vouloir persévérer dans l'identité française, mais on ne peut vouloir les deux. Entre l'empire et le royaume, il faut choisir.

## FERMEZ LE TRIBUNAL DE LA HAYE !

LA LOI DES  
VAINQUEURS

■ *Le mythe de Babel a la vie dure. Il ressurgit à chaque époque de décadence comme pour niveler le monde par le bas et humilier les nations fières d'elles-mêmes — comme actuellement la Serbie — tandis que les autres nations — comme hélas trop souvent la France républicaine — s'avachissent devant la "morale" du temps...*

par  
**Michel FROMENTOUX**

*Depuis l'avènement en 1789 de "l'Homme" considéré comme interchangeable et détaché de tout héritage, les échafaudages "mondialistes" ont toujours échoué. Dans la lignée des René Cassin, Bertrand Russell, Jean-Paul Sartre et autres "pacifistes" patentés, l'on s'obstine à créer des tribunaux pour juger les nations du seul point de vue de ces "Droits de l'Homme" qui pourtant sapent tous les fondements communautaires, brisent les repères, détruisent tout lien concret entre les hommes. Les grands discours sur le "droit" débouchent sur une sorte de globalisation humanitariste et "bien-pensante", aussi creuse que néfaste pour la sauvegarde de la civilisation.*

*L'expérience prouve que le seul monde réellement organisé fut la Chrétienté, l'Église romaine étant, comme disait Maurras, « la seule internationale qui tienne », « la seule institution qui puisse se prévaloir d'être adéquate à l'humanité ». La chrétienté n'humiliait pas les nations ; elle leur rendait justice et par là établissait la justice internationale en leur rappelant leur commune sujétion à un bien commun universel supérieur. Quand des États vainqueurs, se laissant mener par des forces anonymes sans foi ni patrie, s'érigent en gendarmes du monde et créent des tribunaux, ils camouflent une volonté de puissance qui n'est que la loi des vainqueurs.*

*En tant que Français, nous souvenant de saint Louis arbitre des royaumes de son temps, nous nous devons de dénoncer cette caricature de justice.*

UNE JUSTICE  
INTERNATIONALE...

## Au nom de quoi ?

L'émergence massive des conflits dans le monde au cours de ces dernières décennies a accéléré la réflexion sur une justice internationale capable de réduire ce fléau. Des efforts se sont déployés en vue de développer le droit des gens et aboutir à l'institutionnalisation d'une justice, notamment pénale, autrement dit la création d'une juridiction pénale internationale, placée au dessus des États. Toutefois, l'idée de créer une juridiction pénale indépendante et permanente date des années 20. Des projets avaient été élaborés dans ce sens mais ont été abandonnés en raison de la réticence des États soucieux de préserver leur souveraineté.

**Le droit international public n'existe qu'en théorie. En l'absence de moyens de l'appliquer et de le faire respecter, son existence même est mise en cause.**

En effet pendant longtemps, les États réglèrent leurs différends par la négociation ou par la guerre avant l'instauration d'un système d'arbitrage interétatique consacré par la création de la Cour permanente d'arbitrage, l'ancêtre de la Cour permanente de Justice internationale créée à l'issue de la Première guerre mondiale. Mais l'échec de la Société des Nations qui n'a pas pu empêcher l'embrasement d'un nouveau conflit mondial a conduit les Nations unies, successeur de la Société des Nations, à prendre des dispositions — du moins théoriques — relatives à l'interdiction du recours à la force, sauf en cas de légitime défense, dans les relations internationales.

La Charte des Nations unies rend obligatoire le principe du règlement pacifique des différends et précise que les différends d'ordre juridique doivent être soumis à la Cour internationale de justice qui succède ainsi à la Cour permanente de justice internationale.

Mais en dehors du règlement des différends interétatiques, la question de punir les actes considérés comme "internationalement" et "humainement" répréhensibles allait faire l'objet de plusieurs initiatives qui ont conduit à l'instauration des premières juridictions pénales internationales. En effet, le 12 janvier 1942, neuf États parmi les futurs vainqueurs de la Seconde Guerre se concertent afin d'assurer « le châtiment de tous les coupables de la guerre ». Il s'agit des gouver-

par  
**Élie HATEM**  
avocat à la Cour, docteur en droit  
professeur à la Faculté Libre  
de droit et d'économie de Paris

nements de la Norvège, de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg, de la Pologne, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et de la Grèce et du Comité national français établi à Londres. Un an plus tard, les États vainqueurs (les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne) décident de se venger de leurs adversaires, en déclarant à Moscou, le 30 octobre 1943, leur détermination à entamer un processus mettant en œuvre ce châtiment, après la victoire.

Des tribunaux  
à la carte

C'est ainsi que verront le jour les deux fameux tribunaux internationaux chargés de juger les crimes de la Seconde Guerre mondiale : le Tribunal militaire international de Nuremberg et le Tribunal international pour l'extrême Orient (dit Tribunal de Tokyo). Ces tribunaux avaient pour objectif de juger « les crimes... considérés comme les plus graves, commis par des individus lors de la Seconde Guerre mondiale : les crimes contre la paix, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ».

En théorie, il ne s'agissait pas de juger des États, des peuples ou des nations mais des individus pénalement responsables de leurs faits et gestes. Mais ces deux juridictions sont restées d'exception et la société internationale est restée dépourvue d'un tribunal pénal international permanent malgré la multiplication de certaines juridictions régionales voire spécialisées, à l'instar de la Cour de Justice des Communautés européennes, de la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg ou de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, du Costa Rica.

Par ailleurs, il faut souligner que la Cour internationale de justice de La Haye instaurée, depuis la création des Nations unies, est un organe consultatif en matière de droit international public et qu'elle n'a presque aucune prérogative juridictionnelle.

Il a donc fallu attendre l'émergence de deux conflits récents, à la fin de la période de la bipolarisation et après la chute de l'ex-Union soviétique, pour mettre en œuvre deux nouveaux tribunaux pénaux d'exception : celui relatif au conflit en ex-Yougoslavie et celui relatif au génocide du Rwanda. Ces juridictions *ad hoc* ont été établies par le Conseil de sécurité, dans le prolongement et sur le fondement des dispositions du chapitre VII de la Charte

des Nations unies, relatif au maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Il va sans dire que l'établissement de ces tribunaux répondait à des objectifs purement politiques. Il était plus facile de mettre en cause les responsables des crimes perpétrés dans ces deux régions du monde et de passer sous silence les autres crimes commis ailleurs, dont la liste est bien longue.

La Cour pénale  
internationale

Ce n'est que le 11 avril 2002 que la Cour pénale internationale a vu le jour avec la ratification de son statut par soixante États, quatre ans après la tenue d'une Conférence internationale des Nations unies, à Rome (du 15 juin au 17 juillet 1998). Cette Conférence diplomatique a eu lieu à l'issue de l'appel de l'Assemblée gé-



Le tribunal de La Haye

nérale des Nations unies, en janvier 1997, pour la création d'une Cour pénale internationale. La France a beaucoup contribué à ces efforts, en diffusant notamment au Conseil de Sécurité le rapport de la commission des juristes français présidé par Pierre Truche.

Cette juridiction a pour objectif de juger les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les crimes d'agression, les « crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale », comme le souligne le statut de Rome. Le 11 mars 2003, les juges de ce tribunal permanent ont prêté serment et se sont engagés à exercer leurs fonctions en toute objectivité, sincérité et indépendance.

Mais cette juridiction parviendra-t-elle à assumer sa mission de sanction, voire de prévention des crimes, de protection des victimes mais aussi de dissuasion ? Le juge pénal international parviendra-t-il à maintenir la paix entre les nations en remplissant une mission comparable à celle confiée au juge national ?

Bien que, conformément au statut de cette institution, les accusés (notamment les chefs d'États ou les hauts fonctionnaires) puissent

difficilement, pour échapper aux poursuites de ce nouveau tribunal, invoquer leur immunité, l'arbitraire politique plane sur le droit pénal international, en général. La mise en cause permanente et flagrante du droit des gens au cours de ces dernières années nous laisse douter de l'avenir de cette instance.

Il n'est pas par ailleurs intéressant de rappeler que l'ordre juridique international demeure fondé sur le principe de souveraineté et que certains pays (ainsi que leurs dirigeants) possèdent des moyens politiques de pression qui peuvent scléroser l'appareil judiciaire. De même, il faut souligner que la Cour pénale internationale ne peut intervenir que si l'État dans lequel le crime est commis ou celui dont l'accusé est ressortissant a ratifié le statut de cette Cour. Mais plusieurs États (et non les moins puissants) échappent à cette juridiction, à l'instar des États-Unis, la Russie, la Chine, Israël, la Turquie ainsi que bon nombre d'États arabes...

Mieux encore, comme tous les États qui ont ratifié le statut de Rome sont obligés de coopérer avec le mécanisme de poursuites engagé par la Cour et lui déférer tout accusé qui se trouverait sur leur territoire (autrement dit qu'il suffirait qu'un ressortissant d'un État qui n'a pas ratifié ledit statut de la Cour se trouve sur le territoire d'un État signataire du statut de Rome pour qu'il puisse faire l'objet de poursuites), certains pays ont trouvé le moyen de contourner cette disposition pour rester en dehors de la compétence de cette juridiction.

Ainsi, les États-Unis ont signé avec les États qui ont ratifié le statut de Rome des traités bilatéraux par lesquels ces États renoncent à déférer des ressortissants américains à la Cour pénale internationale.

Par ailleurs et dans ce même ordre d'idées, cette Cour ne pourra intervenir et engager des poursuites à l'encontre des accusés qui évitent le fait qu'une procédure de poursuites ou de jugement est entamée à leur encontre dans le pays dans lequel ils se trouvent, en vertu du principe *non bis in idem* (nul ne peut être jugé deux fois pour le même crime).

Une juridiction  
sans ordre  
juridique ?

Il suffit donc, pour échapper à la compétence de la Cour pénale internationale, d'évoquer l'existence d'une procédure nationale portant sur les faits pour lesquels cette Cour est saisie. Le droit pénal international ne peut donc pas entraver le processus pénal national des États, en portant atteinte à leur souveraineté et les empêcher soit de juger eux-mêmes leurs criminels ou de procéder à une amnistie motivée par le souci d'une réconciliation nationale. C'est



le cas du Liban, par exemple, où les criminels de guerre ont non seulement été amnistiés mais ont pu regagner leurs fonctions politiques.

Comme il a été souligné relativement aux affaires rwandaise et de l'ex-Yougoslavie, la justice pénale internationale semble ne pouvoir s'exercer que sur les pays ou les communautés vaincues et sur les personnes "condamnées" politiquement, neutralisées et sans défense.

Certes et comme il a été exposé, l'exercice même de la justice pénale internationale pourrait conduire à déposséder certains États du jugement de leurs propres criminels et ainsi entraver le travail de mémoire et de réconciliation nationale. Certes, le droit ne résout pas tous les désordres et tous les déséquilibres et il existe d'autres moyens de calmer les tensions que l'application par le juge de la règle de droit, notamment par la diplomatie et la médiation. Il n'en demeure pas moins que l'existence d'une règle juridique internationale, coercitive et contraignante est un idéal dans une société internationale qui penche, de nos jours, vers la soumission à l'arbitraire politique et à l'application de la loi de la jungle. Notre conception française légaliste des relations internationales nous pousse à rappeler les règles élémentaires qui doivent régir les rapports entre les nations. Dans *L'Esprit des Lois*, Montesquieu rappelait que « le droit des gens est naturellement fondé sur ce principe : que les diverses nations doivent se faire dans la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts ». Qu'en est-il aujourd'hui du droit des gens et des principes du droit international public ?

La violation très fréquente de ces règles et principes au cours de ces dernières années, l'impunité des responsables et l'irrespect total du droit international public mettent en cause l'ordre juridique international au nom duquel une justice internationale devra être rendue.

Dans quelle mesure et sous quel principe une justice internationale pourra-t-elle être alors rendue ? Comment peut-on assurer son respect et faire confiance à sa crédibilité ? Étymologiquement, la justice (*justitia*) signifie la conformité au droit. Par conséquent, l'institution judiciaire devra dire le droit, le faire respecter au nom de la loi et de la vérité. Il doit en être ainsi pour ce qui est de la justice internationale qui devra faire respecter un ordre légal international qui fait malheureusement défaut. Le droit international public n'existe qu'en théorie et de ce fait, en l'absence de moyens de l'appliquer et de le faire respecter, son existence même est mise en cause.

Élie HATEM

## De l'ingérence judiciaire à la mise sous tutelle

**Le tribunal de la Haye a pour mission de briser tout sentiment patriotique en propageant la notion de culpabilité collective du peuple serbe.**

La communauté internationale ne respecte pas les règles démocratiques en Serbie car elle s'emploie à étouffer l'expression des aspirations populaires. La communauté internationale dispose pour cela d'un remarquable instrument d'ingérence dans les affaires intérieures de la Serbie : le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye, véritable laboratoire de dissolution de la volonté populaire serbe.

### Grève de la faim

Le TPIY a pour mission d'écarter du pouvoir et de la vie politique tous les dirigeants serbes qui expriment la volonté de leur peuple et qui refusent, de ce fait, de se soumettre aux diktats de la communauté internationale. Ces dirigeants serbes sont systématiquement inculpés par le TPIY et emprisonnés. L'homme le plus populaire de Serbie, le Dr. Vojislav Seselj est emprisonné à La Haye depuis trois ans. Et s'il est emprisonné, c'est précisément pour l'empêcher d'accéder au pouvoir qu'un grand nombre de Serbes veulent lui confier.

Agé aujourd'hui de cinquante-deux ans, le Dr. Seselj, président du Parti radical de Serbie, s'est rendu volontairement au TPIY en 2003. Le 10 novembre dernier, alors que son procès venait seulement de commencer, le Dr. Seselj a entamé une grève de la faim pour protester contre la violation de ses droits fondamentaux. Il a été examiné dans sa cellule le mardi 5 décembre dernier (au 25<sup>ème</sup> jour de sa grève de la faim) par trois médecins spécialistes qu'il avait lui-même désignés : le docteur Momicilo Babic (Belgrade, Serbie), le docteur Patrick Barriot (Montpellier, France) et le docteur Andrey Kharkin (Moscou, Russie). Le Dr. Seselj refusait en effet catégoriquement d'être examiné par le médecin du Centre de détention ou un quelconque médecin, hollandais ou étranger, désigné par le TPIY.

### Les droits de la défense

Le Dr. Seselj ne cherchait nullement à se soustraire au Tribunal (comme nous l'avons rappelé, il s'est rendu de son plein gré à La Haye). Il exigeait seulement le

par le Dr.  
**Patrick BARRIOT**  
colonel (c.r.)

strict respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux de la défense, en particulier :

- 1) — La levée des obstacles injustifiés mis en place par le TPIY pour limiter les visites de son épouse Jadranka.
- 2) — L'octroi de moyens équitables, financiers et matériels, pour préparer sa défense : mise à disposition d'un bureau et d'une ligne téléphonique lui permettant de communiquer avec son parti, accès à tous les documents du Tribunal en langue serbe et non en langue anglaise, possibilité de s'adresser librement par écrit au Tribunal sans limitation du nombre de mots (ce qui n'est pas le cas actuellement). L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) stipule que tout accusé a droit à disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense.



Vojislav Seselj  
président du Parti radical serbe

Le TPIY met en œuvre des moyens énormes pour tenter de prouver la culpabilité du Dr. Vojislav Seselj et il va faire défiler de nombreux témoins à charge. Les moyens dont dispose l'accusé ne sont bien évidemment pas à la mesure de ceux du procureur : il ne dispose ni du temps ni des facilités nécessaires à l'organisation de sa défense. L'article 6 de la CEDH stipule en outre que tout accusé a le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge et d'obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge.

3) — Le retrait définitif de l'avocat assigné d'office. L'article 6 de la CEDH stipule que tout accusé a le droit de se défendre lui-même. Ce droit est également affirmé par le statut du TPIY, adopté par le Conseil de sécurité, au paragraphe 4 de son article 21. Le Dr. Seselj a toujours affirmé clairement sa volonté d'assurer seul sa défense. Or, tout récemment, le TPIY a annoncé une révision de la procédure en chargeant un avocat d'assurer la défense du

Dr. Seselj contre la volonté de l'accusé. Ceci constitue une atteinte intolérable aux droits de la défense.

À l'issue de leur expertise, le mardi 5 décembre, les trois médecins ont rencontré le président du TPIY, M. Fausto Pocar, pour lui faire part de leur pronostic. Ils ont tout particulièrement insisté sur deux pathologies menaçant le pronostic vital du Dr. Seselj à court terme. Les trois médecins ont également insisté sur l'intensité du stress psychologique auquel était soumis le Dr. Seselj depuis plusieurs années : attente interminable avant le début de son procès, limitation du droit de visite de son épouse Jadranka, nombreux décès de détenus serbes dans des circonstances obscures (le Dr. Seselj fut très affecté, entre autres, par le décès de Slobodan Milosevic), méfiance vis-à-vis du système de soins du Centre de détention et des médecins hollandais désignés par le TPIY (affaire de la rifampicine). Il est incontestable qu'un tel stress aggrave considérablement toute pathologie préexistante.

En conclusion, les trois médecins ont insisté sur le fait que la vie du Dr. Seselj était désormais entre les mains du président du TPIY et qu'un arrêt cardiaque brutal pouvait survenir à tout moment. Ils ont également précisé que le Dr. Seselj n'arrêterait sa grève de la faim que si tous ses droits étaient intégralement restaurés. Le vendredi 8 décembre, un communiqué annonçait la fin de la grève de la faim du Dr. Seselj, le TPIY s'étant engagé à respecter ses droits fondamentaux. La première bataille d'une longue guerre juridique venait d'être gagnée.

### Culpabilité collective

Le tribunal de la Haye a pour mission de briser tout sentiment patriotique en propageant la notion de culpabilité collective du peuple serbe. Pour le TPIY, le peuple serbe a commis des crimes inévitables, il doit se racheter, il doit payer une immense dette collective. Et comment doit-il se racheter ? En donnant l'indépendance au Kosovo, en livrant le général Mladic, en soumettant Banja Luka à Sarajevo.

Ce n'est pas un hasard si l'argument de la faute collective a été employé récemment par M. Marti Ahtisaari, le liquidateur du Kosovo : vous devez « assumer le poids du passé » a-t-il déclaré à la partie serbe. M. Marti Ahtisaari s'appuie sur les falsifications du TPIY. Le crime inexpiable, c'est bien entendu le soi-disant "génocide", ainsi qualifié par le TPIY et uniquement par le TPIY, remis en scène régulièrement par les apparitions théâtrales de Mme Carla del Ponte à Potocari.

Et là encore, nous voyons réapparaître la règle d'or du TPIY, autrement dit la règle du "deux poids - deux mesures". Nous assistons d'un côté à une "surqualification indécente des crimes lorsqu'ils peuvent être imputés aux Serbes alors qu'ils sont constamment minorés ou absous lorsqu'ils sont commis par des musulmans. Naser Oric, le général de l'armée bosniaque responsable du drame de Srebrenica, vient d'être libéré après seulement deux ans d'emprisonnement et il a été accueilli en héros à son retour à Sarajevo.

### Un tribunal sans base légale

Est-il nécessaire de rappeler que Le TPIY n'est pas un tribunal indépendant et impartial, "établi par la loi". Le Conseil de sécurité, par sa résolution 808 du 22 février 1993, a créé un « tribunal international pour juger les personnes présumées coupables de violations graves du droit humanitaire international commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 ». Or la Charte des Nations unies ne permet pas au Conseil de sécurité de créer un tribunal pénal international. Seul un traité adopté par l'Assemblée générale et ratifié par les États parties pourrait asseoir un tel tribunal sur une base légale. Le TPIY ne peut donc être considéré en l'état comme un tribunal "établi par la loi". En outre, les modifications répétées de la procédure que nous observons, toujours préjudiciables aux inculpés serbes, sont contraires au droit. La règle démocratique de la séparation des pouvoirs ne permet pas aux tribunaux de fixer eux-mêmes les règles de la procédure qu'ils sont chargés d'appliquer. Le TPIY prétend lutter contre les "violations graves du droit humanitaire international" tout en violant les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et la Convention européenne des droits de l'Homme.

### Odieux chantage

La "communauté internationale" exerce un chantage odieux sur le peuple serbe à propos de son entrée dans l'Europe. Que dit la "communauté internationale", que dit le TPIY ? Ils disent au peuple serbe : vous n'entrez dans l'Europe que si vous donnez l'indépendance aux Kosovars albanais, vous n'entrez dans l'Europe que si vous livrez le général Mladic au TPIY, vous n'entrez dans l'Europe que si vous acceptez que la Republika Srpska soit dissoute dans une Bosnie musulmane.

En d'autres termes, "vous n'entrez dans l'Europe que si vous reniez votre sentiment national, vous n'entrez dans l'Europe que si vous vendez votre âme au diable de la communauté internationale". Il est consternant de voir la France participer à un tel chantage.

# Irak : incertitudes

Les résultats des élections qui viennent de se dérouler en Irak le 30 janvier ne commenceront à être connus et communiqués qu'à partir du... 6 février. Ce n'est que l'un des paradoxes de cette opération organisée par les forces d'occupation pour instaurer la démocratie dans ce malheureux pays. Les urnes seront pendant des

**La mise en place d'un parlement plus ou moins représentatif suffira-t-elle à engager un processus de normalisation et de sortie de crise ? On ose à peine l'espérer.**

jours à la disposition du gouvernement mis en place par les Américains et leur police. Sans le moindre contrôle international.

## Un pays en guerre

Il suffit de regarder sur nos écrans de télévision, où l'information sur "l'insurrection" irakienne — terme officiellement employé par Washington et Londres — est pourtant minimaliste, pour s'en convaincre.

Certes, les provinces à majorité kurde sont relativement calmes à l'exception des deux grandes villes de Mossoul et de Kirkouk et la zone pétrolière, possible objet d'une future guerre civile. Mais les régions chiites sont très agitées et le triangle sunnite est le théâtre d'une véritable et sanglante guerre. Rien que dans la journée du 30 janvier, dix attentats sanglants ont été commis à Bagdad et le 29, c'est l'ambassade des États-Unis, pourtant l'endroit le plus protégé du pays, qui a été bombardé au mortier, avec plusieurs victimes américaines. Au cours de la journée de dimanche, les attentats ont fait 37 morts.

À l'exception de quelques bureaux de vote ouverts aux correspondants étrangers, notamment dans l'enceinte fortifiée de Bagdad dite "zone verte", la presse internationale n'a eu accès à aucun autre. Et les fameux observateurs et O.N.G. de contrôle ont brillé plutôt par leur absence. Ce qui, d'ailleurs, n'a rien d'étonnant dans le climat d'insécurité régnant dans le pays.

Les adresses des bureaux de vote ont été tenues secrètes jusqu'à la dernière minute, puisque les endroits susceptibles d'en servir étaient objets des attentats à la bombe à répétition. Il en était de même de la plupart des candidats, condamnés d'avance à la mort par les insurgés.

Pour assurer un minimum de sécurité, les autorités avaient instauré le couvre-feu, la circulation des voitures était interdite, les ponts de la capitale et les frontières inter-régionales fermés.

par  
**Pascal NARI**

À la fin de la journée de dimanche et après la fin des opérations de vote, Bagdad a déclaré que 72 % des électeurs y avaient pris part. Ce chiffre était ramené à 60 % (!) lundi matin. Chiffres invérifiables, notamment en raison de la rapidité de sa proclamation. Ce qui n'empêche pas de saluer le courage de celles et ceux qui bravent les risques pour aller voter.

Ce chiffre, néanmoins, mériterait d'être relativisé. La participation pourrait avoir été très forte en pays kurde. Elle n'a probablement pas été négligeable dans le sud chiite. Elle a été, semble-t-il, quasi nulle dans la zone sunnite.

Préfiguration d'une partition du pays, voire d'une guerre civile ? Ce n'est certainement pas le but recherché par Washington. D'autant plus qu'en cas d'une confrontation armée inter-régionale, les deux villes de Mossoul et de Kirkouk et la zone pétrolière seraient l'enjeu principal, donc l'exploitation et l'exportation du pétrole — dont le contrôle par les Américains était le véritable motif de l'invasion du pays — seraient perturbées sérieusement.

## Résultats envisagés

Les chiites étant majoritaires dans l'ensemble du pays, mais pas dans toutes les régions, avec le système de la proportionnelle intégrale, il est hors de doute que les formations ethnico-confessionnelles chiites obtiendront la majorité des 275 sièges du futur parlement ira-

devrait être précisé. Il a condamné les agissements de Mogtada-el-Sadr, dont la relative sagesse actuelle aurait coûté cher aux Américains ; de même, il tente de limiter l'influence des dirigeants de Téhéran et de leurs hommes de main. Mais il voudrait obtenir une république islamique, une législation basée sur la sharia, reléguer les femmes à une condition inférieure, et va réclamer une évacuation rapide du pays, dès l'année prochaine probablement. Étaient-ce les buts recherchés par Washington ?

En favorisant le jeu chiite, les Américains pourraient ainsi avoir ouvert la boîte de Pandore. Une république théocratique soumise à la sharia, dominée par les mollahs, même présentés comme "modérés", ne semble pas correspondre à l'image de la démocratie laïque, modernisatrice et ouverte devant servir de "modèle" au "Grand-Moyen-Orient" de George Bush et de ses conseillers bien couvés.

Ces élections, même douteuses, ont eu lieu. On dira ici ou là, non sans avoir partiellement raison, que cela est déjà un succès. Mais les conséquences politiques en sont, pour le moment, illisibles.

L'invasion américano-britanniques a été illégitime, sans base juridique, sans autorisation de la communauté internationale, et fondée sur un des plus grands mensonges de l'histoire : la possession par l'Irak des armes de destruction massive, et destinée à une mainmise sur les richesses du pays.

L'occupation du pays a été fort mal gérée. L'Irak a été transformé en champ de mines, ses structures étatiques démantelées, son unité brisée.



kien, à la fois pouvoir législatif et constitutionnel.

Parmi plus d'une centaine de listes, celle de l'Alliance unifiée irakienne qui a reçu l'onction du grand ayatollah Sistani, iranien mais en froid avec le régime de Téhéran, semble devoir être en tête. Mais la multiplicité des listes, favorisée par le système de votation et encouragée par les Américains pour leur permettre de jouer les arbitres, rend improbable que les hommes de Sistani puissent dominer à eux seuls le parlement. Il y aura donc palabres, coalitions changeantes et arbitrage de l'occupant.

Le grand ayatollah Sistani est certes un "modéré", mais ce terme

Le déficit budgétaire des États-Unis se creuse de plus en plus pour couvrir les dépenses en Irak. Avec les conséquences que l'on sait pour l'économie mondiale.

Face à ces aspects du problème, la mise en place d'un parlement plus ou moins représentatif suffira-t-elle à engager un processus de normalisation et de sortie de crise ? On ose à peine l'espérer.

À la lumière des résultats défilés du scrutin et de la composition de la future assemblée, on pourra peut-être mieux voir les perspectives d'avenir. Nous reprendrons donc le sujet dans notre prochain numéro.

# LA DISPARITION D'UNE GRANDE DAME

■ La Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte de Luxembourg s'est éteinte à l'âge de soixante-dix-sept ans après avoir lutté courageusement et avec une grande dignité contre la maladie, depuis plusieurs années. Sœur des rois Baudouin et Albert II de Belgique, la princesse Joséphine-Charlotte Ingeborg Élisabeth Marie José Marguerite Astrid épouse, en 1953, le Grand-Duc héritier Jean de Luxembourg et devient Grande-Duchesse du Luxembourg, à la mort de son mari sur le trône en 1964.

Elle eut cinq enfants : la princesse Marie-Astrid qui a épousé l'archiduc Christian d'Autriche, l'actuel Grand-Duc Henri (depuis octobre 2000), le prince Jean, la princesse Margareta qui a épousé le prince Nikolaus de Liechtenstein, et le prince Guillaume.

Durant sa vie, la Grande-Duchesse s'est distinguée par son élégance, sa grande culture et sa passion pour les œuvres d'art mais aussi par son grand cœur et son humanité : elle présida la Croix-Rouge luxembourgeoise et s'employa pour les œuvres sociales et humanitaires de son pays en prêtant une attention toute particulière à la condition et à la santé des enfants.

Ses obsèques ont eu lieu à la cathédrale Notre-Dame de Luxembourg en présence des membres et des représentants de toutes les familles régnantes en Europe.

À son mari, au Grand-Duc actuel Henri de Luxembourg, à ses filles les princesses Marie-Astrid et Margareta, à ses fils les princes Jean et Guillaume, nous présentons toutes nos condoléances.

É. H.



S.A.R. le Prince Jean de Luxembourg, à Byblos, lors de son dernier séjour au Liban, en compagnie d'Elle Hatem

## ACADÉMIE POÉTIQUE ET LITTÉRAIRE DE PROVENCE

### XX<sup>e</sup> GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE ANNUEL

L'Académie poétique et littéraire de Provence ouvre dès le 1<sup>er</sup> mars 2005 son Grand concours littéraire annuel du monde francophone ; les disciplines concernées sont : la poésie classique et libre — le roman, la nouvelle, le conte et les ouvrages divers. Les sujets sont libres.

La date limite d'acceptation des textes est le 20 mai. Le palmarès est proclamé dans la 2<sup>e</sup> quinzaine de juin.

"Le Trophée de l'Académie", des prix et attestations de valeur littéraire et, pour la première année, des œuvres de "Lauréats aînés" devenus académiciens de Provence, récompensent les lauréats nouveaux qui pourront aussi être admis au sein de l'Académie.

Pour participer, il faut au préalable demander le règlement du concours en joignant une enveloppe avec adresse, timbrée à 0,50 euros à Martine Olmo, secrétaire perpétuelle, 16 impasse les Claudes 13720 La Bouilladisse (siège de l'Académie). Contacts : téléphone au 04.42.62.90.29.

Le nouvel ordre mondial réserve des surprises fort désagréables pour les peuples...

## WASHINGTON-BAGDAD

## LA FARCE

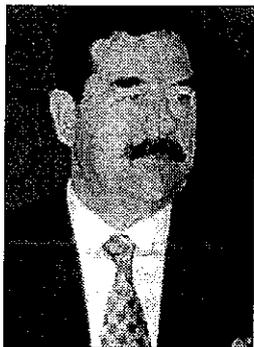
Après la gesticulation militaire contre l'Irak, qui aurait coûté un milliard de dollars aux contribuables américains, voici que Washington tente de monter publiquement une opposition expérimentale contre le régime de Bagdad.

Parmi la soixantaine d'organisations d'opposants à Saddam Hussein, composées parfois d'une ou deux personnes, l'une d'entre elles a été choisie par les autorités américaines, et va recevoir jusqu'à quatre-vingt-seize millions de dollars d'aide, ouvertement votée par le Sénat, afin de renverser le régime de Bagdad.

À Londres, le secrétaire au Foreign Office, ministre des Affaires étrangères, a reçu pour sa part devant les caméras de télévision du monde entier, deux douzaines de leaders d'opposition extérieure au régime de Saddam Hussein pour les exhorter à s'unir afin d'aider au renversement du Raïs irakien et soutenir dans ce sens la démarche américaine !

Procédés non conformes au droit international et aux usages diplomatiques et condamnés par la charte de l'O.N.U. comme le ministre français des Affaires étrangères l'a remarqué. De tous temps, depuis la lointaine Antiquité perse et romaine jusqu'à nos jours les puissances ont participé aux changements et renversements dans d'autres pays. Jamais, depuis des décennies, de cette manière. La discrétion et la non publicité ont été, devraient être, de règle.

Les Américains croient que les autres peuples doivent obligatoirement les admirer et les aimer, applaudir et louer leur politique



Saddam Hussein désigné comme cible

nécessairement humaniste et démocratique.

Dans le cas de l'Irak, force est de constater qu'il faudra au moins deux ou trois générations pour que la rancune et la haine des Irakiens envers l'Amérique commencent à se dissiper. Choisir, financer et appuyer ouvertement un leader irakien pour renverser le régime de Saddam Hussein c'est vouloir le discréditer et le condamner d'avance. Et le désigner comme cible pour les tueurs du Raïs !

## Une bévue notoire

Manque de savoir-faire et de tradition de la diplomatie américaine, sans doute. Mais aussi opération de politique intérieure pour dire aux électeurs américains qu'on fait quelque chose après le non succès des menaces militaires.

De la part de Londres cette attitude est plus étonnante. Les Bri-

tanniques possèdent une profonde connaissance de la région, de ses mœurs et traditions ; et encore aujourd'hui leurs experts en la matière sont considérés comme les plus fiables. Cette opération super médiatisée n'est pas du tout dans les manières du Cabinet de Londres. À moins que l'arrivée au pouvoir de la gauche au Royaume-Uni ne soit à l'origine de cette bévue notoire. Comme l'"affaire Pinochet" d'ailleurs.

La manière intelligente de promouvoir un mouvement d'opposition crédible contre Bagdad eût été de l'encourager non à prendre la défense de l'Amérique contre les Irakiens, mais tout à fait l'inverse, par exemple en souhaitant la fin du blocus afin d'atténuer les souffrances du peuple d'Irak, et critiques même la politique américaine.

Le mal est fait. Ces démarches s'apparentent plutôt à des bouffonneries, vont renforcer la position de Saddam Hussein et faire de lui, encore davantage si cela est possible, le champion de la cause arabe. Ce qu'il est loin d'être.

On ne peut qu'approuver dans ces conditions les doutes et les sarcasmes exprimés récemment par le président égyptien Hosni Moubarak sur l'attitude de Washington et de Londres, qu'il juge, à juste titre, comme une faute grave.

Le nouvel ordre mondial imposé par des cercles plus ou moins occultes et des "grands intérêts" nous réserve chaque jour des surprises fort désagréables dont les peuples, hélas, vont devoir payer la lourde facture.

Pascal NARI

## Ressusciter la France

■ Après des années de destruction, tout est encore possible. La France peut très vite redevenir la reine des nations, riche, prospère et heureuse. Chaque Français deviendra deux fois plus riche en dix ans ou moins. Tous les problèmes que le socialisme continue, aujourd'hui même, à créer se résoudront : chômage, écroulement de retraites, banlieues en perdition, écoles en désordre, désertification des campagnes, etc... Cela paraît irréaliste pour certains. Mais, si la France se mettait à rêver... Tel est, en effet, le titre du nouvel ouvrage de Michel de Poncins, économiste, écrivain, conférencier, fondateur de l'association Catholiques pour les libertés économiques.

L'auteur ne nous dit pas comment la libération de notre pays surviendra, bien qu'il affirme que le pouvoir est tellement vermoulu qu'elle se produira plus tôt que l'on pense ; l'histoire est toujours imprévisible. Qui aurait songé à l'écroulement du mur de Berlin ?

« La libération, c'est la richesse pour nous tous ». Michel de Poncins le démontre avec sa vivacité habituelle. Nous apprenons que la richesse de la France et de chacun doublera en moins de dix ans.

Première source de richesse : la chute des prélèvements obligatoires. L'auteur les évalue aujourd'hui à 65 %. On est obligé de penser avec lui que c'est possible. Mais alors, dira-t-on, les 45 % non prélevés correspondent à des services rendus par l'État ou ses dépendances et il faudra bien rémunérer autrement ces services. Michel de Poncins rétorque par avance cette objection dans un chapitre consacré à l'usage réel de l'argent public. Par ailleurs, il démontre comment les politiques créent les calamités successivement de sorte que les dernières effacent les premières. « La

loi des calamités peut être remplacée par l'effet tornade », souligne l'auteur. « Ce que l'un fait pour s'enrichir aide les autres à s'enrichir à leur tour. Or, les ressources sont là, à portée de la main, dans d'innombrables gisements qu'il suffit de réveiller. Les cinquante recommencent à travailler, les jeunes qui partent à Londres reviennent, les artisans et les commerçants peuvent prospérer sans limites, le capital revient de l'étranger, les entreprises rapatrient leurs usines du Sri Lanka ou d'ailleurs ; et même, ô surprise, les politiques cessent de nuire, chacun découvrant qu'il peut, enfin, commencer à servir. Les gouffres financiers que le pouvoir crée tous les jours, futurs scandales du millénaire, s'inversent et deviennent à leur tour des gisements ».

L'auteur ajoute : « L'abondance succède à l'horreur économique dont la seule cause est le socialisme. C'est la fin de la pauvreté, de l'ignorance et de la laideur. Pour que la tornade arrive, il suffit que les Français se libèrent ».

Les chiffres avancés dans ce livre sont étonnants. Les calculs que fait l'auteur sont difficiles mais toujours établis avec prudence et en dessous de la réalité. Il mentionne, par exemple, ce qu'il appelle des petits chapitres. Au titre de ces petits bénéfices, il range la récupération du territoire. Ce dernier est pollué par un zonage multiple, contradictoire et coûteux. Il n'appartient plus aux législateurs professionnels mais à des fonctionnaires incompetents qui décident selon leur bon plaisir. La récupération du territoire par les Français sera en lui-même un grand facteur de richesse.

Élie HATEM  
\* Michel de Poncins : *Et si la France se mettait à rêver*. Ed. Odillon Média, 240 p, 130 F.

## Connaitre la géopolitique

■ Depuis qu'un juriste suédois, Rudolf Kjellen, a inventé en 1900 le terme "géopolitique" les adeptes de cette science se sont multipliés. Deux d'entre eux, Aymeric Chauprade et Francis Thual nous proposent aujourd'hui un *Dictionnaire de géopolitique* qui permet de saisir l'étendue de son domaine où interfèrent l'histoire, la géographie et les sciences politiques. La géopolitique s'attache aux invariants des États et fait comprendre beaucoup de leur comportement. Elle montre que, sur le long terme, les données de leur géographie commandent leurs choix malgré les détours de l'histoire. Derrière les apparences - et le "cinéma" auquel se livrent souvent les puissants du jour - elle découvre les intérêts profonds des États.

L'ouvrage comprend quatre parties :

1/ La géopolitique de chacun des États du monde,  
2/ Les dynamiques géopolitiques illustrées par des cartes sur les champs de forces qui se déploient entre les États,

3/ Les concepts de la géopolitique,

4/ Les géopoliticiens, français et étrangers.

C'est la troisième partie qui retient surtout l'attention. Elle nous introduit dans le monde de la géopolitique en expliquant les principaux vocables auxquels elle recourt. Elle est une incitation à considérer les événements du monde suivant une méthode de réflexion originale.

Certains articles méritent particulièrement l'attention car leur lecture est aussi instructive que passionnante : *Idéologie et géopolitique, Impérialisme, Insularité, Mondialisation, Prolifération étatique*. Les auteurs rappellent que Richelieu s'opposa au projet de la Contre Réforme défendu par les Habsbourg « parce qu'il dé-

fendait la raison d'État française, et non l'idéal catholique ». Ils poursuivent : « Incarnant le triomphe des logiques géopolitiques, le cardinal de Richelieu avait ainsi pu affirmer que : "l'État n'a pas d'immortalité, son salut c'est maintenant ou jamais..." ».

Les auteurs soulignent que « l'idéologie reste, par essence, sous l'emprise de la géopolitique ». Lorsque Fidel Castro a perdu le soutien de l'U.R.S.S. face aux États-Unis, il s'est tourné vers le Vatican pour disposer d'une alliance de rechange. Si le Pape n'a pas de "divisions", il détient un pouvoir moral considérable...

## La mondialisation

Chauprade et Thual rappellent qu'en 1900 on comptait à peine une quarantaine d'États ; en 1997, ils sont plus de 180 et cette prolifération n'est sans doute pas terminée. Plus de 45 d'entre eux sont des États insulaires : les îles ont par nature leur personnalité et les archipels tendent à éclater. Anjouan, dans le canal de Mozambique, est dans le vent de l'histoire !

Alors, quid de la mondialisation ? Au XX<sup>e</sup> siècle, les empires se sont effondrés. La forme d'organisation politique la plus solide est celle de l'État-nation. La mondialisation n'a pas rendu caduques les données qui régissaient précédemment les relations entre les États. Derrière la mondialisation, les États-Unis cherchent à assoier leur prépondérance tant politique qu'économique ou culturelle.

Cet ouvrage nous paraît indispensable à tous ceux qui ont résolu de s'occuper de politique en termes réalistes.

Pierre PUJO

\* Aymeric Chauprade et François Thual : *Dictionnaire de géopolitique*. Ed. Ellipses, 622 pages.

## LE SALON DU LIVRE DE TOULON

■ Du 13 au 15 novembre s'est tenu le Salon du Livre de Toulon, "l'autre salon" comme le qualifiait la belle presse de la région en tête d'articles aussi courts que venimeux.

Cette année, cette manifestation culturelle avait pour thème *La mer*. On ne s'étonnera donc pas que les deux premiers prix aient été attribués à Ely Boissin pour son livre *Faits de vague et de vent* (1) et à Jean Vialate pour *Agenda marin* (2), superbe album préface par Eric Tabarly peu de temps avant sa disparition. Ces prix furent remis aux intéressés par Patrice Mourichon, adjoint au Tourisme, et par Louis Soccoja, adjoint à la Culture.

Le Grand Prix de la Ville de Toulon fut attribué à Judith Cabaud pour *La blessure de Jonathan P.* (3) qui est l'histoire d'un Juif de Brooklyn et la Médaille de la ville de Toulon au docteur Dor. En la lui remettant Jean-Marie Le Chevallier rappela que sa mère, qui exerçait la profession de sage-femme, avait aidé à mettre au monde plus de quinze mille enfants.

Comme toujours l'atmosphère du Salon fut chaleureuse et sympathique. Une chanteuse québécoise charma nos oreilles durant ces trois jours ; Julien Lepers, bravant l'ostracisme, anima des jeux le samedi après-midi, tandis que Pierre Balthazar organisait diverses tables rondes sur les voies navigables au Québec !

L'organisation placée sous la responsabilité de Michel Schmitt, président du comité des fêtes, était parfaite : ses collaborateurs étant, comme chaque année, aux petits soins avec leurs hôtes.

De ceux-ci, je traiais les noms afin de ne pas faire de peine à ceux qui, par mégarde, les risqueraient d'oublier. Remercions seulement le maire et la ville de Toulon de leur hospitalité envers les auteurs et les libraires maudits que nous sommes.

YVES LENORMAND

(1) Ely Boissin : *Faits de vague et de vent*.  
(2) Jean Vialate : *Agenda marin*. Ed. Coeurs de France, 169 F. 225 p.  
(3) Judith Cabaud : *La blessure de Jonathan P.* Ed. L'Age d'Homme, 90 F. 198 p.

# Charles HÉLOU

L'ancien président de la République du Liban, Charles Hélou, qui est mort le 7 janvier 2001, à l'âge de 87 ans, était l'un de ces très grands Libanais qui ont fait rayonner leur petit pays dans le monde.

Après ses études de droit à la fameuse Université Saint-Joseph de Beyrouth, qui vient de célébrer ses 125 ans, il avait commencé sa carrière en 1934 comme rédacteur en chef du quotidien *Le Jour*, dont son successeur *L'Orient-Le Jour* reste



un des fleurons de la presse francophone. À l'instar des grands journalistes et intellectuels libanais de l'entre-deux-guerres (Georges Naccache, Michel Chiha...), Charles Hélou était abonné à *L'Action Française* et toute sa vie il resta fidèle au souvenir de Charles Maurras.

Ambassadeur au Vatican, ministre de la Justice, puis ministre des Affaires étrangères,

il était devenu président de la République en 1964. À ce titre, il fut l'hôte du général De Gaulle en 1965. Au début des années 1970, il fut l'un des promoteurs de la francophonie internationale, président notamment l'Association des parlementaires de langue française. Grand patriote, animé d'une immense foi dans le Liban, « dans sa vocation, dans sa mission arabe et humaine, dans son destin intangible », ce chrétien ardent était le plus tolérant des hommes, attaché à la bonne entente entre toutes les communautés qui composent le pays du Cèdre, convaincu que le Liban doit être « un pays de libertés parce que pays de minorités ».

Charles Hélou était un érudit, capable de réciter tout le théâtre de Racine. Il était un amoureux de la France et de la langue française. Il aimait à dire que « la francophonie n'est pas pour le Liban l'envers de l'arabité. Elle est son complément », car il était attaché à la vocation de son pays d'être la phare spirituel et culturel de la Méditerranée orientale.

Charles Hélou était le symbole du Liban éternel et impérissable, celui de la spiritualité, de l'humanisme et du dialogue des civilisations.

Charles SAINT-PROT

# Suzanne LABIN



Née quand la guerre de Quatorze fut déclarée, comme si elle était vouée, dès sa naissance, à souffrir toutes les guerres de notre siècle, issue d'une modeste famille d'ouvriers, Suzanne Labin réussit à grimper très vite les échelons de la société. Elle obtint une licence ès-sciences de la Sorbonne, le diplôme de l'École des Hautes Études Sociales Internationales, le doctorat honoris causa de la Faculté des Sciences appliquées de Londres.

Elle se rendit compte très vite des horreurs du communisme et, bien avant Soljenitsine, elle fut la première à en dénoncer les crimes. Son livre retentissant *Staline le Terrible* lui valut une renommée internationale, car traduit en dix-sept langues, et lui a permis d'être saluée par le Sénat américain comme la « Jeanne d'Arc de la liberté ».

Durant toute sa vie, elle a offert une démonstration éclatante de ses qualités de constance, de courage et de clairvoyance, au travers d'analyses rigoureuses liées à sa formation scientifique, du caractère monstrueux du système soviétique à partir de postulats puisés dans la dénonciation des situations conjoncturelles des débuts de la Révolution industrielle du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Elle a collaboré pendant plusieurs années à notre journal, *d'Aspects de la France à L'Action Française Hebdo*, en poursuivant la démythification des diverses formes de totalitarisme inspirées par cette même pensée, des ravages causés dans les pays qui en étaient victimes et de la me-

nace qu'ils faisaient peser sur l'avenir du monde libre.

Elle a eu à son palmarès vingt-cinq ouvrages. Parmi ses initiatives, elle a inspiré l'article 4 de la Constitution française de 1958 contre les partis totalitaristes, animé plusieurs campagnes et pétitions de solidarité avec les insurgés hongrois en 1956. Elle a écrit et distribué des dizaines de brochures sous l'égide de la Ligue Internationale de la Liberté dont elle était la présidente, dont une *Lettre ouverte* qu'elle avait adressée aux présidents De Gaulle et Kennedy pour conjurer la politique de suicide suivie à l'époque par l'Occident vis-à-vis du Katanga. Elle avait de même produit un film qui fut projeté à Paris sur les écrans de télévision, intitulé *À Berlin se joue la liberté*.

## Une guerrière

Elle a obtenu plusieurs décorations : grand officier du mérite européen, prix de la liberté, commandeur de l'ordre du mérite culturel et philanthropique de France, prix de la liberté de l'Association des nations captives, prix Henri Malherbe de l'Association des écrivains combattants, la Légion d'Honneur hongroise...

Étudiant à Paris, dans mes premières années de droit, j'ai rencontré cette femme de fer au corps frêle, cette guerrière. Je devenais de plus en plus séduit par sa rigueur et sa lucidité et me suis engagé à ses côtés, l'invitant à des débats politiques, à des émissions que j'animais sur la radio polonaise, *Solidamosc*, affiliée au mouvement de résistance polonaise de Lech Walosa. Je me rendais de plus en plus compte que Suzanne Labin possédait, en don de nature, un cerveau politique comme il y en a peu chez les hommes : en outre le goût de s'attaquer aux problèmes les plus amples, le courage intellectuel et une résistance exceptionnelle à la fatigue.

Je lui consacrai alors une biographie intitulée *L'Étonnante Suzanne Labin*, vanant son courage, son combat, son zèle, son message : liberté. Ce fut la vocation de Suzanne Labin : elle fut plus qu'un cri, un hymne à la liberté.

Élie HATEM

### ÉTUDIANT À BEYROUTH...

Le 19 octobre 1978, Charles Hélou accordait un grand entretien à *Aspects de la France* où il exprimait sa confiance dans l'avenir de Liban, alors en pleine guerre civile attisée par l'étranger. Recevant quelques jours auparavant à Paris, Pierre Pujo et Michel Fromentoux il leur avait rappelé qu'étudiant à Beyrouth au début des années 30, il lisait chaque jour *L'Action Française*. Il se souvenait en particulier de la polémique entre Maurice Pujo et Georges Bernanos au moment où celui-ci avait rompu avec l'A.F.

## L'ORDRE DES MOTS

### L'INFORMATIQUE PARLE FRANÇAIS

On ne cesse de crier à nos oreilles, comme qui verserait dans un entonnoir, ainsi que disait le bon ancien, que le français est inapte aux réalités modernes. On incrimine son incapacité par nature linguistique, pauvre qu'il serait en vocabulaire – ah ! l'épaisseur des dictionnaires anglais ! – corsé par une syntaxe Louis XV (si l'on reconstruit en Voltaire le créateur de la prose moderne). L'innovation, de surcroît, serait bridée par une tradition étroitement normative, scolaire et parisienne. Plus souvent encore, on invoque les grandes réalités extérieures : les inventeurs nomment les choses, or, les inventeurs, ce n'est plus nous (trop peu nombreux, trop âgés, trop absorbés par la paperasse et les réunions préparatoires aux assemblées générales). On ne peut reprocher aux gens de métier dont l'atticisme n'est pas le souci constant d'employer les mots de leurs interlocuteurs. Ainsi serait à l'œuvre la noire nécessité.

Il n'en est rien, les techniques huronnes les plus courantes en sont la preuve. Aux logiciels et hardware venus du Delaware dans les années soixante, la langue a prêté le "logiciel" et "matériel".

Sait-on que le banal "ordinateur", qui ne l'est pas tant puisque le reste du monde dit computer, a dû l'existence à un professeur de latin de la Sorbonne, le regretté Jacques Perret, spécialiste de Virgile, qui le proposa par lettre à I.B.M.-France ? Il suffit souvent de vouloir.

### Le combat peut être gagné

Dans le domaine récent du courrier électronique, l'"arobase", repris des vieux typographes ("un à rond bas"), lutte à égalité avec at, pourtant

plus claire et brève désignation de domiciliation (pourquoi pas le latin ad ?), afin de nommer le symbole qui ome les adresses. Mail et e-mail, après des tentatives peu concluantes d'apprivoisement ("mail" et "émail", paronomasies (et non paronomases) absurdes pour le sens ; on aurait pu songer à "malles") sont concurrencés par "courrier électronique", un peu lourd et désignant plutôt le procédé que l'accès à celui-ci ou qu'un message ; mais pourquoi ne pas dire : "boîte aux lettres électronique", qui s'entend, et "lettre électronique" ? ; le Québec a proposé l'ingénieux "courriel", qui se répand. Il engendre avec "logiciel" et "matériel" une série de suffixes en -el, de termes d'informatique. C'est peu satisfaisant : d'un côté, on joue sur les mots, les deux autres ayant été formés à l'aide du suffixe issu du latin -alis et "courriel", par abréviation d'"électronique" ; d'un autre côté, cette troncature, procédé de novlangue est étranger à nos habitudes de formation de mots : à quand le courripap pour la poste aux lettres ? Enfin, il ne désigne qu'inexactement une boîte aux lettres ou un message. On préférera donc, à mon avis, la série "courrier, boîte aux lettres, lettre électronique" (à moins qu'on ne veuille aussi de boîte et lettre. ?). Quant à net et web, réseau en fournit l'équivalent.

Voilà qui prouve que le combat terminologique peut être gagné. Ce succès doit encourager à livrer les autres batailles données pour perdues d'avance, celle de l'éradication de l'emploi du français dans la vie professionnelle (voir le Corps européen de défense évoqué dans un précédent numéro de L.A.F. 2000) et celle de sa clochardisation, présentée par ses défenseurs de gauche comme la voie du salut.

Jean-Pierre ROTHSCHILD

### L'ACTION FRANÇAISE : TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (1 an) .....	480 F	5. Abonnement de soutien (1 an) .....	960 F
2. Premier abonnement Étranger (1 an) .....	550 F	6. Étudiants, militaires du contingent, occasionnistes, chômeurs (1 an) .....	295 F
3. Abonnement ordinaire (1 an) .....	900 F	7. Outre-mer (1 an) .....	900 F
4. Abonnement de six mois .....	440 F	8. Étranger (1 an) .....	955 F

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Ville ..... Tél. ....

Code postal .....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à *L'Action Française* 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A



- ▼ La Messe
- ▼ Le bénédicité
- ▼ Prière du soir

## CHRISTIMAG

- Lire
- Ecouter
- Voir
- Surfer
- Voyager

Ces mouvements ont profité de l'imbroglio libanais et de la fragilité de ce pays meurtri par la guerre pour y installer leurs camps d'entraînement et leurs structures. Des enjeux politiques et financiers ont encouragé ces mouvements et l'on assiste, jusqu'à nos jours, à une situation complètement irrationnelle de soutien et de condamnation de ces organisations qui demeurent très structurées sur le plan logistique et militaire.

Très vite, le contrôle de ces mouvements est devenu impossible, l'esprit de leurs partisans étant totalement embrigadé par des doctrines fondées sur des dispositions détournées du Coran et une jurisprudence (« Fokh ») mal interprétée de l'islam. Ainsi, ces « Fous de Dieu » fanatisés et aveuglés par ces doctrines, croient pouvoir arriver à leur salut en islamisant les « infidèles » et les « détracteurs de l'islam ». Bien que certains n'y adhèrent que pour des raisons financières (dans les années 80, l'Iran payait 100 dollars américains de jeunes garçons afin qu'ils s'habillent en femmes voilées pour favoriser la mode du port du voile chez les femmes, le « Hijab »), la majorité du peuple, plongée dans la misère qui engendre l'illétrisme et le désespoir, s'est laissée entraînée dans ce courant. Une nouvelle solidarité s'est aussi instaurée entre les islamistes chiïtes et les islamistes sunnites.

Une totale confusion règne sur la manière de juger la détermination des véritables dirigeants islamistes. Une chose est sûre : ces mouvements sont dotés de structures militaires prêtes à aller à l'assaut, capables d'agir en guérillas urbaines. Une formation est assurée aux jeunes volontaires afin de commettre des actes de terrorisme aveugle dans l'objectif de déstabiliser la scène internationale. Une organisation financière est chargée d'alimenter ces mouvements grâce à des trafics notamment de drogue (la plaine de la Békaa au Liban sert à la plantation du cannabis dont la vente procure de gros bénéfices).

À qui profite le crime de ces « fous » ? À ceux qui tirent bénéfice de la déstabilisation des États et du détournement de l'opinion publique, en créant chez elle une psychose sur un danger tout autre que celui qui la menace réellement et substantiellement. Les enjeux économiques et financiers ne doivent pas non plus être négligés. L'avenir nous révélera les répercussions de ce nouveau fléau qui a succédé au communisme. Tout laisse à croire que ces Fous de Dieu sont en réalité au service de Satan...

Elie HATEM est avocat international, professeur à l'université de Boston.

© [DECRYPTAGE] Agence catholique de presse et d'analyse, tous droits réservés. Droits de reproduction totale ou partielle autorisés sous réserve de citer la source. Les informations contenues dans cette rubrique ne peuvent être exploitées commercialement ni diffusées sur le web sans autorisation spéciale, et dans la limite des droits d'auteur. Décryptage-AFSP, 83 rue Saint-Dominique F75007 Paris

encourageant la petite entreprise privée, assouplissant les contrôles, facilitant même les déplacements des citoyens à l'étranger. On y vivait incontestablement mieux, on respirait un peu plus librement que partout ailleurs dans le monde communiste.

Au cours des années qui ont précédé la chute de l'empire soviétique, la Hongrie était même

critique à l'égard de l'Occident, d'abord. Les néo-communistes, tout en acceptant le principe de l'économie libre, ont su habilement dénoncer et exploiter la mainmise de certaines grandes sociétés occidentales, allemandes et américaines surtout, sur l'économie du pays et les excès de la société de consommation.

« développement économique national », « du sang, des sueurs et des larmes » pendant deux ans pour sortir de la crise. Encore un discours séduisant pour certains Hongrois.

Les néo-communistes ont, enfin, bénéficié des réseaux de l'ancien régime et de sa police secrète, probablement de fonds

en Pologne, ils sont revenus au pouvoir, « démocratiquement », il est vrai. Serait-on qualifié d'anticommuniste primaire si on disait que, malgré l'effondrement soviétique, le danger communiste est loin d'être imaginaire, que la bête immonde n'est pas morte ?

Pascal NARI

# LIBAN

## Chrétienté - Solidarité - Criminalité

Il y a un mois environ, Samir Geagea (sur-nommé « docteur », tout en étant médecin sans diplôme) est arrêté par les forces de l'ordre libanaises et traduit en justice, soupçonné d'un crime odieux : un attentat à l'explosif dans une église, en pleine messe, qui a coûté la vie à des chrétiens. Motif de l'attentat : à quelques jours d'intervalle du massacre de la mosquée d'Hébron, Geagea voulait rendre service à ses amis israéliens en détournant l'attention de l'opinion publique internationale vers un nouveau massacre qu'il voulait faire endosser par des musulmans fanatiques (chose inconcevable quand on apprend que les charges ont été placées dans le marbre de l'autel et à l'intérieur de l'orgue : qui pouvait tranquillement faire tout ce travail, en pleine zone chrétienne, dans une église bien gardée, s'il n'était pas un habitué des lieux, pour écarter tout soupçon ?). Il voulait aussi recréer un clivage interconfessionnel au Liban qui lui permettrait de regagner une place politique après l'échec de ses démarches auprès de Damas. Il avait tout fait auparavant pour rencontrer Hafez el Assad, maître de l'échiquier politique au Liban, pour lui demander soutien. Mais ce dernier ne lui fait guère confiance compte tenu de son passé comblé de trahise et d'opportuniste. Il est vrai que c'est grâce à l'artillerie des forces libanaises (ou Forces syro-libanaises), en octobre 1989, que la Syrie avait réussi son assaut sur Baabda et mis fin à tout esprit de résistance et d'indépendance au Liban. C'est grâce à Samir Geagea que la Syrie a réussi à occuper la totalité du Liban, occupation

qu'elle partage avec Israël, mais la Syrie n'oublie pas qu'au sein du gouvernement qu'elle avait mis en place à la suite de cette invasion, Geagea agissait en agent double pour le compte d'Israël. Hafez et Assad, vieux politicien rusé, ne pouvait pas non plus faire confiance à quelqu'un qui a trahi son pays, sa communauté et sa foi. Bien que Geagea soit venu en Syrie le rencontrer pour les condoléances, à la suite du décès de son fils Bassel, le président syrien ne lui prêtait pas trop d'importance. Point de sentiment pour ce dictateur qui avait massacré son propre peuple, à Hama et avait mis en cendres le Liban !

Samir Geagea avait transgressé son patriotisme, sa foi ainsi que le droit. Il a fait usage du christianisme et profité de la bonne foi des autres pour sa réussite personnelle, car la guerre lui a assez rapporté pour construire un palais à Ghodrass et offrir des diamants à son épouse et à ses maîtresses.

### Un parcours criminel

En 1977, Geagea commence son parcours criminel en assassinant, de sa propre main, Tony Franjeh (fils aîné du président Sleiman Franjeh chrétien catholique), sa fille et son épouse, dans leur maison de la même manière dont a été assassiné Dany Chamoun, son épouse et ses deux enfants en 1989. Geagea porte toujours dans son épaulement la marque de cet odieux crime qui a été perpétré pour des raisons financières. Il essayait de se défendre, Tony Franjeh avait

tiré une balle qui avait atteint l'épaule de l'assassin. Le pire est que ce dernier, dix-sept ans après ce crime, le jour de son arrestation à l'issue de l'attentat de l'église, ait déclaré à la presse. « ... Si on m'arrête pour ce que j'ai fait aux Franjeh, c'est sur ordre de Béchir et de Pierre Gemayel que je les ai tués » (Al Anouar, 19 avril), une façon de se blanchir de ce crime en retenant la responsabilité sur la mémoire de Pierre et de Béchir Gemayel.

L'enquête qui a lieu en ce moment à Beyrouth à la suite de l'arrestation de Geagea suggère aussi qu'il pourrait être derrière l'assassinat de Dany Chamoun. Bien entendu, il devait avoir la bénédiction de la Syrie qui lui rendait service à l'époque. Grâce à lui, la communauté chrétienne a pu être vaincue... Ce n'est pas la première fois que Geagea trahissait sa communauté et sa foi : en 1983 n'avait-il pas sacrifié les chrétiens de la Montagne alors qu'il siégeait, dix ans plus tard, avec Walid Joumblatt, son adversaire dans le même gouvernement ?

Plutôt que d'apporter son appui à ce triste souveraineté du Liban et sa libération des troubles étrangers, il n'est pas question aujourd'hui de clivage confessionnel dans ce pays. Le seul clivage se situe entre libanais nationalistes, patriotes, d'une part, opposés aux traités, colporteurs et soumis, d'autre part. C'est dommage, en soutenant Geagea par solidarité comme certains le font en France, d'associer la Chrétienté à la criminalité.

Elle HATEM

de l'Union européenne conduit à une organisation d'une grande complexité qui ne peut déboucher que sur la paralysie. Gérard Lafay est partisan d'une part d'un système confédéral ouvert à tous les pays d'Europe dont il respecterait la souveraineté et les particularités, d'autre part, de communautés recevant des missions spécialisées à l'image des accords qui ont permis la construction de l'Airbus ou de la fusée Ariane. En somme, une Europe à géométrie variable, comme le commande le réalisme.

Un ample débat avec l'assistance, dirigé par Henry de Lesquen, président du Club de l'Horloge, a suivi la conférence. Il a fait ressortir que ce qui manque le plus à l'Europe, c'est l'existence. La Commission de Bruxelles se comporte comme un super-gouvernement, mais elle n'a aucune assise populaire. La volonté, la force ne résident pas dans une Europe mythique, mais dans les nations car celles-ci sont le siège des véritables solidarités. C'est en s'appuyant sur le sentiment national que les peuples européens retrouveront le dynamisme qui leur permettra de résoudre les redoutables problèmes économiques et sociaux auxquels ils sont affrontés.

Pierre PUJO  
(1) Ed. Economica.

Service minitel  
**3615 ROYAUTÉ**  
L'actualité par téléphone  
**36.68.17.94**  
Le bottin royaliste  
**36.70.17.94**

jour se déclencha  
re la vie chère. P  
alité n'avait d'autr  
quelques ateliers d  
ou à l'Ecole militair  
alité n'avait plus gu  
chahut grandissant  
présentants à l'asse  
été élus le 19 sept  
béissait, pas plus à  
La Fayette, comme  
iale. Chacun des so  
en municipalité auton  
s les meneurs commu  
néros" de la Bastille  
orateur déchaîné du

était donc dans la r  
ite une foison de jou  
es Révolutions de Pai  
certains numéros ét  
moulines, tirés à deu  
faisaient des ravages  
euple d'un Suisse  
isé français, Marat : i  
faisait des lectures  
emblées de sections  
faisait aussi *Le Cour*  
d'un ancien commis  
es domaines à Vers  
qui faisait largement  
bespierre. Le pamph  
rs intitulé *Discours*  
*iens*, paru le 15 sept  
même tout un progr  
les foules révolutionn  
pendre aux réverbèr  
naient pas). Le 20 se  
publia un discours i  
ait pas pu prononc  
re le veto royal (2).

e de la Cour

te paperasse soi-d  
nstillait chez les Paris  
Cour. D'où l'idée, de pl  
il fallait arracher le R  
l'amener à Paris pour l  
même coup on irait che  
e mieux peser sur leur  
ons... On poussait les  
aient Paris en quête

MOI, JE

AU I

DUITS HAUT DE C  
(BAPTÊMES - C

LES DRAGÉES

EN VRAC ET

LES CHOCOL  
LES SPÉCL

ROYAL

IER  
Pépinère

a réduit massivement son aide à la résis-  
tance, tandis que l'assassinat du président  
Zia et l'arrivée au pouvoir de Mme Bhutto au  
Pakistan aboutissaient à une "réévaluation"  
du soutien de ce dernier aux combattants de  
la liberté afghans.

De l'autre côté, Moscou, malgré la crise  
grave que traverse l'Union soviétique, a  
accentué son aide au régime de Kaboul.  
Depuis le 15 février, plus de 1,5 milliard de  
dollars d'équipements militaires sophistiqués  
ont été fournis aux communistes afghans.



## Les Églises orientales et leurs droits

**A** une époque où l'Église catholique uni-  
verselle se trouve en butte à divers  
problèmes fondamentaux touchant à  
l'œcuménisme, à l'éthique, à la politique et à  
la vie sociale, les Églises catholiques orienta-  
les attendent, non sans inquiétude, la promul-  
gation prochaine d'un code de droit canonique  
commun. Ce code est un pas en avant  
vers l'instauration d'une meilleure collabora-  
tion entre elles-mêmes d'abord, et ensuite  
entre chacune d'elles et l'Église catholique  
latine. Les Églises orientales catholiques et  
l'Église latine, dans leur communion, et sous  
la présidence de l'évêque de Rome, consti-  
tuent l'Église catholique universelle.

Le qualificatif "oriental" vient de la division  
de l'empire romain en occidental et oriental  
sous Dioclétien en 285, division confirmée  
par ses fils Théodose I, Arcadius et Honorius  
en 395. A l'époque, les Églises orientales cor-  
respondaient à une dénomination territoriale.  
Aujourd'hui, ces Églises comprennent toutes  
les Églises spirituelles ou sui juris (de droit  
propre) qui se trouvent dans le territoire anti-  
que de l'empire oriental ou en dehors de lui,  
mais où vivent des fidèles orientaux (Russie,  
Hongrie, Perse, Roumanie, etc.). Cette déno-  
mination est aujourd'hui territoriale et  
personnelle.

Dans son livre *Les Églises orientales et  
leurs droits, hier, aujourd'hui... demain*, le  
père Saïd Elias Saïd, prêtre maronite libanais,  
expose la problématique du droit canonique  
oriental telle qu'elle émerge à partir de ses  
enracinements historiques, socio-culturels,  
spirituels et ecclésiaux.

En remettant à leur juste place les considé-  
rations théologiques et dogmatiques, cet  
ouvrage procède selon une méthodologie  
historico-critique, respectueuse des données  
textuelles.

Après un bref rappel des historiques de  
toutes les Églises d'Orient (unies ou encore  
séparées de Rome), l'auteur fournit une pré-  
sentation aussi actualisée que possible de la  
situation de chacune de ces Églises en s'atta-  
chant plus spécialement aux Églises orienta-  
les catholiques les plus importantes au  
Moyen-Orient. Il passe en revue les sources  
particulières du droit canonique oriental et  
leur utilisation dans la codification en cours  
de ce droit. Il étudie les quatre *motu proprio*  
de Pie XII concernant les Églises orientales  
catholiques. Il présente l'enseignement du  
Concile Vatican II à leur propos et fait enfin  
le point sur les spécificités du droit canonique  
oriental et les problèmes interecclésiaux qu'il  
pose dans son application au sein des diaspo-  
ras orientales en Occident.

Ce livre est indispensable pour la compré-  
hension de la situation et de l'enjeu de la pré-  
sence des chrétiens d'Orient au moment où  
leur existence est menacée.

Élie HATEM

## La "M pour abri

**I**l serait temps de  
mots ronflants de  
nost, mais sur les  
gie poursuivie par C

1. Faire sauter le  
nant que les 300  
l'Europe ne peut être  
voyés aux Etats-Uni

2. Réunir les deu  
pouvoir "neutraliste"

3. Finlandiser l'Et  
l'avoir peu à peu dé

4. Faire entretenir  
faillite par les jobs  
occidentaux.

5. Pour ce faire,  
mune européenne" (c  
de l'intendance (no  
l'Atlantique jusqu'à  
mènera la subversio  
commune européen  
veau maître du Krem  
de ses déplacements  
de Bush, à Paris det  
bourg devant les 17  
l'Europe, etc.

Sur les 150 000  
60 000 sont tournés  
plein dégel Est-Oue  
qu'au moment où G  
la Maison commune  
à utiliser activement  
plus une Maison  
grande soute du K.I

Au cours se son  
let, Gorbatchev a ré  
dans son livre *La P  
de crise du commu  
de celui-ci... Nous n  
valeurs du commu  
acheté par des n  
Comme dans le mên  
à construire "la M  
péenne" nous devo  
Maison commune s  
niste.*

Gorbatchev a ré  
l'Ouest : "Construi  
péenne, vivons-y et  
(*Der Spiegel*). C'est  
des Douze se prépar  
l'étatisme socialiste  
tions de Mme Th  
devant le collège  
"Nous n'avons pas  
de l'Est en Grande  
revenir au niveau e  
Etat exerçant sa no  
Bruxelles".

Hélas. C'est bie  
L'Europe de Bruxelles  
une Europe de bur

## LA COREE A L'HEURE OLYMPIQUE

**A** PRES le Liban, « pays de Dieu et des croyances » tel qu'il l'avait défini dans son récit *Christ au Liban*, Virgil Gheorghiu a découvert la Corée grâce à un étudiant qu'il a rencontré à Paris et qui faisait des études à la Sorbonne.

La Corée rappelle au témoin de la *Vingt-cinquième heure* son inoubliable pays, la Roumanie, qu'il chante dans la plupart de ses ouvrages. Comme la Roumanie, la Corée a souffert la tyrannie communiste.

Elle a subi l'occupation japonaise, qui lui a retiré toute liberté d'expression et d'épanouissement, et a été marquée par des exécutions publiques massives.

Le 15 août 1945, lors de la libération du territoire, les uniformes japonais disparurent du pays pour laisser la place à d'autres uniformes de soldats étrangers : les soldats américains qui ne se comportèrent pas en libérateurs, comme ils devaient le faire, mais en soldats d'occupation.

Virgil Gheorghiu comprend les Coréens parce qu'il a enduré comme eux l'oppression. Il montre comment les Américains les ont, par bêtise, livrés aux Soviétiques qui, en y déferlant vers le sud de la Corée en juin 1950, ont provoqué des milliers de morts. Il montre comment l'Union Soviétique, pour amplifier le malheur de ce pays déchiré, s'est acharnée sur lui en faisant « un massacre dans le ciel » le 30 août 1983 par l'attaque d'un avion civil de la Korean Air Lines...

Mais la Corée est une « colombe dans la tempête » : elle surmonte très vite sa crise, se redresse vertigineusement et entre en compétition avec les pays industrialisés.

La Corée est aussi une terre de croyance : le Christ y est entré il y a 300 ans et les catholiques y comptent un million et demi de la population.

Si Virgil Georghiu ne connaissait pas ce pays avant août 1945, bien qu'il fût « bon élève à l'école », sachant « réciter les noms de tous les pays du monde avec leurs capitales », ce n'est pas sa faute : la Corée n'existait pas à son époque. Elle était annexée au Japon.

Aujourd'hui, la Corée, cette « belle inconnue de l'Extrême-Orient » est découverte par un visionnaire, par un poète et prêtre à l'heure précise : celle des Jeux olympiques.

**Elie HATEM**

\* Ed. Plon, 207 pages, 85 F.

LE 7 AVR 1988

VIOLAINE MASSENET

## LES FAMILIERS DE L'ANGE

**L**e roman se passe dans les Saintes. C'est la province française dans ses mœurs et traditions les plus profondes : dans ses couleurs les plus sublimes : un soleil luisant, un calme mystérieux, une musique naturelle, celle des oiseaux...

L'auteur évoque ses souvenirs d'enfance en recherchant le vrai caractère de ses parents, en essayant de découvrir les mystères de sa famille, en reniflant et récapitulant le passé, en s'échappant de la vie parisienne trépidante.

Violaine Massenet nous décrit sa province : « J'ai toujours aimé la Saintonge. On dit que la lumière y est plus claire. Rien ne l'arrête en tout cas. L'épaisseur en est absente. Et les certitudes se défont dans le mélange inextricable de terres et d'eaux... Ici, il y a seulement des marais, des églises romanes et la lumière. Des sursauts de ciel, des sautes de lumière d'un pan à l'autre du paysage, des moisissures de soleil aux angles morts des murs, des tremblements de nuages contre l'aube. Le pays entier est poreux ».

Les familiers de l'auge sont les Bréard, les ancêtres de l'auteur de qui elle rêve dans ce livre. Elle revoit sa grand-mère Noémie, le chapelet dans la main, rêveuse auprès du feu...

La maison est grande, mystérieuse, impressionnante. Est-elle hantée ? La mort de l'oncle Frédéric que Violaine Massenet n'a pas connu (car il est décédé avant sa naissance) est le centre du roman. S'agit-il d'un suicide ou d'une mort naturelle ?

Frédéric était auteur d'un livre unique *Le Cœur anachronique* dont Violaine Massenet se procure un



Violaine Massenet. « J'ai toujours aimé la Saintonge ».

exemplaire. C'est par ce livre qu'elle le découvre, qu'elle l'aime et regrette de ne pas l'avoir connu. La disparition mystérieuse de Frédéric laisse une trace au fond de l'écrivain qui réfléchit sur la mort : « Les hommes sont comme les feuilles des arbres, ils tombent aussi doucement ou aussi vite. Ils tournent un moment, ils plangent. Puis, soudain, ils adhèrent à la terre, ils s'y confondent. Et les vivants marchent sur eux sans les voir tant ils sont tenus sous leurs pas ».

*Les Familiers de l'Ange* est un langage du cœur, une contemplation du passé et une communication avec l'au-delà.

Elie HATEM

• *Les Familiers de l'Ange*. Editions Julliard ; 185 pages ; 80 F.

PHOTOGRAPHIE

Amine Maalouf

# Samarcande

**L**E Moyen-Orient, cette terre d'Histoire et de mystères, est aujourd'hui victime d'épurations, de guerres et de désastres.

De la Perse au Liban, d'Israël à la Turquie, des peuples sont en pleine mutation. Des peuples qui oublient ou qui ignorent leur passé glorieux, plein d'histoires et d'aventures. Ces peuples se laissent abandonner à la tentation du diable, du « Chitane ».

Dans cette mare mouvementée, dans cet Orient enflammé, le souvenir d'une ville demeure : **Samarcande**. Aujourd'hui cette ville, appartient à l'Union Soviétique. C'est Ouzbékistan qui fut autrefois la capitale de Timur Lang.

Samarcande c'est aussi l'aventure d'un manuscrit du XI<sup>e</sup> siècle, égaré lors des invasions mongoles et retrouvé six siècles plus tard dans le *Titanic* qui a coulé au large de la Terre-Neuve en avril 1912.

Samarcande, c'est l'Orient du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est la Perse d'un poète du vin : Omar el Khayyam... C'est un voyage dans un univers de rêve et de mystères.

Ce livre a valu à son auteur, Amine Maalouf d'origine libanaise, le prix des Maisons de la presse 1988 qui lui a été remis lors d'une cérémonie au Cercle interallié à Paris.

Né au Liban en 1949, Amine Maalouf se trouve à Paris depuis 1976. Il fut grand reporter pendant une douzaine d'années au cours desquelles il a accompli des missions dans une soixantaine de pays.

Il fut également directeur de la revue internationale *An Nahar*.

Aujourd'hui, l'auteur de *Samarcande* se consacre entièrement à ses livres après avoir été durant plusieurs années rédacteur en chef de *Jeune Afrique* dont il reste l'éditorialiste. Avant *Samarcande*, Maalouf a notamment publié *Les Croisades vues par les Arabes* en 1983 et *Léon l'Africain* en 1986.

Amine Maalouf a dû « s'écarter des hommes pour n'écouter que les voix du souvenir et caresser un naïf espoir et une vision instantane ».

Elie HATEM

\* Amine Maalouf : Samarcande : Ed. Lattès. 95 F.

LE 20 AVR 1987

## NOTE DE LECTURE

### LE MÉGALODON REVIENT !

Rêve ou réalité ? Le 8 novembre 1997, le professeur Jonas Taylor, paléontologue et ancien pilote de sous-marin pour la Navy, révèle dans une conférence donnée en Californie avoir vu le prédateur le plus gros et le plus féroce du règne animal : le Carcharodon mégalodon. Dix-huit mètres de long, vingt tonnes de poids, ce cousin des grands requins blancs, âgé de plus de 70 millions d'années, a-t-il bien été repéré par Taylor ? Ce dernier ne peut effacer de sa mémoire ce qu'il a pu voir lors de sa dernière plongée, ce qui a causé la mort de deux hommes : la tête du monstre, triangulaire, horrifiante, et son étrange éclat lumineux...

À présent, il compte replonger. Les abysses vont lui réserver la plus effrayante des surprises. Ce qu'il va trouver fera taire les sceptiques, mais ce qu'il rapportera pourrait hanter les mers jusqu'à la fin des temps. Une lutte sans merci s'engage...

Avec ce roman d'aventures, Steven Alten se place d'emblée parmi les meilleurs romanciers américains. Passionné d'océanographie et de paléontologie, il a étudié pendant plus de dix ans les grands requins préhistoriques. Son ouvrage est traduit dans plus de vingt pays. Les Studios Disney viennent d'acquiescer des droits pour en faire un prochain film. Mais, si le Mégalodon surgit réellement ?

Élie HATEM

\* Stephen Alten : *Mégalodon*, éd. du Rocher, 354 pages, 110 F.

JACQUELINE MASSABKI-FRANCOIS POREL

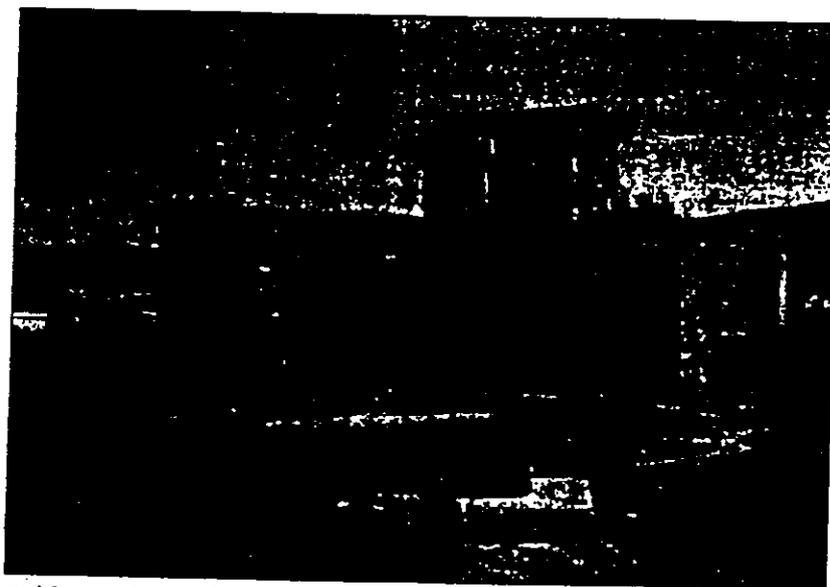
# LA MEMOIRE DES CEDRES

« **D**ieu séjourna au Liban », écrit Virgil Gheorghiu. « Il a fait de ses cèdres sa propre demeure ! ».

Les cèdres du Liban (*cedrus libani*) est le plus vieil arbre de la planète. C'est pourquoi Dieu l'a choisi pour y faire sa demeure. Plus de deux mille ans d'existence, c'est long ! Les cèdres ont décidé de briser le silence et de s'exprimer. Est-ce une récapitulation du passé, œuvre de la mémoire ? La question est posée à Jacqueline Massabki et à François Porel, co-auteurs de ce roman.

Ce gros livre, grand et beau, est riche en situations et en personnages. Il est chargé d'Histoire et d'actualité. C'est le Liban des années 20 à aujourd'hui. C'est l'histoire d'un homme et de sa famille, dans l'histoire du Liban, de l'époque du mandat français à l'indépendance (1943) et à la guerre qui continue à déchirer ce beau pays.

Il s'agit d'un homme français, François Le Bruel, né à Montpellier. Sortant de la guerre de 14-18, il est nommé professeur de droit à Beyrouth, où sa sœur, une religieuse, l'a précédé. Il entre aisément dans la belle société, noue des amitiés dans toutes les communautés, épouse une chrétienne maronite, Marthe, dont il aura quatre enfants : Jeanne qui épousera un maronite, Sophie qui épousera un musulman, Louis qui épousera une juive, et Albert qui épousera une Américaine protestante. Lesquels lui



Byblos. Le château des Croisés.

donneront des petits-enfants, tous jetés dans des camps différents, au milieu de la tragédie actuelle.

François, désormais âgé, a acquis une grande autorité morale qui lui permet de veiller sur les uns et les autres, d'intervenir dans les situations extrêmes. Cependant les uns sont enlevés, d'autres assassinés, d'autres s'exilent... François, atteint d'un cancer, malgré ses souffrances, malgré le désastre qui l'entoure, entre peu à peu dans la sérénité, soutenu par l'amour de l'une de ses petites-filles. Pour soustraire celle-ci et sa fidèle servante aux événements qu'il redoute, il prépare leur départ pour

les Etats-Unis puis, en paix avec lui-même, se suicide.

Ce livre a valu trois prix (jusqu'à cette date) à ses auteurs : Jacqueline Massabki, avocate à Beyrouth, qui a apporté sa connaissance du Liban avec sa société composite, ses mœurs, ses couleurs, ses parfums ; et François Porel, journaliste et écrivain, qui y a apporté son talent de « metteur en scène » et d'écrivain.

Elie HATEM

• *La mémoire des Cèdres.*  
Editions Robert Laffont ; 590 pages ;  
125 F

Michel Fro-  
 Robert Ober-  
 il Nari  
 ind de Dine-  
 J, Jean-Clair  
 lugues Froid-  
 Michel Fro-  
 Chiron, chef  
 me Chatizel  
 nard Molliner  
 nne Bernet,  
 pléteu, Pier-  
 es  
 , chef de ru-  
 Nancy, Antoi-  
 il  
 site Morvan,  
 eger, Xavier

promotion :

montré une prédilection pour les personnages subtils, les ambiances feutrées, les sentiments cachés, les émotions refoulées (*Chaleur et poussière, Chambre avec vue, Retour à Howards End, Les vestiges du jour*). C'est aussi le plus francophile des cinéastes :

chose d'aristocratique. C'est si rare. Changement de registre. Avec son dernier film, *Jugé coupable*, Clint Eastwood continue de burlesquer sa statue de cavalier-justicier solitaire. Mais il a laissé au vestiaire sa défroque de cow-boy pour

Pour le reste, on a aussi vite compris que Clint Eastwood est contre la peine de mort, contre le racisme, contre la presse à sensation. C'est un point de vue très soutenable. Comme l'est le sus-pense.

Norbert MULTEAU

## LA COMMUNICATION EN RUSSIE POST-SOVIÉTIQUE

■ Depuis la chute du pouvoir communiste en ex-Union soviétique, les Occidentaux s'intéressent de plus en plus à la Russie. Des investissements ont été faits dans ce pays en mutation. Mais le passage de l'économie étatique au libéralisme désorganisé a donné naissance à une nouvelle société russe encore mystérieuse qu'il est intéressant de découvrir.

Dans leur ouvrage collectif, *La communication en Russie post-soviétique*, Philippe Boiry, spécialiste français bien connu des relations publiques et doyen de la Faculté des sciences de la Communication, et Tatiana Lebedeva, professeur docteur d'État à l'Université de Moscou, mettent l'accent sur la nouvelle communication engendrée par les diverses mutations dont la société russe a fait

l'objet. Presse, publicité, relations publiques nées dans la spontanéité, sont les reflets d'un monde qui crée ses repères et détermine ses valeurs. Les résultats surprennent parfois.

Outre une passionnante étude sociologique, le lecteur trouve, dans ce livre, le parfait "vade-mecum" de l'adaptation des entreprises aux exigences des "nouveaux russes" et d'un marché sur lequel les erreurs d'appréciation sont toujours possibles.

Préfacée par Jacques Séguéla, cette étude est fort intéressante et éclairante sur la Russie actuelle. Elle présente parfois certains aspects insolites de la communication de ce pays en phase post-soviétique.

Elie HATEM

\* Éd. L'Harmattan. 218 pages.

porte-savon.

● **HAUTE VOLTIGE.** – Quand Sean Connery, le premier des James Bond, joue les monte-en-l'air et rencontre Catherine Zeta-Jones, la fiancée de Zorro/Banderas dans le rôle d'un agent d'assurance. Un film d'action signé Jon Amiel qui fait passer un bon moment.

● **LA NEUVIÈME PORTE.** – Un thriller réalisé par un Roman Polanski qui joue avec le diable et renoue avec le fantastique, avec notamment, Johnny Depp, Emmanuelle Seigner et Lena Olin.

● **GILDA.** – Reprise du chef d'œuvre du film noir réalisé en 1946 par Charles Vidor. Un sombre joyau avec un Glenn Ford extraordinaire et une Rita Hayworth inoubliable (grâce notamment à la célèbre scène de "strip-tease" où elle se contente d'ôter un long gant de velours noir) en femme fatale à la chevelure plus flamboyante que l'incendie d'Atlanta dans Autant en emporte le vent. Une reprise à voir et à revoir, d'autant qu'elle n'a pas pris une ride.

Alain WAELKENS



MÉNIE

# La crise arménienne, test de la Glasnost

Il a peine un mois qu'il a eu lieu à Erevan, capitale de la République soviétique arménienne, une manifestation regroupant plusieurs millions de personnes qui revendiquaient l'indépendance du Nagorny-Karabakh à l'Ar-Az. Ce territoire appartenant à l'Azerbaïdjan, les populations de cette république, enclavée à l'ouest de l'Arménie, avaient massacrés de nombreux Arméniens. M. Gorbatchev, pour le jeu, avait alors annoncé que le dossier serait sérieusement examiné. Ces événements étaient donc un excellent test pour juger de la « glasnost » du Kremlin confrontée au problème de fond. En fait, on s'est ces derniers jours que cette politique n'est pas si nouvelle que cela, quoique quelques engagements aient pu être observés.

## Jne petite carotte...

GORBATCHEV avait promis un train de mesures en faveur des populations du Nagorny-Karabakh et sur ce plan-là, il a tenu, en apparence. En effet, il a été décidé que les soldats seraient augmentés en faveur du territoire et de l'instruction. De même, une

série de décisions permettra aux Arméniens vivant dans cette région leur épanouissement culturel propre. Cela n'est pas négligeable quand on sait qu'au moment même où ces mesures étaient rendues publiques, plusieurs milliers d'Azeris manifestaient dans les rues de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, pour protester contre un éventuel rattachement du Nagorny-Karabakh à l'Arménie. M. Gorbatchev a passé outre la haine entre les deux ethnies, ce qui est courageux de sa part. Courageux mais également bien étudié pour son image de marque à l'Ouest compte tenu de l'importante diaspora arménienne vivant dans les pays occidentaux contrairement aux Azeris qui ne vivent qu'en URSS.

## ... contre un gros bâton

CEPENDANT, ces mesures qui sont assez symboliques ne correspondent en rien aux revendications des Arméniens. Ceux-ci désiraient avant tout que soit effacée la spoliation dont Staline s'était rendu coupable en rattachant le Nagorny-Karabakh à l'Azerbaïdjan. Sur ce plan-là, M. Gorbatchev est resté intraitable, déclarant qu'il n'y avait

pas de discussion possible » alors même qu'il avait dit exactement le contraire il y a un mois.

La réaction a été dès lors fort vive à Erevan où la population s'apprêtait à manifester à nouveau. Mais le numéro un soviétique ne l'a pas entendu de cette façon et a dépêché plus de soixante mille soldats dans la capitale arménienne. Mieux, il a attaqué violemment la presse locale, et même le bureau de la Pravda, accusée de soutenir des forces « contre-révolutionnaires ». L'organe officiel du parti accusé d'idées contre-révolutionnaires, c'est du jamais vu en URSS et cela révèle l'extrême fermeté dont entend faire preuve le Kremlin dorénavant. La répression systématique n'a d'ailleurs pas tardé à apparaître. Pendant la fin de semaine des 26 et 27 mars, le couvre-feu a été instauré et Erevan est devenue une « ville morte ».

## Une leçon pour l'Occident

Il est évident que M. Gorbatchev se serait bien passé de cette crise arménienne qui a terni son image tant auprès des Soviétiques que du monde occidental. Ces événements ont cependant l'avantage de nous montrer la vraie nature de la Glasnost et de la perestroïka. Ces deux politiques seront poursuivies tant qu'elles n'entraîneront pas les « piliers » du marxisme-léninisme. L'un de ceux-ci est la politique des nationalités. Il serait heureux que les dirigeants occidentaux parlent comme cet ouvrier arménien interrogé par un journaliste et répondant : « La Glasnost nous a trompés, nous avons été humiliés ».

Marc JONNART

RAINE

# Ne pas confondre Kiev et Moscou

N n'est jamais trop prudent quand on parle de questions touchant aux pays de l'Est. Le langage est toujours piégé, en ce qui concerne, ces jours-ci, le rite du baptême de Vladimir, grand duc. Cet événement qui introduisit le christianisme en terre slave eut une importance et l'on est souvent tenté — nous n'y pas échappé nous-mêmes — de désigner l'anniversaire comme le millénaire du christianisme russe, voire le millénaire de la

naissance aux Ukrainiens d'aujourd'hui leur véritable filiation, leur personnalité, leurs libertés. Le totalitarisme communiste y trouve évidemment son compte.

La négation du particularisme ukrainien va d'ailleurs de pair avec la négation d'une Eglise ukrainienne qui exista pourtant jusqu'en 1686, date à laquelle elle fut rattachée de force au patriarcat de Moscou. Cette Eglise — orthodoxe — reprit sa liberté en 1918 mais fut liquidée en 1922-1923 (23 évêques, 1 215 prêtres arrêtés et assassinés). Quant à l'Eglise catholique ukrainienne, qui avait une existence officielle depuis 1596, elle fut liquidée en 1946 avec la participation de l'Eglise orthodoxe russe. C'est donc le martyre de milliers de chrétiens ukrainiens — catholiques et orthodoxes — que l'on passe sous silence quand on laisse le patriarcat de Moscou, inféodé au pouvoir communiste, se revêtir de l'éclat d'un millénaire qui n'est pas le sien.

Reste que le baptême de l'Ukraine eut les siècles suivants des répercussions sur tout le monde slave, voire sur l'Europe entière, mais les vrais héritiers en sont, aujourd'hui plus que jamais, des chrétiens qui souffrent.

M.F.

(1) : B.P. 51-06, 75261 Paris Cedex 06

## COMMUNIQUE

# S GUILLOTINES E LA TERREUR

Le bicentenaire de la Révolution sera célébré par le régime. Le gouvernement de la République a confié, dès 1986, l'organisation de ce qui marquera cette commémoration, à Germain, ci-devant Grand Maître du Grand Ordre, après la mort accidentelle de celui-ci, à titre, ancien président du Conseil et ancien de l'Assemblée Nationale décédé lui aussi le 21 septembre 1986.

Il ne faut pas des officiels qui rappellent certains événements révolutionnaires, notamment ceux qui ont rempli d'horreur les honnêtes Français.

Le document établi par l'historien

Louis-Emile Campardon, Henry Coston apporte une participation utile à l'histoire de la Révolution et comble ainsi une lacune. Dans ce livre intitulé Les Guillotines de la Terreur il donne une nomenclature très importante des personnes qui furent traduites devant le Tribunal révolutionnaire de Paris, parmi lesquelles nombre d'entre elles montèrent sur l'échafaud.

A la lecture de ce document exceptionnel, on constatera que la plupart des guillotines étaient des artisans et des paysans, des marchands et des religieux, dont le seul crime était de ne pas approuver les exactions révolutionnaires.

Pour recevoir cet ouvrage dont le tirage est limité il suffit d'envoyer un mandat, un chèque ou un virement postal de 130,90 F aux Publications Henry Coston, B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 16.

# OTAGES : LE RÈGNE DE L'ÉTRANGER

Il reste trois otages Français à Beyrouth. Seront-ils libérés d'ici à l'élection présidentielle ? Des tractations ont lieu depuis quelque temps à leur sujet entre les gouvernements français et irakien. Ce dernier a compris qu'il pouvait faire monter les enchères, la France étant en pleine campagne électorale. Il exigerait qu'un ayatollah rival de Khomeiny, réfugié politique, quitte notre pays. En attendant d'autres demandes...

Larjani, vice-ministre iranien des Affaires étrangères a déclaré le 3 avril : « Notre problème aujourd'hui est de savoir avec qui traiter en France avec Chirac ou avec Mitterrand ». Téhéran suppose le résultat de l'élection présidentielle pour s'adresser à l'un ou à l'autre, mais il peut aussi faire pencher la balance en choisissant son interlocuteur. L'option de Khomeiny sera-t-elle déterminante dans la désignation du futur président de la République française ? Ce serait un comble !

André Giraud, ministre de la Défense, déclarait la semaine dernière sur Europe 1 que dans l'affaire des otages le gouvernement ne consentirait rien qui soit contraire aux intérêts et à l'honneur de la France. Il reste que l'intérêt électoral pousse Chirac à obtenir sans tarder la libération des otages et que celui-ci est tenté de faire les concessions nécessaires pour cela. Le système de l'élection présidentielle donne prise aux ayatollahs de Téhéran sur la politique française, et l'on voit bien une fois de plus que la République en France est le règne de l'étranger.

P.P.

# 9 - 10 AVRIL VENTE DE PRINTEMPS

(voir page 12)

## AU SECOURS DU

# SECOURS DE FRANCE

Gustave Thibon, philosophe patriote et chrétien, lance un appel en faveur du Secours de France, qui continue à participer au soulagement de nombreuses misères de par le monde.

Aide aux chrétiens persécutés : au Liban, au Sud-Est Asiatique, en Europe de l'Est, à tous ceux qui luttent pour la défense de la civilisation chrétienne et aux victimes, encore aujourd'hui, des événements d'Algérie : anciens prisonniers politiques, harkis... qui sont à l'origine de l'œuvre fondée en 1961 par

# LA COREE A L'HEURE OLYMPIQUE

APRES le Liban, « pays de Dieu et des croyances » tel qu'il l'avait défini dans son récit *Christ au Liban*, Virgil Gheorghiu a découvert la Corée grâce à un étudiant qu'il a rencontré à Paris et qui faisait des études à la Sorbonne.

La Corée rappelle au témoin de la *Vingtième heure* son inoubliable pays, la Roumanie, qu'il chante dans la plupart de ses ouvrages. Comme la Roumanie, la Corée a souffert la tyrannie communiste.

Elle a subi l'occupation japonaise, qui lui a retiré toute liberté d'expression et d'épanouissement, et a été marquée par des exécutions publiques massives.

Le 15 août 1945, lors de la libération du territoire, les uniformes japonais disparurent du pays pour laisser la place à d'autres uniformes de soldats étrangers : les soldats américains qui ne se comportèrent pas en libérateurs, comme ils devaient le faire, mais en soldats d'occupation.

Virgil Gheorghiu comprend les Coréens parce qu'il a enduré comme eux l'oppression. Il montre comment les Américains les ont, par bêtise, livrés aux Soviétiques qui, en y défilant vers le sud de la Corée en juin 1950, ont provoqué des milliers de morts. Il montre comment l'Union Soviétique, pour amplifier le malheur de ce pays déchiré, s'est acharnée sur lui en faisant « un massacre dans le ciel » le 30 août 1983 par l'attaque d'un avion civil de la Korean Air Lines...

Mais la Corée est une « colombe dans le tempête » : elle surmonte très vite sa crise, se redresse vertigineusement et entre en compétition avec les pays industrialisés.

La Corée est aussi une terre de croyance : le Christ y est entré il y a 300 ans et les catholiques y comptent un million et demi de la population.

Si Virgil Gheorghiu ne connaissait pas ce pays avant août 1945, bien qu'il fût « bon élève à l'école », sachant « réciter les noms de tous les pays du monde avec leurs capitales », ce n'est pas sa faute : la Corée n'existait pas à son époque. Elle était annexée au Japon.

Aujourd'hui, la Corée, cette « belle Inconnue de l'Extrême-Orient » est découverte par un visionnaire, par un poète et prêtre à l'heure précise : celle des Jeux olympiques.

H. HATEM

\* Ed. Plon, 207 pages, 85 F.

# LE KGB PIÉGÉ

Un vaste coup de filet des services de contre-espionnage allemand a amené l'arrestation de dix-huit personnes à travers la République fédérale. Leur place très élevée dans les organismes officiels a fait dire au procureur fédéral que c'était « le coup le plus dur jamais porté au KGB en Allemagne ». De fait, ces personnes avaient transmis des secrets de première importance à l'Est, notamment les plans de l'avion Tomado ainsi que du futur « Chasseur 90 ».

On ne peut que se réjouir de cette prise qui sera d'autant mieux reçue en R.F.A. que ce pays souffre de l'espionnage depuis plus de quarante ans.

M.J.

Clara Lanzl et présidée par le colonel Bertrand de Seze.

Pour « ces dashedités qui paient dans leur chair et dans leur âme leur fidélité à la France ou leur attachement à la foi chrétienne. » ... « Plus que jamais, rejoignons contre l'indifférence et l'oubli et, pour l'amour et pour l'honneur de notre pays, venons au secours du Secours de France ! »

Envoyez vos dons au : Secours de France - Appel Paques 1988 29, rue de Sablonville - 92200 Neuilly-sur-Seine C.C.P. PARIS 18.590,11 D. Tél. (1) 46.37.55.13. Association 1901, déduction fiscale : 1,25%

**CHAMPAGNE**

**CHAMPAGNE  
GASTON REVOLTE**

20, rue Gambetta  
51160 - Avenay-Val-d'Or  
Tél. : 26 52 31 46

**BORDEAUX**

Vins rouges, blancs liquoreux et secs, vinifiés à l'ancienneté sans artifice. En direct du producteur. Demandez son tarif franco ttc à :

**Michel Boyer**  
château du Cros-Loupiac  
33410 LOUPIAC

**LIRAC**

**Grands Vins de LIRAC  
du CHATEAU SAINT ROCH  
30150 ROQUEMAURE**  
Appellation LIRAC contrôlée

Rouge, rosé, blanc  
Plus de 100 fois primés, vous sont proposés directement par le propriétaire. Lui écrire.

**BOURGOGNE**

**MERCUREY**

AOC Vente directe de la propriété.  
Tarif TTC, franco domicile, sur demande. Domaine de Chameroise, Modrin - 71560 - Mercurey  
Tél. : 85.45.13.94

**L'ACTION  
FRANÇAISE** HEBDO

10, rue Croix-des-Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : 40 39 92 06  
Télécopie : 40 26 31 63  
ISSN : 1166-3286

- Directeur : Pierre Pujol
- Secrétaire de rédaction : Michel Fromentoux
- Politique : Jean-Marie Boursier, chef de rubrique, Georges Ferrière, Robert Oberdorff, Guillaume Lapaque
- Politique étrangère : Pascal Nari, Gilles Varange
- Chronique militaire : Pierre Labiane
- Économie : Serge Marceau, Jean-Claire Davesnes, Arnaud Phulpin
- Chronique judiciaire : Jean Ebstein-Langevin
- Enseignement, Famille : Michel Fromentoux, chef de rubrique
- Questions sociales : Yves Chiron
- Outre-mer : Pierre Pujol, Bernard Molinier
- Médias : Jacques Cepoy, Raymond Espinose
- Livres : Emmanuel di Rossetti, chef de rubrique, François Leger, René Pillorget, Anne Bernet, Laurent Dandrieu, Sébastien de Courtois, François Roberday
- Arts, spectacles : Flavie Solerieu, Alain Waelkens, Stéphane Artignac, Pierre Chouet, Renaud Dourges
- Combat des idées : Nicolas Kessler, chef de rubrique, Pierre Debray, Georges Nancy, Bernard Pascaud, Jean-Philippe Chauvin
- Bien-être : Pierre Chaumail
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, Thomas Molnar, Xavier Chenesseau
- Humeur : Jacques-Henry Doumic
- Photos : François Tabary

Secrétaire général : Hugues Michel  
Abonnements, ventes à la criée :  
François Storz  
Publicité, promotion : Monique Lainé

# SIMONE WEIL OU LA CONVERSION MANQUÉE

**L'auteur de La pesanteur et la grâce a considérablement enrichi le patrimoine chrétien, mais elle-même au seuil de l'Église.**

L'histoire de Simone Weil est avant tout l'histoire d'une conversion. Non pas de ces conversions qui n'agissent que l'écume superficielle de l'âme et ne font qu'appliquer un peu de baume sur les meurtrissures de l'ego ; non : sa conversion est l'affaire d'une vie ; loin de plonger sa conscience dans une torpeur béate, elle est pour elle une source inépuisable d'angoisse et de tourments. Simone Weil est de ces êtres que la foi a frappé comme la foudre frappe un arbre mort, brisant et déchirant tout sur son passage.

La révélation a lieu en 1938. En visite à l'abbaye de Solesmes, la jeune femme est subjuguée par la solennité de la liturgie pascale. Elle découvre « une joie pure et parfaite dans la beauté inouïe du chant et des paroles ». Une intense émotion la submerge et réduit au silence sa « misérable chair », qu'elle « laisse souffrir seule, tassée dans un coin ». Il ne lui en faut pas plus ; elle est conquise. Plus jamais elle ne détournera son regard de la lumière fugitive qui a, l'espace d'un instant, illuminé sa nuit. « Dieu, écrit-elle, met en nous une petite graine et s'en va ». Cette petite graine, elle va la chérir et la choyer, consacrer toute son énergie à l'aider à se déployer. Les quelques cinq ans qui lui restent à vivre seront le théâtre d'une infatigable quête mystique, à laquelle elle ne craindra pas de tout sacrifier.

## Un pressentiment d'éternité

Quoique jusque-là « officiellement athée », Simone Weil semblait depuis longtemps promise à cette bouleversante révélation. La « vierge rouge », ainsi que la surnommaient ses camarades de l'École Normale Supérieure, portait au plus profond d'elle-même ce « pressentiment d'éternité » dont elle dira qu'il lui parvenait depuis l'enfance « à travers les voiles de la chair ». A vingt ans, son aspect physique évoquait déjà celui d'une pénitente : en pèlerine noire, nu-pied dans ses sandales, auréolée de « cheveux courts, raides et mal peignés » qui, selon Georges Bataille, « lui donnaient des ailes de corbeaux de chaque côté du visage », elle paraissait surgir d'une autre dimension. Qu'elle fût militante d'extrême-gauche n'y changeait rien. N'écrit-elle pas qu'« entre deux hommes qui n'ont pas l'expérience de Dieu, celui qui le nie en est peut-être le plus près » ?

Chaque ligne de *L'Enracinement* ou de *La Pesanteur et la grâce* vient à l'appui de cette assertion provocante. Au catholicisme, la jeune femme apporte la fraîcheur d'un regard neuf, incisif et vierge de tout préjugé. Elle a gardé de ses études en philosophie le goût de la rigueur et de la précision, un penchant au dépouillement dans l'expression qui vont la guider tout au long de son itinéraire spirituel. « La chair, écrit-elle, est dangereuse pour autant qu'elle se refuse à aimer Dieu, mais aussi pour autant qu'elle se mêle indiscrètement de l'aimer ». Aiguisée au contact de Platon et de Socrate, son intelligence va s'efforcer de dégager sa piété des facilités et des à-peu-près qui détournent trop de chrétiens vers les voies de garage de la bigoterie et du pharisaïsme. C'est à un véritable « nettoyage philosophique de la religion catholique » qu'elle s'attelle avec humilité et abnégation.

## La méthode des mystiques

Sa méthode est celle de tous les mystiques : elle consiste à dépouiller l'image de Dieu des cit-



chés et des scories qui l'encombrent, pour la faire apparaître dans sa nudité la plus crue. « Quand on traduit un texte écrit en une langue étrangère, explique-t-elle, on ne cherche pas à y ajouter ; on met au contraire un scrupule religieux à ne rien ajouter ; c'est ainsi qu'il faut essayer de traduire un texte non écrit ». Elle appelle ainsi à se délier de la propension du discours religieux à « trop en faire » et à alourdir la divinité d'attributs inutiles qui finissent par voiler sa vraie nature. Il existe, prévient-elle, un « faux Dieu », qui « ressemble en tout au vrai, excepté qu'on ne le touche pas » mais qui « empêche à jamais d'accéder au vrai ». C'est ce « faux dieu » dont on doit selon elle, se défaire avant de pouvoir prétendre au perfectionnement spirituel.

Simone reproche à la masse des chrétiens de s'être construit, en la personne d'un Dieu « humaine » et antropomorphe, une nouvelle idole, qui les détourne des voies véritables du salut. La jeune femme se refuse à « aimer Dieu comme on aime Napoléon ». Elle montre le danger qu'on court à attendre des « récompenses imaginaires » d'une sorte de potentiel invisible, qui distribuerait punitions et bons points comme un proviseur de lycée. On doit, répète-t-elle, non pas vivre pour Dieu mais par Dieu. Elle va jusqu'à conseiller de se persuader que Dieu n'existe pas, pour pouvoir ensuite l'appréhender, sans a priori réducteurs, dans sa simplicité principielle. Elle multi-

plie les images, met bout à bout les paradoxes dans l'espoir d'apurer ainsi sa dévotion jusqu'au niveau de totale « transparence ».

L'image de ce Dieu « immobile », au carrefour de l'infiniment grand et de l'« infiniment petit », elle ne l'a pas inventé. Elle l'a trouvé telle quelle chez Platon, en qui elle voyait un mystique, et dans les textes sacrés de l'Inde et de l'Égypte. Ajoutées aux textes lumineux d'Eckhart et à Saint-Jean de la Croix, qu'elle découvrit avec émerveillement, ces références œcuméniques définissent un credo singulièrement syncretique. « Tout porte à penser, note-t-elle dans ses Cahiers, que les hommes des temps les plus reculés ont conçu le bien, quand ils l'ont conçu d'une manière aussi pure et aussi parfaite que nous ». Jamais elle ne voudra admettre que le Phédon ou les Vedanta puissent être en quelque façon inférieurs aux Évangiles. Il n'y a pas jusqu'à l'Illade qu'elle ne voie « baignée de lumière chrétienne ». Elle veut considérer les révélations successives comme des approches différentes, mais en définitive complémentaires d'un même principe transcendant.

## Le vertige des cimes

Si cette intransigeance dogmatique contribue à donner à l'œuvre de Simone Weil son extraordinaire profondeur, elle a aussi grandement compliqué sa conversion. Bien qu'elle ait très vite souhaité être baptisée, la jeune femme butera longtemps sur son refus obstiné de tenir Osiris ou Krishna pour autre chose que des « incarnations du verbe ». La complexité d'un prêtre aussi remarquable que le R.P. Perrin n'y fera rien. Elle demeurera inébranlable et ne s'accommodera jamais de l'« exclusivisme » chrétien. On sait mal dans quelle constance son dilemme se dénouera. Simone finira par recevoir le baptême en Angleterre, dans les derniers mois de sa vie, des mains d'un de ses proches. Sur son lit de mort elle demandera un prêtre. Celui-ci manquera son train et n'assistera pas même aux funérailles. L'oraison funèbre lue par Maurice Schumann sonnera pour beaucoup comme le point d'orgue d'une rencontre manquée entre l'Église et l'une de ses enfants les plus prometteuses.

Faut-il pour autant considérer l'auteur de *La Pesanteur et la grâce* comme une « hérétique » ? Fascinée par la manichéisme des Cathares elle aura plus d'une fois conscience d'en être suspecte. Gustave Thibon lui-même, l'ami et le confident, dira percevoir « les dangers d'une telle spiritualité ». Les pires vertiges, prévient-il, émanent des plus hautes cimes. Mais la prudence ne doit pas dégénérer en frilosité, le pharisaïsme est aussi redoutable que l'erreur. « Si la lumière peut brûler, conclura Thibon, ce n'est pas une raison pour la laisser sous le boisseau ». Sachons donc à notre tour l'affronter avec aplomb.

Nicolas KESSLER

\*Gabriella Fiori : Simone Weil : Une femme absolue. Ed. du Félin, 215 p., 125 F.

**PRIX GONCOURT**

# LE ROCHER DE TANIOS

**V**oici un événement qui fait honneur au Liban et qui prouve par la volonté de son peuple et de ses érudits que ce pays n'est pas mort : l'attribution du prix Goncourt à Amine Maalouf pour son roman *Le Rocher de Tanios*. Ce n'est pas un pur hasard que cet écrivain l'ait emporté. Le prix renoue avec la tradition francophone et francophile du Liban. Il souligne encore une fois l'attachement des Libanais à la France, et l'existence d'une littérature libanaise d'expression française. Maalouf a, bien entendu, des précurseurs dans ce domaine tels que Charles Corm, Georges Khedadi et bien d'autres...

Le Rocher de Tanios est plus qu'un roman remarquable par la finesse du style et l'imagination de son auteur. C'est aussi un récit qui, par ses images, par ses couleurs et l'érudition qui s'en dégage, fait revivre des pages de l'histoire et des traditions du Liban. C'est un retour au terroir libanais, à l'époque de l'Emirat (la Principauté) du Mont Liban où la société répondait à un ordre monarchique. L'auteur évoque, à travers son roman, le rapport qui existait alors entre l'aristocratie et la paysannerie. Il décrit les fêtes, les joies et les intrigues du village où toute la vie se concentrait, le village étant l'unité centrale des circonscriptions du Mont Liban. A l'époque, existait une convivialité entre les deux principales communautés qui ont fondé le Liban : les Druzes et les Maronites. Les premiers étaient les princes et les grands aristocrates tandis que les seconds constituaient la paysannerie bien qu'ils eussent aussi leur propre aristocratie, telle que les « cheikh » de village à qui on devait le respect total. Le « cheikh » était pour ses sujets « un personnage considérable ». « Au-dessus de lui et de ses pairs, il y avait l'Emir de la montagne, et au-dessus de l'Emir les Pachas de province (...) et, plus encore, beaucoup plus haut, au voisinage du ciel, il y avait le sultan d'Istanbul ». Les villageois qui lui baisaient la main en public, « en rentrant chez eux, plus tard dans la journée, disaient à leurs épouses : « Ce matin, j'ai vu la main du cheikh ». Non pas : « J'ai baisé la main... ». Cela, on le faisait certes, mais on avait pudeur à le dire. Non pas : « J'ai vu le cheikh » — parole prétentieuse, comme s'il s'agissait d'une rencontre entre deux personnages de rang égal ! Non, « J'ai vu la main du cheikh », telle était l'expression consacrée ! »

Dans ce roman, Maalouf décrit également les relations entre le peuple et le clergé, en soulignant le rôle politique et social attribué aux dignitaires religieux. Il fait état de la vie quotidienne de l'époque en laissant passer un message politique insidieux par l'intermédiaire du personnage de Tanios, ce jeune villageois dont le destin qui « passe et repasse à travers nous, comme l'aiguille du cardonnier à travers le cuir qu'il façonne » a fait de lui le héros d'une étrange légende...

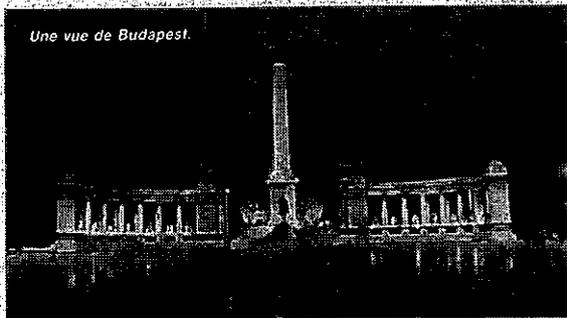
Il était temps pour Amine Maalouf, fils du vétéran du journalisme libanais, Rushdi Maalouf, d'introduire le Liban dans le cercle de ses écrits, après Léon l'Africain, Samarcande, Les Croisades vues par les Arabes, Les Jardins de Lumière et Le premier siècle après Béatrice. Cette initiative lui a porté bonheur bien que ses autres ouvrages aient connu aussi un grand succès.

Elie HATEM

\*Amine Maalouf : Le Rocher de Tanios. Ed. Grasset, 277 pages, 125 F.

HONGRIE LES NÉO-COMMUNISTES

La plupart des pays de l'ancien empire soviétique sont maintenant gouvernés par des néo-communistes. Cela ne semble pas émouvoir les chancelleries occidentales...



Une vue de Budapest.

Le second tour des élections législatives, en Hongrie vient de confirmer la victoire du parti socialiste (M.S.Z.P.), autrement dit les néo-communistes. Ils remportent 209 des 386 sièges du Parlement. Une majorité absolue et confortable. Malgré ce résultat, et sans doute pour rassurer l'opinion, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, les néo-communistes ont proposé aux libéraux de l'Alliance démocratique, qui a obtenu 70 sièges, de former une coalition pour le gouvernement.

Les raisons d'une victoire

La Hongrie, sans aucun doute, était le pays qui allait le moins mal dans le monde communiste. Depuis l'écrasement par l'Armée rouge de l'insurrection nationale de 1956 et la répression sanglante qui avait suivi, le gouvernement de Budapest avait introduit progressivement une série de réformes économiques et même des réformes politiques, encourageant la petite entreprise privée, assouplissant les contrôles, facilitant même les déplacements des citoyens à l'étranger. On y vivait incontestablement mieux; on respirait un peu plus librement que partout ailleurs dans le monde communiste.

Au cours des années qui ont précédé la chute de l'empire soviétique, la Hongrie était même

présentée comme la « vitrine » et le « modèle », pour un communiste réformé et le régime d'alors, sans doute avec la bénédiction de Moscou, soucieux de plaire à Bonn, avait aidé des Allemands de l'Est à fuir leur pays, ou tout au moins avait facilité cette opération: M. Gyula Horn, le chef des néo-communistes d'aujourd'hui, était alors ministre des Affaires étrangères.

Les communistes hongrois avaient donc une image moins détestable que les « camarades » d'ailleurs. Et ils avaient obtenu 10 % des sièges dans le parlement élu après la libération du pays.

Un discours nationaliste

Cela n'explique pourtant pas tout. D'autres facteurs sont favorables au retour au pouvoir.

Un discours nationaliste et critique à l'égard de l'Occident, d'abord. Les néo-communistes, tout en acceptant le principe de l'économie libre, ont su habilement dénoncer et exploiter la mainmise de certaines grandes sociétés occidentales, allemandes et américaines surtout, sur l'économie du pays et les excès de la société de consommation.

Ce discours, non dépourvu de démagogie, mais non plus d'un certain réalisme, ne pouvait que plaire.

La déception de l'opinion ensuite. Les Hongrois, confusément, espéraient beaucoup de l'effondrement communiste. Ils ne sont pas déçus sur le plan politique. Mais les améliorations apportées par la généralisation brutale de l'économie de marché n'ont profité qu'à une minorité et ont conduit à l'apparition d'un chômage non couvert convenablement par la Sécurité sociale et à des manifestations d'une misère que l'on attendait guère après « le triomphe de la démocratie ». Il faut bien ajouter que le temps a manqué aux dirigeants nationaux pour que leurs réformes puissent produire leurs effets.

Les néo-communistes promettent d'accorder la priorité à l'emploi, à un programme de rigueur et de discipline et un « développement économique national », « du sang, des sueurs et des larmes » pendant deux ans pour sortir de la crise. Encore un discours séduisant pour certains Hongrois.

Les néo-communistes ont, enfin, bénéficié des réseaux de l'ancien régime et de sa police secrète; probablement de fonds

importants dissimulés mais aussi, selon certaines informations, de l'aide financière de quelques multinationales qui verraient en eux des dirigeants plus dociles que ceux issus de la droite. En revanche, les partis de droite n'ont bénéficié d'aucun soutien venu d'Occident, ni politique, ni médiatique, ni financier!

Un personnage au passé trouble

Le retour des communistes au pouvoir en Hongrie ne semble avoir provoqué aucune émotion chez les professionnels des droits de l'homme à géométrie variable. Encore moins le passé et la carrière de M. Gyula Horn. Or, ce dernier, disciple de l'ancien chef du K.G.B., puis éphémère maître de l'U.R.S.S. Youri Andropov, est, selon les indications fiables publiées par le Centre européen d'information, un ancien membre des « milices populaires » qui ont participé activement à la répression de l'insurrection hongroise en 1956 à côté et sous les ordres de l'armée soviétique. Que n'aurait-il pas entendu si un ancien tortionnaire de la Gestapo était parvenu à la tête du gouvernement, par exemple autrichien?

Gyula Horn n'en a pas son passé et ses soixante et un ans et aujourd'hui il évoque sa jeunesse à l'époque: « Et pourtant,

« La Russie, exceptée, et encore, la plupart des pays de l'ancien empire soviétique sont à présent à nouveau gouvernés par les communistes. En Lituanie et en Pologne, ils sont revenus au pouvoir, « démocratiquement ». Il est vrai. Serait-on qualifié d'anti-communiste primaire si on disait que, malgré l'effondrement soviétique, le danger communiste est loin d'être imaginaire, que la bête immonde n'est pas morte? »

Pascal NARI

UNE EUROPE À REFAIRE

Gérard Lafay, professeur associé à l'université de Paris I, est un partisan de la « construction européenne ». Il estime cependant que depuis le traité de l'Acte unique (1986), l'Europe fait fausse route. Il le démontre dans un livre récent: Repenser l'Europe (1). Rassemblant ses arguments, il a donné le 31 mai à Paris une brillante conférence sous l'égide du Club de l'Horloge en se plaçant essentiellement sur le terrain économique.

Le professeur Lafay a d'abord critiqué l'erreur de conception du Marché unique: ses créateurs ont considéré l'Europe comme une zone de consommation, en sacrifiant les producteurs. Résultat: 6 millions d'emplois perdus dans l'Union européenne de 1970 à 1990 ces emplois que l'on retrouve aujourd'hui en Chine et dans le Sud Est asiatique... Au fil des années, le tarif extérieur communautaire s'est amené et aucune volonté ne s'est dressée au sein des Douze pour res taurer une préférence qui garantirait aux producteurs européens des conditions de concurrence supportables.

L'Union monétaire prévue par le traité de Maastricht ne trouve pas davantage grâce aux yeux de Gérard Lafay. La monnaie unique annoncée pour 1997 ou 1999 ne se fera pas car les relations économiques et sociales des différents pays de l'Union européenne sont trop divergentes. La France a « tort d'accrocher sa monnaie au deut chemark. Nous nous imposons ainsi un handicap qui entrave la reprise de notre économie.

La voie du réalisme

Enfin, l'élargissement projeté de l'Union européenne conduit à une organisation, d'une grande complexité qui ne peut déboucher que sur la paralysie. Gérard Lafay est partisan d'une part d'un système fédéral ouvert à tous les pays d'Europe dont il respecterait la souveraineté et les particularités d'autre part, de communautés recevant des missions spécialisées: l'image des accords qui ont permis la construction de l'Airbus ou de la fusée Ariane. En somme, une Europe à géométrie variable comme le commande le réalisme.

Un ample débat avec l'assistant, dirigé par Henry de Lesquen président du Club de l'Horloge, a suivi la conférence. Il a fait ressortir que ce qui manque le plus à l'Europe, c'est l'existence. La Commission de Bruxelles se comporte comme un super-gouvernement mais elle n'a aucune assise populaire. La volonté, la force ne résident pas dans une Europe mythique mais dans les nations car celles-ci sont le siège des véritables solidarités. C'est en s'appuyant sur le sentiment national que les peuples européens retrouveront le dynamisme qui leur permettra de résoudre les redoutables problèmes économiques et sociaux auxquels ils sont affrontés.

Pierre PUJIC

(1) Ed. Economica.

Service minitel 3615 ROYAUTÉ L'actualité par téléphone 36.68.17.94 Le bottin royaliste 36.70.17.94

LIBAN

Chrétienté - Solidarité - Criminalité

Il y a un mois environ, Samir Geagea (sur nommé « docteur », tout en étant médecin sans diplôme) est arrêté par les forces de l'ordre libanaises et traduit en justice soupçonné d'un crime odieux: un attentat à l'explosif dans une église, en pleine messe, qui a coûté la vie à des chrétiens. Motivé de l'attentat, à quelques jours d'intervalle du massacre de la mosquée d'Hebron, Geagea voulait rendre service à ses amis israéliens en détournant l'attention de l'opinion publique internationale vers un nouveau massacre qui voulait faire endosser par des musulmans (à quel ques chose inconcevable quand on apprend que les charges ont été placées dans le marbre de l'autel et à l'intérieur du liturgical qui pouvait tranquillement faire tout ce travail en pleine zone chrétienne, dans une église bien gardée, il n'était pas un habitude des lieux pour écarter tout soupçon?) Il voulait aussi recréer un clivage interconfessionnel au Liban qui lui permettait de regagner une place politique après l'échec de ses démarches auprès de Damas. Il avait tout fait auparavant pour rencontrer Hafez el-Assad, maître de l'échiquier politique au Liban, pour lui demander soutien. Mais ce dernier ne lui fit guère confiance, compte tenu de son passé comblé de trafics et d'opportunistes. Il est vrai que c'est grâce à l'antipatrie des forces libanaises (ouk Fozca) syro libanaises, en octobre 1989, que la Syrie avait réussi son assaut sur Baabda et mis fin à tout esprit de résistance et d'indépendance au Liban. C'est grâce à Samir Geagea que la Syrie a réussi à occuper la totalité du Liban, occupation

qu'elle partage avec Israël, mais la Syrie n'oublie pas qu'au sein du gouvernement, qu'elle avait mis en place à la suite de cette invasion, Geagea agissait en agent double pour le compte d'Israël. Hafez et Assad, qui ne pouvaient pas non plus faire confiance à quelqu'un qui avait trahi son pays, sa communauté et sa foi. Bien que Geagea soit venu en Syrie le rencontrer pour les condoléances à la suite du décès de son fils Bassel, le président syrien ne lui prêtait pas trop d'importance. Point de sentiment pour ce dictateur qui avait massacré son propre peuple, à Hamah et avait mis en cendres le Liban.

Un parcours criminel

En 1977, Geagea commença son parcours criminel en assassinant, de sa propre main, Tony Franjeh (ils s'agit du président Sleiman Franjeh chrétien catholique), la fille et son épouse, dans leur maison de la même manière dont a été assassiné Dany Chamoun, son épouse et ses deux enfants, en 1983. Geagea porte toujours, dans son paletot, le marque de cet odieux crime qui a été perpétré pour des raisons financières en essayant de se défendre, Tony Franjeh avait

tiré une balle qui avait atteint l'épaule de l'assassin. La pire est que ce dernier, dix sept ans après ce crime, le jour de son arrestation, il l'usage de l'attentat de l'église, ait déclaré à la presse: « Si on m'arrête pour ce que j'ai fait aux Franjeh, c'est sur ordre de Bechir et de Pierre Gemayel que les autres » (Al Anwar, 19 avril) une façon de se blanchir de ce crime en relevant la responsabilité sur la mémoire de Pierre et de Bechir Gemayel.

L'enquête qui a lieu en ce moment à Beyrouth à la suite de l'arrestation de Geagea suggère aussi qu'il pourrait être derrière l'assassinat de Dany Chamoun. Bien entendu, il devait avoir la bénédiction de la Syrie qui lui rendait service à l'époque. Grâce à lui, la communauté chrétienne n'a pu être vaincue. Ce n'est pas la première fois que Geagea trahissait sa communauté et sa foi. En 1983, il avait fait sacrifier les chrétiens de la Montagne alors qu'ils étaient dans plus tard avec Walid Jumblatt, son adversaire dans le même gouvernement.

Puis, que de rapporter son appui à l'instabilité, il veut mieux soutenir l'indépendance, la souveraineté du Liban et la libération de ses trouces étrangères. Il n'est pas question aujourd'hui de clivage confessionnel dans ce pays. Le seul clivage est celui entre libanais et nationalistes patriotes, d'une part, opposés aux traités, col laborateurs et soumis d'autre part.

C'est dommage en soutenant Geagea par solidarité comme certains le font en France d'associer la Chrétienté à la criminalité. Elio HATEM

# RECONQUÊTE



Au Liban, le régime pro-syrien en termine avec la résistance des *Forces Libanaises*.

Des centaines de militants emprisonnés et torturés.

*Fouad Malek* et *Samir Geagea* menacés d'une condamnation à mort.

*L'Action Française* reprend les accusations ineptes du régime à la solde d'Afzez El Assad !



# ACTION FRANÇAISE

# IMBÉCILLITÉ ?

La réponse de Bernard Antony à l'article de *L'Action Française Hebdo*



# IMBÉCILLITÉ

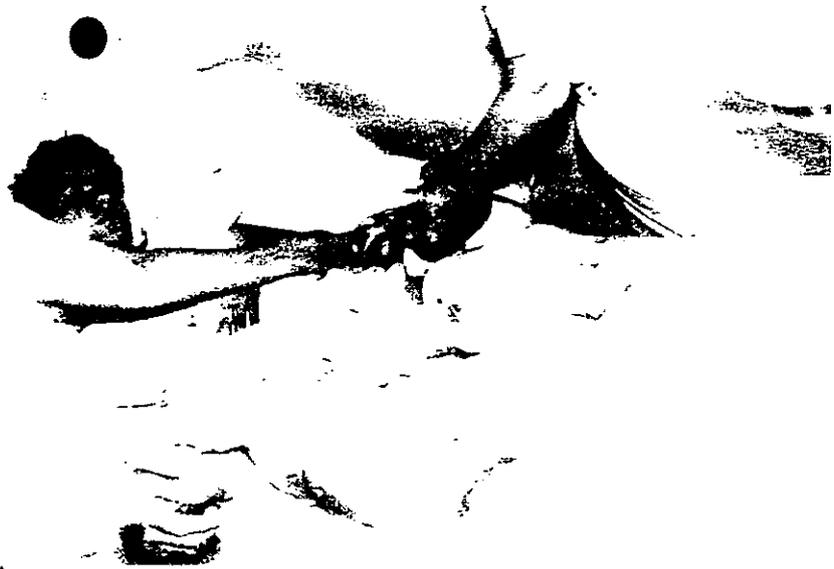
jamais dit que du bien.

La grossièreté de l'injure qui nous est faite autoriserait une réaction proportionnée. Seulement voilà, j'écris ces lignes comme d'ordinaire, dans mon bureau : au mur, derrière moi, entre autres gravures tutélaires, le beau portrait de Charles Maurras du graveur Decaris, et à ma droite, occupant tout un meuble, par centaines, les ouvrages de l'Action Française, la Revue grise au complet, Daudet, Bainville, Maurras.

Je regarde le vieux maître pour lequel j'organisais l'an passé à Martigues, avec Gubernatis, Madiran et Wagner, l'hommage de l'Université d'Été du Front National.

Et le vieux maître me dit : il ne faut pas être méchant avec Pujo, soyez gentil, n'augmentez pas ma peine, son collaborateur libanais est certes criminel dans son propos, mais lui n'est pas un assassin, épargnez vous une polémique, car, sachez le, il n'est pas méchant. Ainsi soit-il.

Bernard ANTONY



▲ Un enfant libanais. L'un des trois mille qui sont parrainés — depuis des années — par Chrétienté-Solidarité.



▲ Distribution de livres français aux petits chrétiens libanais par les « criminels » de Chrétienté-Solidarité.

Pour ce qui est de la réfutation de l'article meurtrier de *L'Action Française Hebdo*, on se reportera aux nombreux articles parus dans *Présent*. Et même au récent article de Patrick Wasjman dans *Le Figaro*.

◀ Bernard Antony, président de « Chrétienté-Solidarité-criminalité » en visite à Daïr Mar Cha'aya directement sous le feu des Syriens.



# PRÉSIDENTIELLES : C'EST REPARTI !

Inaugurant le 24 août, à l'occasion de l'anniversaire de la libération de Paris, le mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclouque, M. Balladur s'est écrié : Notre pays ne peut plus se payer le luxe et les divisions intestines : l'union est plus nécessaire que jamais pour rendre à la France sa grandeur nationale ». De fortes paroles, mais qui n'autorisent pas le premier ministre à prendre en exemple les événements d'il y a cinquante ans.

L'heureuse libération du territoire, attendue avec impatience durant plus de quatre ans d'occupation ennemie, ne se déroula pas, hélas, sous le signe de l'union des Français. Elle s'accompagna de la marque d'infamie infligée à la grande majorité des Français qui avaient placé leur confiance dans le maréchal Pétain, résisté avec lui aux exigences de l'occupant mais refusé de rallier le général De Gaulle. Celui-ci menait dans ses bagages les politiciens échus de la III<sup>e</sup> République et, prisonnier de son alliance avec les communistes, rejetait l'offre de passage des pouvoirs que lui proposait l'amiral Auphan, mandaté par le Maréchal (voir notre numéro d'août 1994). De Gaulle eût-il accepté cette proposition ? Une véritable union nationale eût été réalisée, une petite minorité de traîtres et de traîtres étant seulement appelés à rendre des comptes. Cela correspondait au plus profond des Français qui, quelque voie qu'ils eussent choisie, n'avaient été guidés que par l'amour de la Patrie blessée et humiliée. La réconciliation n'eut pas lieu. Les règlements de comptes se multiplièrent, une épuration sauvage, puis légale, eut lieu durant des années, et la France n'a pas fini, cinquante ans après, d'en supporter les conséquences. Le régime des partis, remis en place, chassa du pouvoir De Gaulle lui-même en janvier 1946.

À l'été 1944, l'union n'existait même pas entre les « libérateurs ». À Paris, d'abord, dans le sud-ouest ensuite, une lutte au pouvoir s'instaura entre gaullistes et communistes. Pour ces derniers, la libération de la France importait bien moins que la révolution par l'élimination des adversaires de classe et l'instauration d'une république populaire. De Gaulle ne parvint à les neutraliser qu'au prix de larges concessions politiques et en faisant un ministre de Maurice Thorez, secrétaire général du P.C. condamné pour désertion en 1939.

## Poudre aux yeux

Aujourd'hui, l'époque est moins dramatique, mais l'union des Français est tout aussi nécessaire face aux graves difficultés que traverse le pays et aux menaces de venir.

Curieusement, c'est parmi les héritiers politiques du général qui s'est introduite la division. M. Balladur, premier ministre, et M. Chirac, président du R.P.R., sont en compétition pour s'emparer de l'Élysée. On a été officialisé récemment par Juppé qui a annoncé que, le moment venu, les instances du R.P.R. se prononceraient sur le choix d'un candidat.



PAR PIERRE PUJO

Profitant de ce que l'anniversaire de la libération de Paris lui donnait la vedette, M. Chirac a critiqué implicitement la politique du gouvernement. Pour lui, la « France est affaiblie et incertaine » ; elle a besoin d'une politique plus volontariste pour lutter contre l'exclusion et le chômage. Ne voulant pas se laisser distancer, M. Balladur a prescrit à M. Sarkozy de réviser le projet de budget pour 1995 en donnant la priorité aux mesures destinées à combattre le chômage et l'exclusion...

En réalité, ni M. Chirac, ni M. Balladur n'ont des propositions révolutionnaires à faire dans ce domaine et leurs programmes sont quasiment identiques. Il faudrait des réformes profondes, allégeant le poids de l'Etat sur l'économie et la vie sociale, mais la proximité de l'élection présidentielle n'incite pas à les prendre et il est bien peu probable qu'elles interviennent quand elle aura eu lieu. Pour le moment, attendons-nous à une surenchère dans le domaine du « social » entre les deux candidats en puissance. Le gouvernement donnera du « social » en pâture aux électeurs pour les bien disposer en vue du prochain scrutin, mais ce ne sera que poudre aux yeux.

## La peur du risque

À peine la trêve du mois d'août terminée, voilà donc repartie la compétition présidentielle. Les sondages attribuent à M. Balladur des scores de popularité qui atteignent les sommets. La recrudescence de santé de M. Mitterrand, en juillet, a confirmé que celui-ci ne se représenterait pas en 1995 et renforcé la position du premier ministre en le faisant apparaître comme une sorte de vice-président et un successeur quasi-obligé. M. Balladur se cantonne de moins en moins dans la politique intérieure et économique, et prend un rôle croissant en politique extérieure.

Cela dit, un accident est vite arrivé. Nous ne prédisons aucune catastrophe matérielle dont le premier ministre serait victime, mais un accident politique n'est pas à exclure. Voyez la levée de boucliers suscitée en janvier par le projet de révision de la loi Falloux et en mars par le contrat d'insertion professionnelle, le fameux C.I.P., déjà bien oublié aujourd'hui. Pour

éviter tout nouvel accident qui ferait sombrer la cote de popularité du premier ministre, le gouvernement va redoubler de prudence. Lorsqu'il rencontrera une opposition un tant soit peu vigoureuse à l'un de ses projets, il s'empressera de le retirer. Devant la perspective de la privatisation de la région Renault, les communistes commencent à se mobiliser pour défendre un ex-bastion symbole de la C.G.T. ; M. Balladur a fait savoir que l'Etat conserverait 51 % du capital. L'ennui, c'est que cette tactique du repli élastique ne règle pas les problèmes...

La peur de prendre des initiatives risque aussi d'inspirer l'attitude du gouvernement devant la cruciale question algérienne. Alors qu'une forte volonté serait nécessaire pour combattre l'islamisme en Algérie et en France, nos gouvernants vont être tentés d'adopter un profil bas. Ils chercheront des accommodements avec les révolutionnaires algériens en vue de soustraire le territoire français aux attentats. La France est d'autant plus vulnérable qu'elle se trouve dans une période pré-électorale, et les islamistes le savent !

## Cet homme est dangereux

Si la droite libérale a deux candidats à l'élection présidentielle, les socialistes, eux, n'en ont aucun depuis les élections européennes qui ont sonné le glas des ambitions de M. Rocard. Les sondages propulsent M. Jacques Delors en tête des présidentiables de gauche mais l'intéressé ne montre aucun empressement à se déclarer. Il n'est même pas sûr qu'il en ait envie. Il a déclaré à Lorient lors de la réunion de son club « Témoin » qu'il n'était pas de l'espèce « des gens qui naissent avec des ambitions ». Mais les ambitions peuvent éclore si les circonstances sont favorables... Il attend probablement de savoir s'il y aura ou plusieurs candidats de la majorité et comment évoluera la cote de popularité de M. Balladur. Dans l'état actuel de l'opinion, M. Delors n'aurait en effet que très peu de chances d'être élu face au premier ministre. Le goût pour le « sacrifice » de M. Delors ne va peut-être pas jusqu'à « être la victime expiatoire d'une gauche qui ne l'a jamais adoré », selon la formule amusante de M. François Hollande, président du club « Témoin ».

Si M. Delors n'a pas exposé de programme présidentiel à Lorient, il a formulé une définition : « Le socialisme, a-t-il déclaré, c'est liberté, responsabilité, solidarité ». Malheureusement, les faits montrent tout le contraire : le socialisme c'est davantage d'étatisme, d'irresponsabilité et d'égoïsme. Tel est le bilan du passage des socialistes au pouvoir. Cet aboutissement est la conséquence directe de la « démocratisation » que M. Delors veut renforcer. Le président de la Commission européenne est un idéologue démocrate-chrétien à qui l'expérience n'a rien appris. Il continue à rêver. Cet homme est dangereux.

Pierre PUJO

# RÉPONSE À UN AGITÉ

Bernard Antony prend la mouche parce que notre ami Elie Hatem, Libanais, a rappelé quelques vérités sur Samir Geagea, chef des Forces libanaises (notre numéro du 9 juin 1994). Dans le bulletin de Chrétienté-Solidarité, Reconnquête, (juillet-août 1994) il taxe l'Action française d'« imbécillité » et rappelle l'action charitable menée par Chrétienté-Solidarité auprès des enfants libanais.

Nous nous contenterons de quelques observations :

1/ Nous n'avons pas cité l'association que dirige Bernard Antony, si, nous le reconnaissons, le titre de l'article pouvait y faire penser ; l'article traitait de Samir Geagea et non de Chrétienté-Solidarité.

2/ Nous n'avons en aucune façon critiqué l'action de Chrétienté-Solidarité au Liban, dont nous ne doutons pas des effets bienfaisants pour la population ; nous avons seulement jeté un doute sur l'honorabilité de Samir Geagea en rappelant des faits publics.

3/ Au lieu d'insulter l'Action française, Bernard Antony aurait été plus avisé de tenter de réfuter les propos d'Elie Hatem. L'article de Reconnquête, à cet égard, ne contient aucun élément de nature à infirmer le papier de notre collaborateur.

4/ Nous sommes surpris de l'empressement avec lequel le bouillant Antony soutient Samir Geagea qui n'est que l'un des représentants des chrétiens du Liban et dont le passé inspire la méfiance.

5/ Bernard Antony se flatte d'avoir dans son bureau un portrait de Charles Maurras et des centaines d'ouvrages d'Action française. Je ne sais s'il les a lus. En tout cas il a oublié une des grandes leçons de Maurras : l'agitation n'est pas l'action, et un peu de réflexion ne fait pas de mal pour discerner les causes justes des causes douteuses.

P. P.

# LE VRAI JAURÈS

À l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de son assassinat, socialistes et communistes ont célébré fin juillet le culte d'un Jean Jaurès idéalisé. Ils ont exalté l'apôtre de la paix en oubliant qu'il a désarmé moralement les Français face à la guerre qui arrivait et contribué à l'impréparation du pays.

François Mitterrand a célébré dans Jaurès l'homme qui « a toujours su s'écarter des deux périls opposés qui menacent tout engagement politique : l'excès d'idéalisme et l'excès d'opportunisme ». Or c'est là précisément les deux travers dans lesquels est tombé Jaurès. Il a notamment travaillé, à l'encontre de Jules Guesde, à rallier les ouvriers à la République, laquelle, à l'époque, n'hésitait pas à leur faire tirer dessus.

L'opportunisme de Jaurès n'a rien apporté aux couches populaires. En 1914, la législation sociale en France était très en retard par rapport à ce qu'elle était en Allemagne.

Samedi 15 octobre à Paris  
COLLOQUE  
D'ACTION FRANÇAISE

(voir page 11)

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

# POUR DE NOUVEAUX PROGRÈS

Ce numéro marque la reprise de notre parution hebdomadaire après l'interruption habituelle des vacances. L'Action Française Hebdo entend bien être présente dans le débat politique dans une ère où le problème de l'Etat et sa direction va être une nouvelle fois posé à l'approche de l'élection présidentielle. Quelle bonne occasion de faire connaître aux Français

dégoûtés du régime les idées royalistes !

Nous lançons, en page 11, un appel à tous nos amis pour qu'ils intensifient leur propagande sous l'égide de la Restauration nationale.

Le fer de lance de l'Action française est son journal. Nous maintenons son existence non sans mal, tant les problèmes financiers nous assaillent. Et ce n'est pas pour nous une consolation que de savoir que, cet été, d'autres publications ont dû cesser de paraître ou sont au bord du dépôt de bilan faute de pouvoir équilibrer leur budget.

Pour que le journal de l'Action française vive, il faut que nos amis : - recrutent de nouveaux abonnés, ou offrent un abonnement

à un parent ou à une de leurs relations,

- alimentent notre souscription annuelle dont le montant approche les 150 000 francs, mais nous avons besoin impérativement de recueillir 400 000 francs.

Si chacun, conscient de l'importance de notre combat pour la vérité politique, nous apporte d'une façon ou d'une autre sa contribution, l'Action française peut faire des progrès considérables. Merci d'avance !

P. P.

N.B. Prière d'adresser les versements à l'ordre de Suzanne Loetscher, L'Action Française Hebdo, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

## ORIENT ET OCCIDENT

Le voile porté par Aïcha, musulmane à Paris, montre la confrontation quotidienne entre un Orient et un Occident qui ne savent plus s'entendre. Un Orient agité, troublé par la résurgence des guerres religieuses. Et un Occident, malade, ayant perdu le sens de ses valeurs chrétiennes qui ont fait sa grandeur.

Ahmed Youssef, Egyptien, maître-assistant à l'Université d'Héliopolis au Caire, a écrit un petit roman, dont l'intensité dramatique, montre cette difficile entente pour les musulmans d'aujourd'hui.

Julien THÉVET

\* Ahmed Youssef : Journal inachevé d'une étudiante voilée à Paris. Avant-propos de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. Editions La Pensée Universelle ; 1 volume ; 54,90 F.

# LES : C'EST REPARTI !



## PAR PIERRE PUJO

ant de ce que l'anniversaire de la de Paris lui donnait la vedette, a critiqué implicitement la poli-gouvernement. Pour lui, la **st affaiblie et incertaine** ; elle a une politique plus volontariste contre l'exclusion et le chô-voulant pas se laisser distancer, ur a prescrit à M. Sarkozy de révi-et de budget pour 1995 en don-iorité aux mesures destinées à le chômage et l'exclusion... ité, ni M. Chirac, ni M. Balladur propositions révolutionnaires à ce domaine et leurs programmes iment identiques. Il faudrait des profondes, allégeant le poids de l'économie et la vie sociale, mais ité de l'élection présidentielle s à les prendre et il est bien peu qu'elles interviennent quand elle eu. Pour le moment, attendons- surenchère dans le domaine du entre les deux candidats en puis- e gouvernement donnera du en pâture aux électeurs pour les user en vue du prochain scrutin, e sera que poudre aux yeux.

## peur du risque

ne la trêve du mois d'août termi-ionc repartie la compétition pré-. Les sondages attribuent à r des scores de popularité qui les sommets. La rechute de M. Mitterrand, en juillet, a con-celui-ci ne se représenterait pas renforcé la position du premier n le faisant apparaître comme de vice-président et un succes-obligé. M. Balladur se cantonne en moins dans la politique inté-économique, et prend un rôle en politique extérieure. dit, un accident est vite arrivé. prédisons aucune catastrophe dont le premier ministre serait ais un accident politique n'est ure. Voyez la levée de boucliers n janvier par le projet de révision alloux et en mars par le contrat professionnelle; le fameux

éviter tout nouvel accident qui ferait som-brer la cote de popularité du premier ministre, le gouvernement va redoubler de prudence. Lorsqu'il rencontrera une oppo-sition un tant soit peu vigoureuse à l'un de ses projets, il s'empressera de le retirer. Devant la perspective de la privatisation de la régie Renault, les communistes commen-çaient à se mobiliser pour défendre un ex-bastion symbole de la C.G.T. ; M. Balladur a fait savoir que l'Etat conserverait 51 % du capital. L'ennui, c'est que cette tactique du repli élastique ne règle pas les problèmes...

La peur de prendre des initiatives ris-que aussi d'inspirer l'attitude du gouverne-ment devant la cruciale question algérienne. Alors qu'une forte volonté serait nécessaire pour combattre l'islamisme en Algérie et en France, nos gouvernants vont être tentés d'adopter un profil bas. Ils cher-cheront des accommodements avec les révolutionnaires algériens en vue de sous-traire le territoire français aux attentats. La France est d'autant plus vulnérable qu'elle se trouve dans une période pré-électorale, et les islamistes le savent !

## Cet homme est dangereux

Si la droite libérale a deux candidats à l'élection présidentielle, les socialistes, eux, n'en ont aucun depuis les élections européennes qui ont sonné le glas des ambitions de M. Rocard. Les sondages propul-sent M. Jacques Delors en tête des pré-sidentiables de gauche mais l'intéressé ne montre aucun empressement à se déclarer. Il n'est même pas sûr qu'il en ait envie. Il a déclaré à Lorient lors de la réunion de son club « **Témoin** » qu'il n'était pas de l'espèce « **des gens qui naissent avec des ambi-tions** ». Mais les ambitions peuvent éclore si les circonstances sont favorables... Il attend probablement de savoir s'il y aura un ou plusieurs candidats de la majorité et comment évoluera la cote de popularité de M. Balladur. Dans l'état actuel de l'opinion, M. Delors n'aurait en effet que très peu de chances d'être élu face au premier ministre. Le goût pour le « sacrifice » de M. Delors ne va peut-être pas jusqu'à « être la victime expiatoire d'une gauche qui ne l'a jamais adoré », selon la formule amu-sante de M. François Hollande, président du club « **Témoin** ».

Si M. Delors n'a pas exposé de pro-gramme présidentiel à Lorient, il a formulé une définition : « **Le socialisme, a-t-il déclaré, c'est liberté, responsabilité, solida-rité.** » Malheureusement, les faits montrent tout le contraire : le socialisme c'est davan-tage d'étatisme, d'irresponsabilité et d'égoïsme. Tel est le bilan du passage des socialistes au pouvoir. Cet aboutisse-ment est la conséquence directe de la « **démocratisation** » que M. Delors veut renforcer. Le président de la Commission européenne est un idéologue démocrate-chrétien à qui l'expérience n'a rien appris. Il continue à rêver. Cet homme est dan-gereux.

## RÉPONSE À UN AGITÉ

Bernard Antony prend la mou-che parce que notre ami Elie Hatem, Libanais, a rappelé quel-ques vérités sur Samir Geagea, chef des Forces libanaises (notre numéro du 9 juin 1994). Dans le bul-letin de Chrétienté-Solidarité, Reconquête, (juillet-août 1994) il taxe l'Action française d'« **imbécil-lité** » et rappelle l'action charitable menée par Chrétienté-Solidarité auprès des enfants libanais.

Nous nous contenterons de quelques observations :

1/ Nous n'avons pas cité l'association que dirige Bernard Antony, si, nous le reconnaissons, le titre de l'article pouvait y faire penser ; l'article traitait de Samir Geagea et non de Chrétienté-Solidarité.

2/ Nous n'avons en aucune façon critiqué l'action de Chrétienté-Solidarité au Liban, dont nous ne doutons pas des effets bienfaisants pour la population ; nous avons seulement jeté un doute sur l'honorabilité de Samir Geagea en rappelant des faits publics.

3/ Au lieu d'injurier l'Action française, Bernard Antony aurait été plus avisé de tenter de réfuter les propos d'Elie Hatem. L'article de Reconquête, à cet égard, ne contient aucun élément de nature à infirmer le papier de notre collabo-rateur.

4/ Nous sommes surpris de l'empressement avec lequel le bouillant Antony soutient Samir Geagea qui n'est que l'un des repré-sentants des chrétiens du Liban et dont le passé inspire la méfiance.

5/ Bernard Antony se flatte d'avoir dans son bureau un portrait de Charles Maurras et des centai-nes d'ouvrages d'Action française. Je ne sais s'il les a lus. En tout cas il a oublié une des grandes leçons de Maurras : l'agitation n'est pas l'action, et un peu de réflexion ne fait pas de mal pour discerner les causes justes des causes dou-teuses.

P. P.

## LE VRAI JAURÈS

A l'occasion du 80<sup>e</sup> anniver-saire de son assassinat, socialistes et communistes ont célébré fin jui-let le culte d'un Jean Jaurès idéal-isé. Ils ont exalté l'apôtre de la paix en oubliant qu'il a désarmé morale-ment les Français face à la guerre qui arrivait et contribué à l'imprépa-ration du pays.

François Mitterrand a célébré dans Jaurès l'homme qui « a tou-jours su s'écarter des deux périls opposés qui menacent tout engage-

# La danse du ventre des Libanais de Paris

Deux hommes – Samir Geagea et Fouad Malek – et des centaines de combattants des Forces libanaises peuvent, à tout moment, être assassinés par le gouvernement libanais à la botte



Fouad Malek

des Syriens. Déjà, des hommes sont morts sous la torture. Les procès de Moscou se succèdent, chaque jour plus caricaturaux dans leurs montages mensongers.

A Sydney, en Australie, 30 000 Libanais de la diaspora ont manifesté en leur faveur, prêtres en tête. A Paris, à l'appel de Chrétienté-Solidarité, un millier de manifestants se sont rassemblés devant l'ambassadeur du Liban en mai.

Quant au gros de la diaspora libanaise en France, elle organise des congrès... C'est ainsi que les 11, 12 et 13 juin s'est tenue à Paris une manifestation où l'on s'est livré aux habituelles danses du ventre baabdesques.

Nous vous faisons grâce des noms des participants libanais. Ce sont des partisans, qui ont choisi leur camp et choisi même pour certains – un dénommé Elie Harem, par exemple – de cracher sur Samir Geagea, âme de la résistance chrétienne au Liban, et de porter contre lui, alors que la clique syro-libanaise de Beyrouth se propose de le tuer, des accusations que ladite clique n'aurait pas osé avancer.

Mais un mot des participants français à ce congrès, histoire de donner une idée de sa coloration politique : Patrick Vasjman, conseiller du ministre de la défense. François Léo-

tard (l'un des « Libanais » de Baabda) : Jean-Paul Dova, vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine (porteur d'un message de Pasqua, ministre de l'Intérieur et membre d'honneur du Mossad israélien) ; Bernard Kouchner ; Jacques Barrot ; François Rochebloine (député de Haute-Loire) ; Christian Taittinger ; Guy Béart et Jean d'Ormesson (autres Libanais de Baabda, avec Philippe de Villiers qui avait envoyé un message)...

Les uns et les autres y sont allés de leurs déclarations de principe, de leurs solutions, de leurs (bonnes) résolutions. Ceux-là étaient à Paris. Avec les puissants du jour. Les politiques « politiquement corrects ». Les friqués. Les habitués de la salle bleue du Palais des Congrès ou de la salle Médicis du Sénat.

## Un procès de Moscou

Un responsable des Forces libanaises (FL) a accusé les autorités de Beyrouth d'avoir monté de toutes pièces des accusations pour impliquer les FL dans l'assassinat du dirigeant chrétien Dany Chamoun et dans un attentat contre une église.

Dans une interview à l'hebdomadaire arabe *Al Wassat*, Ghassan Touma, ancien chef des services de sécurité des FL, explique que les aveux de membres des FL accusés d'être impliqués dans l'attentat contre l'église de Zouk Mikail, près de Beyrouth, « ont été extorqués aux détenus par la force ». Il rappelle que le principal inculpé dans cet attentat, Gergés Khoury, est un « agent d'un service libanais bien connu », allusion claire aux services de renseignements, qui coordonnent leur action avec la Syrie.

Les autorités de Beyrouth font un « procès d'intention » aux FL, accusées de promouvoir un « système fédéral » au Liban, alors que d'autres groupements politiques prônent ouvertement l'instauration d'une « République islamique » ou « la disparition de l'entité libanaise », déclare encore Ghassan Touma.

Mais nos pensées vont à ceux qui sont restés là-bas. A Geagea qui n'a jamais voulu fuir. Aux petits gars des Forces libanaises jetés dans les prisons syro-libanaises, que l'on essaie de casser et qui ne cèdent pas. Si le Liban est un jour libéré, ce ne sera pas par la danse du ventre des nantis ormessoniques mais par le courage indompté de ces soldats de l'honneur.

*Alain Sanchez A.S.*

## Contre Samir Geagea et les Forces libanaises, des « procès de Moscou »

Nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, de dénoncer – et même de manifester contre – les « procès de Moscou » faits à Samir Geagea et Fouad Malek par la clique syro-libanaise au pouvoir à Beyrouth.

Ancien chef des services de sécurité des Forces libanaises, Ghassan Touma, aujourd'hui réfugié politique aux Etats-Unis (*Présent* du 5 juillet), a démonté point par point la terrible machination forgée contre les véritables défenseurs – et forgée pour cela – du Liban chrétien. L'hebdomadaire *Al Wasat* (1), où Ghassan Touma a porté ses accusations, a été saisi par les nouveaux maîtres du Liban (*Présent* du 8 juillet).

On comprend les raisons de ce nouvel acte dictatorial quand on lit ce que révèle Ghassan Touma. A commencer sur la véritable personnalité de Georges Khoury, témoin à charge dans l'affaire de l'attentat contre une église en février dernier.

Etrange témoin, en effet, que ce Khoury qui raconte tout – et le reste – sans avoir jamais participé à rien, sans jamais avoir été présent. Notons que, incarcéré dans la même prison que les autres inculpés, il jouit d'un traitement de faveur alors que les hommes des FL subissent, jour après jour, les pires sévices. Officiellement, un homme est mort sous la torture, un autre est dans un état grave. De sources sûres, nous savons qu'ils sont déjà neuf ou dix à avoir laissé leur vie entre les mains de leurs bourreaux syro-libanais.

Sous la torture, ivres de douleur, des malheureux ont « avoué » tout ce qu'on leur demandait d'avouer. Selon Ghassan Touma, même Fouad Malek aurait avoué avant de se rétracter devant le juge. Un des malheureux a confié à son avocat :

– Après ce que j'ai subi, de là où je viens, je suis prêt à tout avouer... Mais que l'on ne me torture plus...

Et c'est sur ces hommes-là, sur Samir Geagea, héros de la résistance chrétienne, qu'un certain Elie Hatem, organisateur d'un grand raout baabdesque à Paris récemment (où l'on a vu des Libanais s'afficher aux côtés d'un personnel politique français avec lequel un chrétien libanais digne de ce nom ne devrait même pas discuter), est venu cracher dans un hebdomadaire que l'on veut bien croire « piégé »

par le Hatem en question.

Pour en revenir à Georges Khoury, rappelons que, lors de la reconstitution de l'attentat contre l'église, il n'a pas été capable de reconnaître les lieux et qu'il s'est purement et simplement trompé de bâtiment.

En ce qui concerne l'assassinat de Dany Chamoun en 1990, il paraîtrait que le principal témoin de cette affaire a avoué sa participation à l'opération. Fort bien. Sauf que :

1. Selon lui, les tueurs seraient arrivés de la zone FL déguisés en soldats de l'armée régulière et en voiture civile. Or, c'est là chose impossible : d'abord parce que personne ne passait d'une zone à l'autre, ensuite parce que des soldats de l'armée régulière (même « déguisés ») n'auraient pu circuler en zone FL, enfin parce que ces militaires – même « déguisés » – dans une voiture civile n'ont pu circuler dans l'autre zone qu'avec l'aval des Syriens.

2. Leur besogne faite, les tueurs ont laissé sur place un appareil de communication de type Motorella. Cet opportun appareil a été envoyé à... Damas sans qu'on ait procédé à un relevé des empreintes. L'appareil était supposé accuser les services de sécurité des FL. Jusqu'au moment où l'on s'est aperçu que jamais les services de sécurité des FL n'avaient employé ce type d'appareil...

3. Les tueurs se sont enfuis, après le meurtre, vers Choueifat. C'est-à-dire dans la zone contrôlée par les forces qui avaient occupé Baabda.

4. Quelques jours avant son assassinat, Dany Chamoun, qui ne se sentait plus en sécurité en zone aouniste (au point d'être allé passer une nuit à l'ambassade de France), avait demandé à Geagea de l'accueillir dans le Kesrouan, en zone FL, et d'assurer sa protection. Ce que Geagea avait accepté. Inutile de dire que ce rapprochement Geagea-Chamoun déplaisait à beaucoup de monde. Et pas seulement aux Syriens...

Aujourd'hui, Ghassan Touma accepte de témoigner. Si – et seulement si – une commission d'enquête internationale est menée avec des représentants du Vatican.

A.S.

(1) Les propos de Ghassan Touma ont été recueillis par Raymond Zoghbi dans le n° 27 d'*Al Wasat* (4 juillet 1994, pages 10-21).

c  
fi  
ce  
ce  
ay  
hu  
qu  
ca:  
pr